

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

BOURSE



QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13052 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 15 JANVIER 1987

Un rapt en quête d'auteur

Quels qu'en soient les auteurs, l'enlèvement du journaliste français Roger Auzan, mardi 13 janvier à Beyrouth, constitue un rude coup pour les autorités françaises. Il illustre en effet l'extrême difficulté de la tâche qu'elles se sont fixée en recherchant en priorité la libération des otages français détenus au Liban. Une tâche qui pourrait s'apparenter décidément aux travaux de Sisyphus tant sont grandes la résolution et le cynisme des nombreux ennemis de la politique de Paris au Proche-Orient.

Le rapt, soigneusement prémédité, de Roger Auzan n'a toujours pas été revendiqué. Ce silence des ravisseurs n'est pas fait pour surprendre car les preneurs d'otages de Beyrouth ont appris au fil des ans à maîtriser l'art du suspense, le poussant à l'occasion au plus atroce. La famille de Michel Saurat en sait quelque chose, et aussi celles de ces otages juifs libanais dont on annonce régulièrement l'assassinat, photos à l'appui, sans qu'on puisse dans la plupart des cas retrouver les cadavres.

Les différentes hypothèses que l'on peut formuler à propos de l'enlèvement de Roger Auzan ne sont guère rassurantes. Depuis la libération d'Aurel Cornée, le 24 décembre, il est de notoriété publique que les relations franco-libanaises connaissent de nouveaux mauvais jours. L'impression prévaut à Paris que l'Iran n'a pas joué le jeu dans ce dernier épisode, alors que la France avait prouvé sa bonne volonté en réglant un acompte de 350 millions de dollars à valoir sur la dette Eurodif contractée du temps du chah. Ce n'est pas un hasard si M. Chirac a soigneusement évité de remercier Téhéran à l'issue de la libération d'Aurel Cornée, insistant en revanche sur le rôle positif dans cette affaire des Palestiniens et de l'Algérie.

L'Iran a-t-il voulu, par chantage libanais interposés, se rappeler « au bon souvenir » de la France ? On ne peut pas l'exclure, mais rien non plus ne permet de l'affirmer, même s'il est de plus en plus clair qu'il s'agit en faveur des otages français que si Paris remet en cause sa politique d'aide militaire à l'Irak.

Parmi les autres hypothèses avancées figure la piste syrienne. Le président Assad aurait été particulièrement irrité d'avoir échoué à faire libérer Aurel Cornée à Damas et aurait pu laisser kidnapper Roger Auzan, ne serait-ce que pour se venger plus tard de sa libération. Rien cependant ne vient démentir une telle explication sinon les difficultés croissantes que rencontre la Syrie pour affirmer sa prééminence au Liban.

Dernière hypothèse qu'il n'est pas possible d'écarter : les préneurs d'otages de Beyrouth auraient travaillé mardi pour le colonel Kadafi, soucieux de se venger de la cuisante défaite subie par ses troupes dans le nord du Tchad, à Fada. Le colonel libyen n'avait-il pas, la veille, appelé à la « guerre sainte » contre le président Hissène Habré et accusé la France de « combattre l'Islam » ? N'aurait-il pas fait assassiner, au lendemain du raid américain contre Tripoli, deux otages britanniques détenus au Liban pour protester contre l'utilisation de bases britanniques par les bombardiers américains ?

Aucun indice ne permet encore de privilégier telle ou telle explication. C'est du moins ce qu'on affirme à Paris, où, sans céder au découragement, on commence à reconnaître qu'il est extrêmement coûteux d'avoir une politique au Proche-Orient comme en Afrique. Couteux et tragique à la fois. Et les déviances, le plus part du temps, s'accommodent fort mal des tragédies.

(Lire nos informations page 3.)

Les interventions des banques centrales sans effet

Le mark continue de monter et le dollar de baisser

L'accélération de la baisse du dollar sur les marchés des changes, très forte depuis le début de la semaine, fait monter dangereusement le mark et menace l'accord sur le réaménagement du SME signé, lundi matin 12 janvier, à Bruxelles. La Banque fédérale d'Allemagne pourrait être contrainte d'abaisser rapidement ses taux.

Quelque chose va se passer dans les prochaines heures ou dans les prochains jours sur les marchés des changes, pronostiquaient, mercredi matin, les opérateurs, en voyant les cours du dollar s'enfoncer en dépit des interventions des banques centrales, essentiellement celle du Japon. Celle d'Allemagne, qui est très peu intervenue, va être contrainte d'abaisser ses taux sans attendre.

Mercredi, le dollar tombait à 1,86 DM contre 1,88 DM, mardi, et 1,91 DM, lundi, au plus bas depuis novembre 1980, en route, disaient les opérateurs, vers la barre des 1,80 DM. A Tokyo, il revenait à 6,22 ¥. A Paris, la Banque du Japon, en achetant 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards depuis vendredi dernier), n'a pu empêcher le billet vert de tomber à 154 yens contre 155,80 yens la veille et 158 yens avant le week-end. Le gouverneur, M. Satochi Sumita, a déclaré que la Banque du Japon continuerait à intervenir « tant qu'il faudra » pour enrayer la baisse du dollar, tombé presque à son plus bas cours historique de 153,30 yens, touché fin août 1986.

Et maintenant ? Tout redevient comme avant, apparemment : les travailleurs retournent à leurs travaux, le gouvernement à sa gestion, le président à ses obligations. C'est pourtant maintenant qu'il faudrait sérieusement ausculter cette société française que personne ne semble plus comprendre. Après dix ans de crise économique, cinq ans de pouvoir de gauche, neuf mois de cohabitation, le pays paraît devenu insaisissable et d'autant plus imprévisible que chacun se contente en général de l'observer à travers sa propre grille d'analyse.

La gauche ne voudrait voir, dans les récentes explosions sociales, que le retour en force de ses valeurs traditionnelles. La droite reste sur la lancée d'un libéralisme qui continue de faire du « chacun pour soi » le vecteur « porteur d'avenir », pour employer le langage des conseils en communication.

Ni l'une ni l'autre n'ont cependant complètement raison, ni définitivement tort. Mais ce jeu n'est pas à somme nulle : ce que l'une a perdu n'a pas été, *ipso facto*, gagné par l'autre.

En fait, au-delà du bilan politique immédiat que l'on peut dresser de ces dernières semaines d'agitation non-stop, la France devient l'homme malade de l'Europe.

Le solde politique des événements désigne un vaincu, un vainqueur, et permet d'admirer un équilibriste.

A tout seigneur tout honneur : un gouvernement capable de percuter le mur par deux fois, en si peu de temps, et de s'y cogner aussi fortement, a manifestement besoin de trouver un second sou-

Cellule de crise au ministère de l'équipement

La vague de froid provoque de graves perturbations

Pour faire face aux graves perturbations provoquées par le froid et les chutes de neige, M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, a décidé, le mercredi 14 janvier, de réactiver la cellule de crise qui coordonne l'action du ministère. M. Mitterrand, quant à lui, a fait appel au concours de l'armée.

La neige, qui s'infiltre dans les motrices et déclenche des disjonctions ou des blocages d'aiguillage, est responsable des très importants retards qui ont eu lieu, mercredi matin 14 janvier, à la SNCF, en particulier dans la banlieue parisienne. Impatients, certains voyageurs sont descendus le long des voies pour gagner les gares à pied, et la SNCF a été obligée de couper le courant et parfois d'arrêter toute circulation. Les retards ont pu dépasser une heure. A

Paris, malgré le sablage des chaussées, la circulation a été très difficile. Mercredi, en fin de matinée, le trafic SNCF était redevenu normal.

La cellule de crise mise en place est composée des directions des routes, des transports terrestres, du commissariat aux entreprises, du personnel de la sécurité routière et de la météorologie, ainsi que de la gendarmerie nationale.

(Lire nos informations page 12.)

Deuxième hiver rigoureux



Dessin paru en février 1986



Janvier 1987

Le pouvoir, l'opposition et les mouvements sociaux

L'« homme malade » de l'Europe

par Jean-Marie Colombani

Et maintenant ? Tout redevient comme avant, apparemment : les travailleurs retournent à leurs travaux, le gouvernement à sa gestion, le président à ses obligations. C'est pourtant maintenant qu'il faudrait sérieusement ausculter cette société française que personne ne semble plus comprendre.

Après dix ans de crise économique, cinq ans de pouvoir de gauche, neuf mois de cohabitation, le pays paraît devenu insaisissable et d'autant plus imprévisible que chacun se contente en général de l'observer à travers sa propre grille d'analyse.

La gauche ne voudrait voir, dans les récentes explosions sociales, que le retour en force de ses valeurs traditionnelles. La droite reste sur la lancée d'un libéralisme qui continue de faire du « chacun pour soi » le vecteur « porteur d'avenir », pour employer le langage des conseils en communication.

Ni l'une ni l'autre n'ont cependant complètement raison, ni définitivement tort. Mais ce jeu n'est pas à somme nulle : ce que l'une a perdu n'a pas été, *ipso facto*, gagné par l'autre.

En fait, au-delà du bilan politique immédiat que l'on peut dresser de ces dernières semaines d'agitation non-stop, la France devient l'homme malade de l'Europe.

Le solde politique des événements désigne un vaincu, un vainqueur, et permet d'admirer un équilibriste.

A tout seigneur tout honneur : un gouvernement capable de percuter le mur par deux fois, en si peu de temps, et de s'y cogner aussi fortement, a manifestement besoin de trouver un second sou-

L'entrée en vigueur de la loi Méhaignerie

Le pari des loyers libres

Les relations entre propriétaires et locataires ont toujours été difficiles. Après la loi Quillot, la loi Méhaignerie tente de remédier aux difficultés tout en relançant le marché immobilier. Le Monde consacre un dossier aux différences essentielles entre les deux textes.

La loi Quillot est morte ! Vive la loi Méhaignerie ! Une des promesses libérales du gouvernement se réalise : les loyers et les relations entre propriétaires et locataires vont sortir du carcan dirigiste jugé insupportable et responsable de toutes les pénuries. Ils vont en sortir, mais à terme. Et ce n'est qu'en 1995 (date ultime d'application des mesures transitoires) que la liberté sera totale.

A première lecture, pourtant, bien des dispositions de la loi Quillot sont reprises mot pour mot, ou simplement avec des allègements de style ; même les rapports collectifs entre associations et propriétaires institutionnels, publics et privés, perdurent à titre local. Le changement de nom d'auteur suffit-il à les exorciser ? La symbolique est puissante en matière de loyer et de logement, où tout est toujours passionnel.

A cet égard, à une époque où des familles de nouveaux pauvres, qui n'avaient aucune vocation de clochards volontaires, vivent dans l'angoisse de ne pas avoir de toit, la disparition de notre législation de la notion de « droit à l'habitat », même si elle n'était qu'un vœu pieux, est significative. Il est vrai que le but avoué de ce texte est d'encourager l'investissement locatif. A terme, et si le pari de M. Méhaignerie réussissait (la liberté totale des loyers devrait permettre de mettre sur le marché suffisamment de logements

M. Langlois-Glandier
président
de l'INA

Un entretien avec son
prédécesseur,
M. Jacques Pomonti.
PAGE 20

Remaniement
à Pékin ?

M. Hu Yaobang pourrait
être remplacé à la tête du
PC chinois.
PAGE 4

Tchad

Nouvelle offensive libyenne
dans le Tibesti.
PAGE 4

PCF : le congrès
avancé

La direction veut prendre
les « rénovateurs » de
vitesse.
PAGE 7

Guerre des « puces »

Des sociétés américaines de
semi-conducteurs se liguent
contre les Japonais.
PAGE 26

Le sommaire complet
se trouve page 28

Francis Javitt

HORLOGER - ORFÈVRE JOAILLER - CADREAUX

SOLDE

avant travaux

jusqu'à -40%

sa collection 1986

présentée dans les vitrines signalisées

du 8 au 31 janvier

Francis Javitt

Centre Commercial Males Montparnasse 75006 PARIS TEL: 45.36.66.52

Centre Commercial Créteil Soleil Niveau 2-94000 Créteil TEL: 42.97.51.99

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 528 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 150 pes.; Grèce, 65 dr.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 11 sc.; Suisse, 1,60 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

150

L'année 1986 par PLANTU

JANVIER



GUERRE DU GOLFE : reprise de la « guerre des villes ». Vingt-quatre civils sont tués en Irak par l'aviation iranienne.

FÉVRIER



HAÏTI et PHILIPPINES : départ en exil des présidents Duvalier et Marcos.

MARS



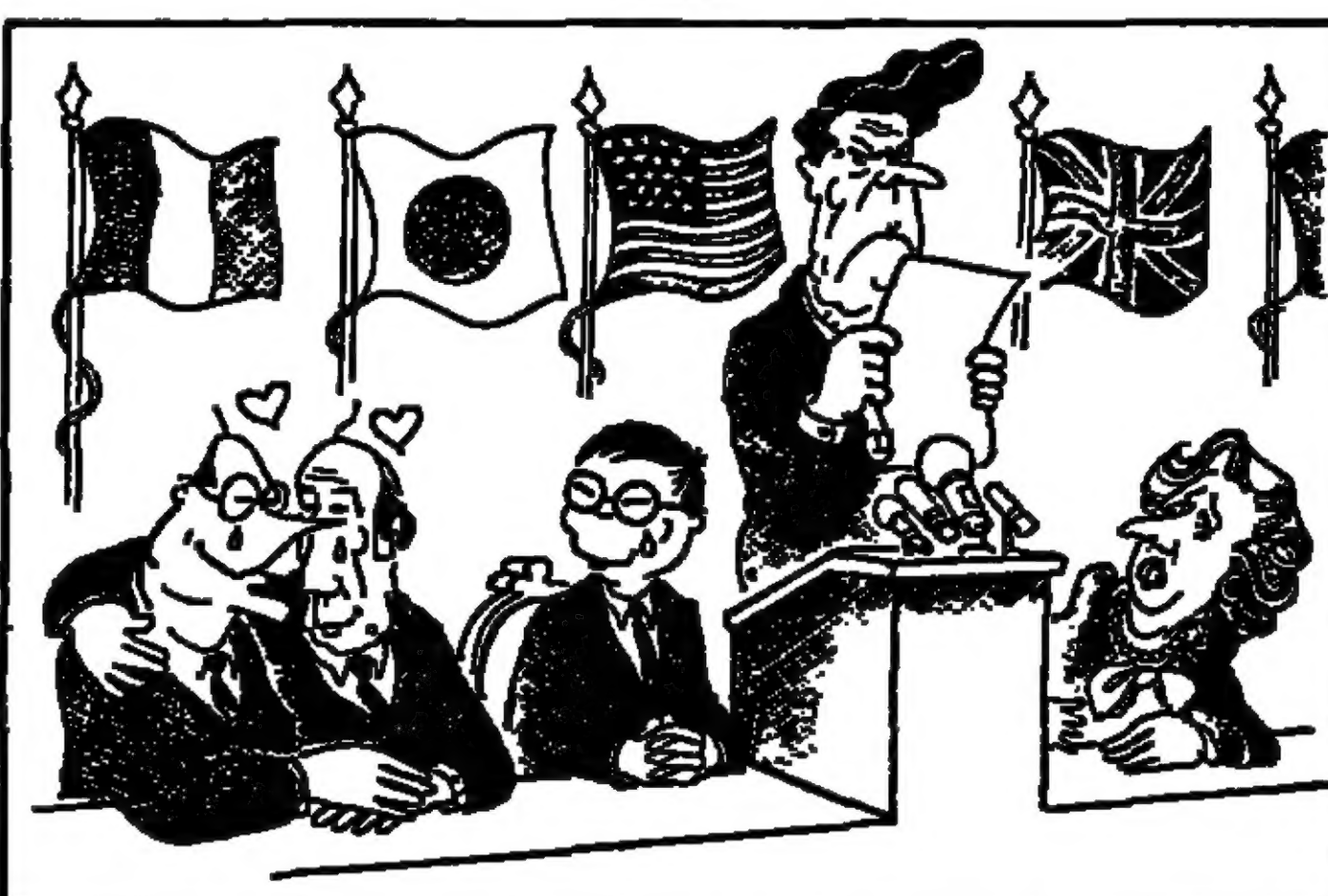
FRANCE : après les élections du 16 mars, Jacques Chirac est nommé premier ministre.

AVRIL



UBSS : le 25 avril à Tchernobyl a lieu l'accident le plus grave de l'histoire du nucléaire civil.

MAI



TOKYO : sommet des sept pays les plus industrialisés.

JUIN



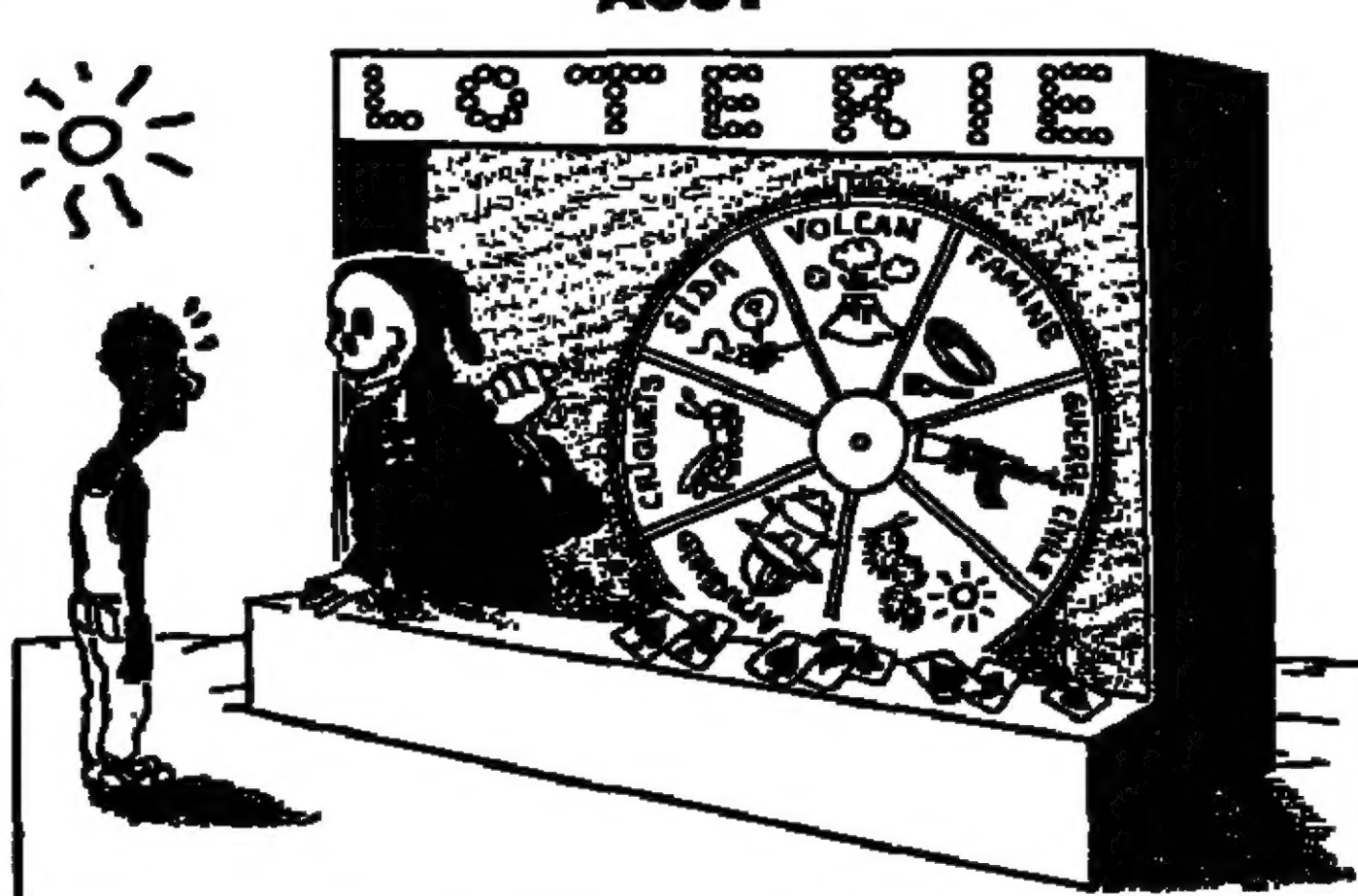
AUTRICHE : Kurt Waldheim est élu président de la République.

JUILLET



FRANCE : bavure policière rue Mogador à Paris.

AOUT



LES MALHEURS DE L'AFRIQUE : catastrophe volcanique au Cameroun.

SEPTEMBRE



TERRORISME : attentat meurtrier rue de Rennes à Paris.

OCTOBRE



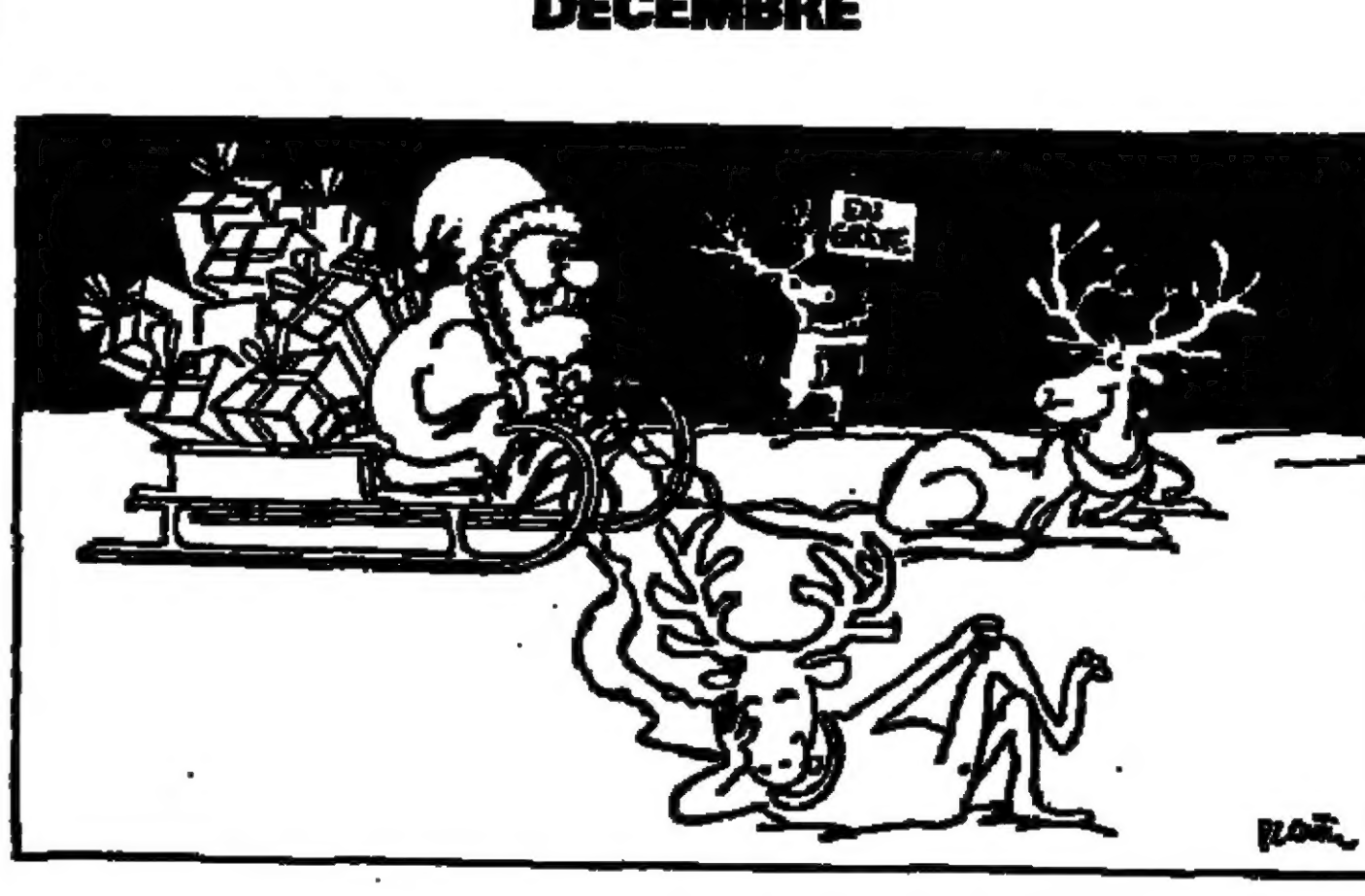
DROITS DE L'HOMME : Amnesty international publie son rapport annuel.

NOVEMBRE



FRANCE : le projet Devaquet, après un début de discussion à l'Assemblée nationale, est renvoyé en commission. Il sera définitivement retiré en décembre.

DÉCEMBRE



FRANCE : grèves des conducteurs de la RATP et de la SNCF.

ENFANTS : L'APRÈS-DIVORCE

Ce que deviennent les jeunes face à un parent seul ou au sein d'une « nouvelle » famille

Le Monde
L'ÉDUCATION

NUMÉRO 10 JANVIER 1987 - EN VENTE PARTOUT

Le sort des otages occidentaux au Liban

L'enlèvement de M. Roger Auque avait été soigneusement préparé

Une quinzaine d'étrangers détenus

Une quinzaine de ressortissants étrangers restent encore détenus en otage au Liban :

- Français :
 - Marcel Fontaine, quarante-cinq ans, vice-consul à l'ambassade de France à Beyrouth, et Marcel Carton, soixante-deux ans, chargé du protocole à l'ambassade de France, enlevés le 22 mars 1985.
 - Jean-Paul Kauffmann, quarante-deux ans, journaliste à l'« Evénement du jeudi », enlevé le 22 mai 1985.
 - Michel Seuret, trente-neuf ans, sociologue, dont le Dihad islamique a annoncé l'assassinat le 5 mars 1986, sans en fournir de preuves.
 - Jean-Louis Normandin, trente-cinq ans, cameraman à Antenne 2, enlevé le 8 mars 1986.
 - Roger Auque, journaliste, enlevé le 13 janvier 1987.
- Américains :
 - Terry Anderson, trente-huit ans, directeur régional de l'Associated Press, enlevé le 16 mars 1985.
 - Thomas Sutherland, cinquante-quatre ans, enseignant (9 juin 1985).
- Frank Reed, cinquante-trois ans, enseignant (9 septembre 1986).
- Joseph Cicippio, cinquante-six ans, comptable (12 septembre 1986).
- Edward Austin Tracy, cinquante-six ans (21 octobre 1986).

En outre, le Dihad islamique a annoncé l'assassinat, en octobre 1985, du diplomate William Buckley, sans que son corps ait jamais été retrouvé.

- Autres nationalités :
 - l'italien Alberto Molinari, homme d'affaires, enlevé le 11 septembre 1985.
 - Le Sud-Coréen Do Chae-sung, trente-trois ans, diplomate (31 janvier 1986).
 - Le cameranais britannique John McCarthy, enlevé le 17 avril 1986. Sa mort a été annoncée le lendemain, à partir de saillies au raid américain sur la Libye, mais son corps n'a pas été retrouvé.
 - L'enseignant irlandais Brian Keenan, trente-cinq ans, capturé le 11 avril dernier. — (AFP, AP.)

Le CRIF appelle les juifs à quitter le Liban

M. Roger Pinto, président de la commission « communautés en péril » du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a dénoncé, le mardi 13 janvier, le meurtre à Beyrouth d'un juif libanais, Yehuda Benisti, dont l'enlèvement avait été annoncé le 15 février 1986 (le Monde du 14 janvier). L'assassinat de Yehuda Benisti, revendiqué par l'organisation des opprimés sur terre, fait suite à celui de ses deux fils, Ibrahim, mort le 15 février 1986, et Youssef, mort le 30 décembre.

M. Pinto s'étonne du silence des gouvernements et des organisations internationales, ainsi que de celui des autorités libanaises, laïques ou religieuses. Il souligne que « le sort des juifs du Liban — quelques dizaines, même pas cent personnes — est d'autant plus tragique que, libanais, ils ne bénéficient de l'intervention d'aucun pays et que, juifs, ils n'ont aucun moyen de se défendre ». « Les juifs du Liban ne s'identifient à aucun clan, à aucune partie du conflit, ils n'ont pas leur propre milice, observe M. Pinto. Ils sont restés au Liban, tout simple-

ment parce qu'ils aiment ce pays, qu'ils considèrent comme leur. »

« Nous lançons un nouvel appel pressant, solennel et fraternel aux juifs qui demeurent encore au Liban, en les incitant à quitter le plus tôt possible ce pays, où il n'y a plus d'avenir pour eux et où ils sont en danger permanent », conclut le responsable du CRIF.

Selon l'organisation communautaire française, deux juifs libanais sont toujours détenus à Beyrouth, M. Isaac Sazon, président de la communauté, enlevé le 31 mars 1985, et M. Sélim Jamous, secrétaire de la communauté, enlevé le 14 août 1984.

- Expulsion d'un dirigeant de l'OLP de Gaza. — Le commandement militaire israélien a ordonné l'expulsion d'un responsable de l'OLP de la bande de Gaza, a annoncé, mardi, un militaire israélien, M. Mohammed Ahtan, directeur de la branche de l'Organisation de la libération de la Palestine à Khan Yunis (Gaza) a été expulsé pour sa responsabilité directe dans les récentes manifestations hostiles à l'Etat hébreu. — (AP.)

Coincidence cruelle : M. Auque — qui assurait des correspondances pour RTL, le quotidien la Croix et l'agence photographique Gamma — a été enlevé alors qu'il venait de « couvrir » l'arrivée à Beyrouth de M. Terry Waite, l'émissaire de l'Eglise anglicane, de retour au Liban pour tenter d'obtenir la libération des otages occidentaux.

Alors que le Quai d'Orsay a indiqué que le gouvernement entendait « poursuivre ses efforts en vue d'un règlement d'ensemble du problème des otages », RTL, la Croix et l'agence Gamma ont annoncé « avoir entrepris toutes les démarches auprès des différentes autorités » pour la libération de Roger Auque.

Deux tués lors d'un raid israélien au-dessus de la Bekaa

Yanta (AFP). — Deux combattants palestiniens ont été tués et dix autres blessés, ainsi qu'un civil, lors d'un raid effectué mardi 13 janvier par l'aviation israélienne sur des bases palestiniennes dans la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien. Quatre chasseurs-bombardiers ont largué leurs bombes dans l'après-midi sur une position des dissidents du Fatah située dans le village de Yanta, à 5 kilomètres de la frontière entre le Liban et la Syrie, dans la

partie méridionale de la Bekaa, provoquant l'effondrement d'un immeuble.

C'est le premier raid israélien effectué depuis le début de l'année sur des bases palestiniennes dans la Bekaa, près de la frontière libano-syrienne. Les trois précédents raids avaient visé des objectifs palestiniens et du Hezbollah (Parti de Dieu, intégriste pro-iranien), près de Saïda, chef-lieu du Sud libanais.

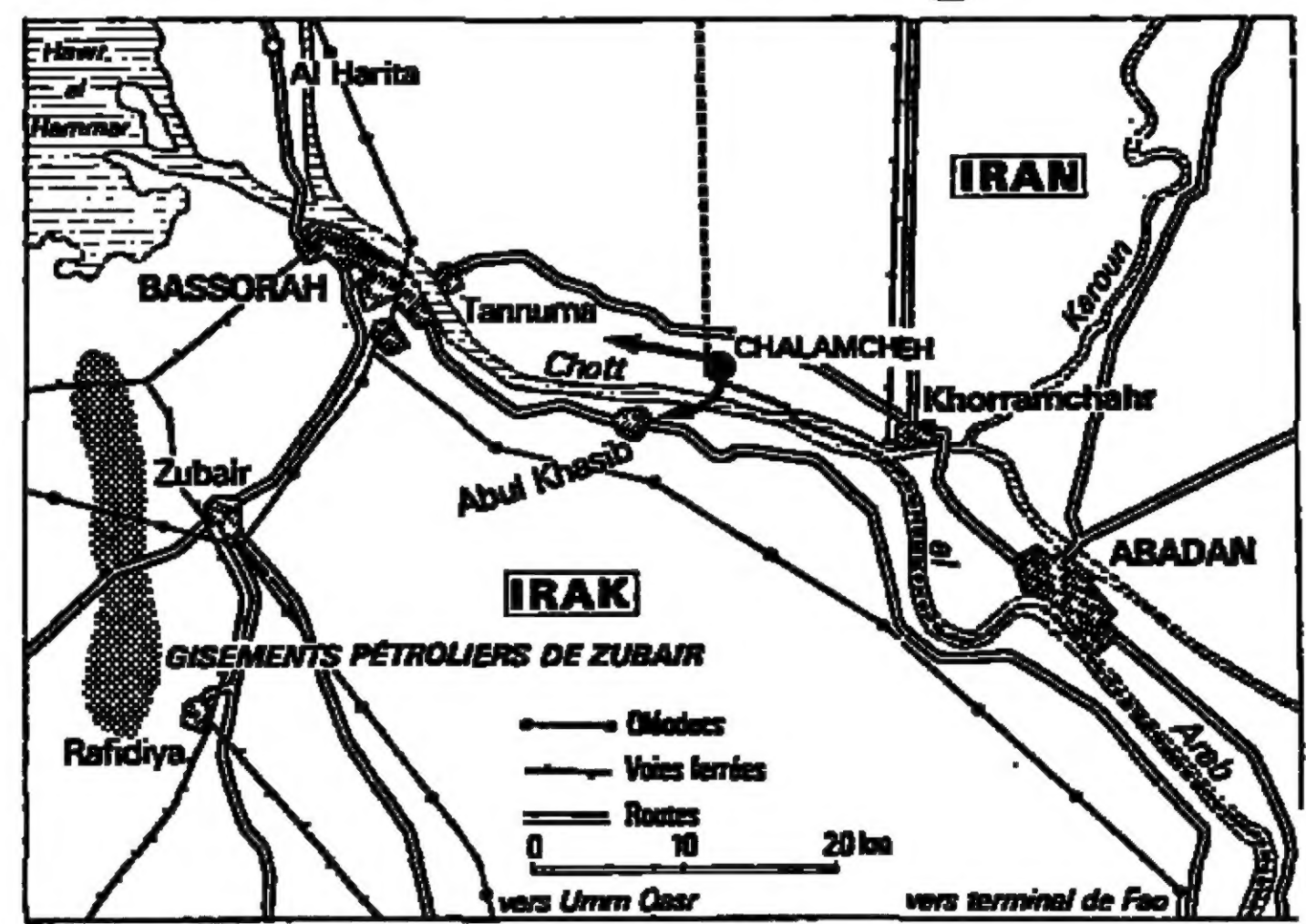
La guerre du Golfe

L'Iran affirme contrôler 100 kilomètres carrés de territoire irakien dans la région de Bassorah

Téhéran (AFP). — Six jours après avoir déclenché son offensive Karbala-5, l'Iran a annoncé qu'il avait lancé dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 janvier, une nouvelle « opération limitée » sur le front ouest, au nord de la ville de Sumar, située à plus d'une centaine de kilomètres au nord-est de Bagdad.

Radio-Bagdad pour sa part a interrompu le mercredi matin ses émissions pour annoncer que les forces irakiennes avaient remporté d'importantes victoires sur les iraniens dans le secteur central du front.

Mardi matin, plusieurs tirs de roquettes contre Ispahan ont fait un mort et endommagé plusieurs monuments historiques, dont une salle de prière du dix-neuvième siècle, le Hosseiniyeh Cheikholestan.



risque de poser de sérieux problèmes aux troupes iraniennes pour le tenir.

L'Iran affirme contrôler 100 kilomètres carrés à partir de la bourgade frontalière de Chalameh en direction de Bassorah, sur une profondeur de 10 kilomètres. Plus de mille soldats irakiens ont été mis hors de combat, portant à dix-huit

mille cinq cents le nombre de victimes dans les rangs irakiens, selon Téhéran. L'aviation et les hélicoptères iraniens sont largement intervenus au sud du front, où un nouvel avion irakien a été abattu, le trente-troisième depuis jeudi dernier, selon les bilans iraniens.

Deux hypothèses

Certains diplomates émettent l'hypothèse d'une opération de diversion, visant à fixer une partie importante de l'armée irakienne qui ne peut que réagir à toute tentative contre le port de Bassorah. Dans cette hypothèse, une autre opération serait déclenchée dans les jours à

venir, soit au centre du front, vers Bagdad, soit plus au sud pour tenter de couper la route reliant la capitale irakienne à Bassorah. Ce scénario suppose que l'Iran a les moyens et la volonté de déclencher une telle offensive d'avergure, souvent promise par les responsables iraniens.

Autre hypothèse émise à Téhéran : l'Iran entend appuyer militairement son refus, non encore officiel, de participer au cinquième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le 26 janvier prochain à Koweït.

Téhéran a fait savoir publiquement que le lieu de ce sommet, qui doit rassembler les quarante-six pays membres de l'Organisation, était particulièrement mal choisi, en raison d'une part de la proximité du front et d'autre part des thèses pro-irakiennes défendues par le gouvernement koweïtien.

Les tentatives de l'Iran pour convaincre ses partenaires de l'OCI de changer de lieu n'ont jusqu'à présent pas abouti, ce qui, aux yeux de certains diplomates, constitue un début d'échec. D'où l'offensive actuelle contre le Sud irakien, dont le caractère serait limité.

Aujourd'hui, l'Irak paraît éprouver quelques difficultés à contenir la poussée iranienne contre ses positions dans cette région. C'est pourquoi, estiment les mêmes sources, Bagdad a choisi de contre-attaquer en s'en prenant aux villes iraniennes éloignées du front, dont Ispahan, Khorramabad, Arak, et même Qom, l'une des villes saintes du chiisme (ce que n'a jamais confirmé Téhéran).

Le secrétaire général de l'ONU suggère que le Conseil de sécurité se réunisse au niveau ministériel

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

« Le Conseil de sécurité doit se saisir d'urgence du conflit entre l'Irak et l'Iran, non seulement à cause des milliers de morts, mais aussi en raison de la persistance du danger de voir le conflit s'étendre à toute la région. » S'exprimant mardi 13 janvier, lors de la première conférence de presse de son nouveau mandat de cinq ans, M. Javier Perez de Cuellar a surpris les milieux diplomatiques en suggérant une réunion des ministres des affaires étrangères des quinze pays membres du Conseil de sécurité. « A cette étape, il faut une entente au niveau politique le plus élevé, une union d'esprits, car la situation est extrêmement grave », a-t-il poursuivi, précisant qu'il n'entendait pas « convoquer » une telle réunion, bien que la charte de l'Organisation lui en donne la possibilité. « C'est une suggestion de ma part », a-t-il dit.

Qu'en pensent les membres permanents du Conseil qui, à l'évidence, n'avaient pas été consultés au préalable ? « Eh bien, ils ont des droits et des obligations. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, notamment, doivent montrer qu'ils peuvent régler les problèmes dans lesquels le Conseil de sécurité a un rôle à jouer, c'est leur devoir. Sinon, à quoi servirait le Conseil ? Le devoir des membres permanents n'est pas de fournir des armes, mais des idées pour la paix. »

Accusant dignement le coup, les membres du Conseil de sécurité affirment ne pas croire à la feinte spontanéité de la suggestion. Ils pensent — c'est notamment le cas des Américains — que « tout ce qui peut favoriser la paix entre l'Irak et l'Iran est utile et nécessaire ».

Quant à l'Union soviétique, son ambassadeur, s'exprimant lors d'une

Maintenir le contact

M. Perez de Cuellar entend rencontrer toutes les parties « directement intéressées » lors de la réunion au sommet de la conférence islamique à la fin du mois de janvier au Koweït. Il ne néglige pas les signes d'un possible renforcement des relations américano-iraniennes dans un avenir prévisible. L'Union soviétique tente d'éviter d'avoir à choisir définitivement entre Bagdad et Téhéran.

L'Iran refuse actuellement de collaborer avec le Conseil de sécurité en raison du « penchant pro-irakien » que les autorités islamiques trouvent à ses résolutions. Le secrétaire général de l'ONU ne cesse de rassurer l'Iran, afin de maintenir le contact avec les deux parties. Aussi, dans une déclaration rendue publique le 6 janvier, M. Perez de Cuellar exprimait-il sa « déception devant la poursuite de l'usage d'armes chimiques par l'Irak ».

CHARLES LESCAUT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Conseiller en chef :
Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 749-010) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Spedidex, 45-45 38 th street, L.L.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spedidex U.S.A., P.O. Box 45-45 38 th street, L.L.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
RF 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 085 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse officiels ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture tous les sous-progrès en capital de l'abonnement.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

JOAN CHEN

L'IDOLE DES JEUNES CHINOIS,
PART A LA CONQUÊTE DU MONDE

TIERS MONDE

COMMENT EMPECHER
CES MILLIONS D'ENFANTS DE MOURIR ?

LAT DIOR

ÉPOPEE D'UN RESISTANT SÉNÉGALAIS

C'EST DANS LE NUMÉRO 33 DE JANVIER



LE MAGAZINE QU'IL FAUT LIRE POUR ÊTRE DANS LE COUP
En vente chez votre marchand de journaux

Afrique

TCHAD

Nouvelle offensive libyenne dans le Tibesti

Les troupes libyennes ont lancé, mardi matin 13 janvier, une nouvelle offensive contre Zouar, l'une des deux localités importantes, avec Bardai, du massif du Tibesti, à l'extrême nord-ouest du Tchad, afin d'en reprendre le contrôle. Le 29 décembre dernier, les Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei (qui ne peuvent cependant plus être considérées comme fidèles à l'ancien président du GUNT, depuis que celui-ci a désavoué le chef d'état-major des FAP, M. Adoum Yacoub, qui a négocié l'intégration de ses troupes au sein de l'armée gouvernementale tchadienne), avaient dû évacuer Zouar devant la pression des troupes libyennes. Depuis, les deux camps s'interdisaient mutuellement le contrôle de la ville, chacun occupant des positions sur les hauteurs environnantes et sur les pistes menant à la localité. Cette offensive de Tripoli semble avoir pour objectif de couper de leurs bases arrière les éléments des FAP (environ huit cents hommes), qui ont été renforcés par environ mille cent soldats des Forces armées nationales tchadiennes (FANT).

Le contrôle de cette localité est déterminant, dans la mesure où elle commande la principale piste menant du sud de la Libye vers Faya-Largeau. L'autre piste, qui remonte de la grande palmeraie vers Ounianga-Kébir (à peu près au centre du BET - Borkou, Ennedi, Tibesti, - le nord du Tchad), est beaucoup plus difficile d'accès, notamment pour de lourds camions de transport de carburant.

L'issue de cette offensive est donc capitale, peut-être davantage pour N'Djamena puisque ses troupes se trouvent isolées de toute base logistique. L'armée française avait envisagé d'installer sur l'axe ouest un centre de ravitaillement (soit un dépôt, soit un terrain de largage pour des avions), à la hauteur de Siltou, à proximité de la frontière nigérienne, au bout de ce que l'on appelle la « ligne des puits », comme elle l'a fait à Kalali, sur l'axe est, à la hauteur du seizième parallèle, pour ravitailler les troupes tchadiennes installées à Fada. Cette opération n'a pas été

possible en raison de la configuration du terrain : cette région de dunes ou de sol instable interdit en effet d'envisager l'installation d'une piste d'atterrissage.

Coûteuses munitions

Il se confirme, d'autre part, qu'au nord de Siltou, soit dans l'est du Niger (entre Séguédine et la frontière tchadienne), les patrouilles libyennes sont extrêmement présentes (le Monde daté 4-5 janvier). C'est vraisemblablement en passant par le territoire nigérien que les troupes libyennes ont lancé l'actuelle offensive tendant à encercler les troupes tchadiennes, dans la région de Zouar.

A N'Djamena, les autorités tchadiennes ont, de nouveau, présenté à la presse, mardi 13 janvier, un contingent de cent treize prisonniers libyens, capturés lors de la prise de Fada. A Paris, enfin, le général Jean Saulnier, chef d'état-major des armées, s'est rendu mardi à l'Elysée pour rendre compte au chef de l'Etat de sa récente visite à N'Djamena. On estime de source française que, lors de l'attaque contre Fada, les FANT ont un peu gaspillé les missiles Milan fournis par la France, utilisant ces armes très sophistiquées pour détruire de simples Toyota. La mission militaire française qui s'est rendue le week-end dernier à N'Djamena, tout en assurant au président Hissène Habré que la France poursuivait son effort en fournissant les matériels militaires dont l'armée tchadienne a besoin, souhaiterait que ces munitions très coûteuses soient utilisées avec discernement.

La présence, d'autre part, d'un contingent français - deux cents hommes - à Kalali, inquiète plusieurs responsables gouvernementaux français. Ce contingent est en effet relativement vulnérable et constitue une cible de choix pour les troupes libyennes, comme l'a démontré le raid - il est vrai très limité - lancé il y a quarante-huit heures par l'armée de Tripoli.

L. Z.

NAMIBIE

Recrudescence des accrochages avec les maquisards dans le Sud angolais

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le commandement des forces armées en Namibie a annoncé, mardi 13 janvier, à Windhoek, que « quatre-vingt-cinq insurgés » de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et neuf membres des forces de sécurité avaient été tués depuis le début de l'année dans le Sud angolais. Ces chiffres particulièrement élevés témoignent d'une recrudescence des tentatives d'infiltration des maquisards nationalistes namibiens en cette période de saison des pluies, plus propice à ce type d'actions. L'état-major reconnaît aussi que des accrochages se sont produits en territoire angolais, alors qu'officiellement les troupes sud-africaines se sont retirées du sol de l'Etat voisin le 17 avril 1985. Mais il était indéniable depuis longtemps que l'armée du Sud-Ouest africain, comme l'appelle Pretoria, composée à 68 % de soldats namibiens, se trouvait de façon plus ou moins constante en République angolaise.

Ce n'est donc qu'une confirmation. Il y a quelques jours, le général Georg Meiring, commandant des forces armées, qui vient d'être muté dans le nord de l'Afrique du Sud, a reconnu que des combats avaient eu lieu entre ses hommes et les troupes angolaises et qu'au cours d'un accrochage soixante soldats de Luanda avaient été tués. Il a également admis que les franchissements de la frontière namibienne étaient « aussi fréquents que par le passé, bien que ceux-ci n'aient pas été rendus publics ». Il s'agit d'opérations de « poursuite à chaud » des « infiltrés » de la SWAPO ou d'opérations

« MAROC : le quotidien « Al Bayane » a autorisé à paraître. — Le quotidien communiste marocain Al Bayane, dont les autorités de Rabat ont interdit la parution il y a près de deux mois et demi, a été autorisé à paraître à compter du 10 janvier. Organe officiel du Parti du progrès et du socialisme (PPS communiste), Al Bayane a été distribué dans les kiosques mardi 13 janvier. Aucune raison officielle n'avait été donnée lors de sa suspension, mais celle-ci avait coïncidé avec une polémique entre le journal et un des conseillers du roi Hassan II, M. Ahmed Guedira, à propos de la notion de « consensus politique » au Maroc. — (AFP.)

de « nettoyage ». Néanmoins, le général Meiring a reconnu qu'il n'y avait pas de base de la SWAPO à moins de 250 kilomètres de la frontière. Le renforcement du potentiel militaire de l'Angola dans cette partie du pays, a-t-il ajouté, constitue « une menace pour la Namibie et une menace terroriste », car les maquisards utilisent le support logistique de l'armée de Luanda.

Cependant, il est indéniable que les activités de la SWAPO se sont réduites au cours des deux dernières années. Le nombre d'incidents enregistrés en 1986 a été trois fois moins important qu'en 1985. Toutefois, 645 maquisards ont été tués, contre 599 l'année précédente. Le général Meiring estime que la SWAPO n'a plus actuellement que 8 000 combattants, contre 16 000 en 1978, et que seulement 1 200 membres de cette force sont effectivement utilisés pour pénétrer en Namibie.

Le chiffre des victimes de ce début d'année rappelle que l'Afrique du Sud reste toujours dans cette région une guerre qui, au mois d'août dernier, est entrée dans sa vingt et unième année et qui coûte chaque jour 3 millions de rands (9 millions de francs) à Pretoria.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE : Arrêté à la mi-décembre

M^r Ali-Yahia est assigné à résidence à 800 kilomètres au sud d'Alger

ALGER
de notre correspondant

M. Rachid Ben Brahim, un cinéaste travaillant à la télévision algérienne, qui a comparu devant le tribunal correctionnel d'Alger le 28 décembre dernier pour « offenses aux corps constitués », a été condamné, lundi 12 janvier, à une peine de huit mois de prison ferme. Arrêté le 29 novembre, M. Ben Brahim est proche des milieux syndicaux. Il a été appréhendé puis incarcéré après avoir été pris en flagrant délit alors qu'il distribuait des tracts à caractère anti-gouvernemental, selon des sources proches du bureau algérien.

D'autre part, M. Abdennour Ali-Yahia, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et membre du comité directeur de la Fédération des droits de l'homme (FIDH), dont on était sans nouvelles depuis son arrestation à la mi-décembre (le Monde du 17 décembre), est assigné à résidence à Ouargla, aux

portes du désert, à 800 kilomètres au sud d'Alger. Il est frappé d'une décision administrative, comme le sont les autres membres de la LADH, M. Mokrane Ali-Larbi et M. Kacili et Belil, qui sont, eux, assignés à résidence à Bordj-Omar-Idriss, 500 kilomètres plus au sud, près de la frontière libyenne.

Tous ont été interpellés le lundi 15 décembre, M. Ali-Yahia en début d'après-midi à Alger, les autres en fin de journée à Tizi-Ouzou, peu avant l'heure prévue pour la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme, où ils devaient intervenir.

M^r Ali-Yahia et Ali-Larbi avaient été libérés au mois de juin 1986 après avoir purgé l'intégralité d'une peine d'emprisonnement de onze mois ferme. Ils avaient été condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat pour appartenance à la LADH, toujours non reconnue par les autorités algériennes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Asie

CHINE : après les manifestations étudiantes

M. Hu Yaobang pourrait être remplacé à la tête du PC

M. Deng Xiaoping a sévèrement critiqué M. Hu Yaobang, secrétaire général du PC chinois, ainsi que d'autres dirigeants pour leur incapacité face à la contestation étudiante, a rapporté, mardi 13 janvier, l'agence japonaise Kyodo. Le numéro un chinois aurait sévèrement tancé M. Hu lors d'une réunion le 30 décembre. Depuis, le secrétaire général n'est plus apparu

en public, officiellement pour raisons de santé (le Monde du 13 janvier). M. Zhao Ziyang, actuel premier ministre, pourrait remplacer M. Hu à la tête du PC, auquel cas la direction du gouvernement pourrait être confiée à M. Li Ruihan, maire de Tianjin depuis 1982. Ce mercredi, les dirigeants chinois se sont de nouveau réunis à Pékin.

PÉKIN
de notre correspondant

« Il semble bien que je doive continuer à travailler. » C'est par ces mots que M. Deng Xiaoping a accueilli, mardi 13 janvier, le secrétaire général du parti gouvernemental japonais, M. Nakasone. En une phrase, le numéro un chinois a confirmé, s'il en était besoin, que, après quelques années de semi-retraite - il est âgé de quatre-vingt-deux ans - il est bel et bien responsable de la reprise en main de ces derniers jours.

Un document du parti, qui porte la grille de M. Deng, en date du 30 décembre, c'est-à-dire avant les dernières manifestations étudiantes de Pékin, n'y va pas de main morte : « Si nécessaire, nous devons traiter sévèrement ceux qui désobéissent aux ordres. Nous pouvons nous permettre de faire couler un peu de sang. Mais il faut s'efforcer autant que possible de ne tuer personne (...). Regardez Wei Jingsheng (l'un des chantres du « printemps de Pékin » en 1978), nous l'avons mis derrière les barreaux et le mouvement pour la démocratie est mort. Nous ne l'avons pas libéré, mais il n'y a pas eu trop de protestations internationales. Ces dernières années, nous avons été trop laxistes face au libéralisme bourgeois. »

Une nouvelle pibao vient d'être ajoutée au dossier : la démission officielle, lundi, de l'astrophysicien Fang Lizhi, ancien vice-recteur de l'université de Hefei, où débute le mouvement étudiant. Il est accusé d'avoir, « pendant une longue période, proféré des propos erronés sur le libéralisme bourgeois (...). »

(Publicité)

LES TROIS INSTRUMENTS DE MOSCOU DANS LE MONDE ARABE

Le Kremlin est-il, au Moyen-Orient, un « semeur de troubles », un « facteur de nuisance », qui tire profit des multiples conflits pour imposer son hégémonie ?

L'URSS cherche-t-elle au contraire à calmer le jeu, dans une zone sensible, située dans son voisinage immédiat ?

Paul-Marie de LA GORCE dévoile la stratégie soviétique, dans le numéro 1 d'ARABES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosques et dans les librairies.

diffamé la direction et les dirigeants du parti, nié les succès du parti, insulté le système socialiste, semé la discorde entre le parti et les intellectuels (...). C'est intolérable. »

Promouvoir

la « modernisation socialiste »

Voilà un nouveau langage, dont on avait perdu l'habitude en Chine. M. Fang avait pourtant en le mois dernier les honneurs de Pékin Information, qui citait abondamment son point de vue sur le rôle des scientifiques dans la défense de la démocratie, reprenant un article publié dans le quotidien Clarité en septembre sur les intellectuels de renom.

M. Fang et son supérieur immédiat ont, certes, été limogés. Il a fallu pour cela une décision du comité central et du gouvernement. Mais ils viennent d'être nommés dans des instituts de recherche de Pékin. D'autre part, une autre victime des purges, l'écrivain de Shanghai Wang Ruowang, a pu donner par téléphone sa réaction à un journal de Hongkong : « Ils ne me feront pas de mal, je suis déjà à la retraite et personne n'accepterait de me publier depuis longtemps. Mais ils ne peuvent m'expulser sur l'ordre

d'une personne. Il y a des règles à suivre et, s'ils veulent me chasser, ils doivent me dire ce que j'ai fait de mal. Je ne pense pas avoir fait quoi que ce soit de mal... »

La crise est plus profonde qu'on ne le pensait au début. Clarité écrit que « les membres du parti doivent accepter sans restrictions les statuts du parti » et respecter une « discipline de fer ». Trois publications, à Canton, Shenzhen - la zone économique spéciale jouxtant Hongkong - et Shanghai, viennent de fermer leurs portes. Quant aux autres publications, elles devront désormais avoir pour but de promouvoir la « modernisation socialiste » et de lutter contre le « libéralisme bourgeois », vient d'annoncer le sous-directeur de la propagande du parti. « La publication est un front idéologique et culturel du socialisme. » De même, les universités doivent « devenir un bastion socialiste ».

On ne peut comprendre cette campagne si l'on se limite au cas des trois ou quatre excels du jour. Ils ne seront pas les seuls et les réunions au sommet qui se poursuivent ces jours-ci sont plus loin. Personne ne peut croire qu'un quinquennat d'intellectuels puisse menacer le régime et rétablir le capitalisme.

P. de B.

AFGHANISTAN

Nouvelles spéculations sur les dates d'un retrait militaire soviétique

L'Union soviétique pourrait proposer de rapatrier son corps expéditionnaire en Afghanistan dans un délai de deux ans. Cinquante mille soldats (sur les 115 000 Soviétiques actuellement présents) seraient retirés dans un délai de trois mois et, en cas de règlement politique, le reste suivrait dans un délai de vingt et un mois.

Ces informations - de source diplomatique occidentale à Islamabad (Pakistan) - doivent être accueillies avec la plus grande prudence, puisque l'on ne savait jusqu'ici rien, le mercredi 14 janvier, à la veille de l'intervention du cessez-le-feu annoncé unilatéralement par Kaboul, des nouveaux projets de retrait militaire soviétique d'Afghanistan. Moscou s'est seulement engagé à opérer un repli « plus rapide » que celui de quatre ans, proposé au départ.

Mais les dernières offres de règlement de Moscou et de Kaboul sont prises plus au sérieux que par le passé. Pour la première fois, en effet, les dirigeants de la résistance se sont réunis pour mettre au point des contre-propositions, qui seront rendues publiques, samedi 17 jan-

vier, à Peshawar (ouest du Pakistan). Pour l'instant, rien n'indique que la résistance soit prête à négocier sur la base de la « réconciliation nationale » proposée par le numéro un de Kaboul, M. Najibullah. Les Etats-Unis font preuve d'une égale réserve, un haut fonctionnaire américain, qui a revendiqué l'anonymat, ayant encore déclaré, mardi : « Il n'y a pas eu la moindre indication d'un changement dans la position des Soviétiques sur la question de fond du retrait de leurs troupes ». Enfin, sur le terrain, les combats se poursuivent, avec une intensité habituelle, dans plusieurs régions.

A compter de jeudi, les forces soviéto-afghanes devraient se contenter de riposter aux attaques de la résistance. Il faudra, cependant, sans doute attendre le 11 février - date de la reprise, à Genève, des négociations « indirectes » entre Kaboul et Islamabad, sous l'égide de l'ONU - pour savoir si les Soviétiques sont prêts à se retirer d'Ici à 1989.

J.-C. P.

NICE, UNE FLEUR!



ALLER-RETOUR
680 F
TARIF WEEK-END EXCEPTIONNEL
valable du 15 janvier au 31 mars
sur vols directs.

870 F OFFRE SPÉCIALE
WEEK-END
transport aller-retour plus une nuit d'hôtel.
Conditions particulières de vente et de transport.

AIR FRANCE Vacances

Amériques

NICARAGUA

Le chef d'état-major de la Contra expose le plan d'une éventuelle intervention du Pentagone

Le colonel Enrique Bermudez, chef de l'état-major militaire de la Contra nicaraguayenne, a déclaré avoir étudié, lors d'une visite au Pentagone à Washington, les plans d'une éventuelle opération américaine au Nicaragua. Dans une interview publiée mercredi 14 janvier par l'hebdomadaire argentin *Somos*, le colonel Bermudez précise que cette opération coûterait 2 milliards de dollars, nécessiterait vingt-cinq jours de combats et se solderait par de nombreux morts pour pouvoir contrôler l'ensemble du pays. Il a ajouté cependant que les Américains « ne veulent pas d'un autre Vietnam ».

Le chef militaire de la Contra a aussi affirmé avoir neuf mille hommes en armes infiltrés au Nicaragua et a précisé que ses forces seraient accrues dans deux mois de quatre mille soldats supplémentaires. Par ailleurs, le chef des services secrets de la guérilla antisandiniste, M. Rodolfo Ampie, a déclaré dans la même revue que la CIA propose quotidiennement aux rebelles des informations satellites sur le déploiement des forces sandinistes.

Le *New York Times* a, d'autre part, rapporté, mardi 13 janvier, que l'Arabie saoudite aurait fourni une contribution d'une quarantaine de millions de dollars à la Contra. Cette contribution saoudienne a été révélée, selon le quotidien, par l'ancien conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité nationale, M. Robert MacFarlane, lors de l'audition à huis clos devant le Congrès sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et du détournement de fonds au bénéfice de la Contra. M. MacFarlane n'a pas précisé lui-même le montant de cette donation destinée à l'achat d'équipements non militaires.

Des responsables du département d'Etat avaient indiqué jusqu'à présent que seul le sultan de Brunei avait versé de l'argent aux « contras ». La chaîne de télévision NBC a, pour sa part, indiqué, en se fondant sur un rapport non publié de la commission de renseignement du Sénat, que le Conseil national de sécurité avait suggéré en mai dernier au président Reagan de demander à des pays tiers et en particulier à l'Arabie saoudite d'aider la guérilla antisandiniste.

COLOMBIE

Attentat de la mafia contre l'ambassadeur à Budapest

Un ancien ministre colombien de la justice, M. Enrique Parejo Gonzalez, nommé ambassadeur en Hongrie après avoir été menacé par des trafiquants de drogue en Colombie, a été gravement blessé par balles en sortant de sa résidence de Budapest mardi 13 janvier. L'ambassadeur, conduit à l'hôpital Koltai-Anna, où il a subi une longue intervention chirurgicale, serait hors de danger.

M. Parejo Gonzalez a été nommé ambassadeur en Hongrie en août, car le gouvernement de Bogota espérait que ce poste lui assurerait la sécurité requise, après plusieurs menaces de mort de la mafia des trafiquants de drogue, précise-t-on dans les milieux politiques de Bogota. Son prédécesseur au ministère de la justice, Rodrigo Lara Bonilla, a été assassiné à Bogota en 1984 par des trafiquants.

Un groupe portant le nom d'un trafiquant de drogue colombien a d'ailleurs revendiqué l'attentat. Le groupe Herman-Botero-Moreno a déclaré dans des appels téléphoniques à des radios locales et à des agences de presse étrangères à Bogota qu'il avait perpétré cet attentat contre M. Parejo Gonzalez après l'avoir « condamné à mort ».

Herman Botero Moreno, ancien président de l'équipe de football de Medellin, une des meilleures de Colombie, a été extradité il y a deux ans aux Etats-Unis et condamné par la suite à une lourde peine d'emprisonnement pour trafic de drogue. Son ordre d'extradition avait été signé par M. Parejo Gonzalez, alors ministre de la justice.

L'attentat de Budapest intervient au moment où le gouvernement de Bogota lance une grande campagne antidroguerie, après le meurtre, le 17 décembre, de Guillermo Cano, directeur du journal *El Espectador*, qui a toujours milité contre la mafia de la drogue.

D'autre part, au moins quatorze personnes ont péri brûlées vives et une dizaine ont été blessées mardi dans le centre de Baranquilla, dans le nord de la Colombie, dans l'incendie d'un autobus provoqué par l'explosion d'une bombe. Un porte-parole de la police a attribué cet attentat à des extrémistes voulant protester contre une récente hausse des tarifs des transports. Mais, selon d'autres sources, le M-19 serait le responsable de cette action terroriste. — (AFP, Reuters.)

● **PARAGUAY** : la seule radio indépendante censurée. — Radio Nanduti, la seule station indépendante du Paraguay, devait arrêter définitivement ses émissions, ce mercredi 14 janvier, après sept mois de brouillage qui l'ont conduit à perdre tous ses annonceurs, a déclaré le directeur de la station, M. Humberto Rubin. Cette décision survient le jour de la libération d'un journaliste de la radio, M. Oscar Acosta, détenu pendant une vingtaine de jours après avoir été soupçonné par la police d'avoir participé à une manifestation antigouvernementale. — (AFP.)

● **ARGENTINE** : les Mères de la Place de Mai lancent une campagne mondiale de solidarité. — La présidente des Mères de la Place de Mai, M^{me} Hebe de Bonaffini, a annoncé mardi 13 janvier la lancement d'une campagne mondiale pour recueillir des signatures sur le thème « Prison pour les responsables de génocides », afin de protester contre le projet de « loi de point de final » approuvé par le Congrès argentin.

● **PORTO-RICO** : un employé de l'hôtel Dupont Plaza avoue y avoir mis le feu. — Un employé de l'hôtel Dupont Plaza, à Porto-Rico, a reconnu avoir allumé l'incendie qui, le 31 décembre, a provoqué la mort de quatre-vingt-seize personnes dans l'hôtel, et il s'est inculpé de meurtre. Il appartenait à un syndicat dont les adhérents avaient voté en faveur d'un mouvement de grève qui devait débuter ce jour-là. La secrétaire à la justice de Porto-Rico a déclaré que l'enquête se poursuivait en dépit de l'arrestation de cet employé, qui aurait agi « de concert » avec d'autres personnes. — (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Cinquante-quatre morts dans une catastrophe aérienne

Addis-Abeba. — Un avion de l'armée de l'air éthiopienne s'est écrasé, mardi 13 janvier, près de l'aéroport d'Asmara, capitale de la province de l'Erythrée (nord-est de l'Ethiopie), provoquant la mort des cinquante-quatre passagers et membres d'équipage, a annoncé la télévision éthiopienne. Trois minutes après le décollage, le pilote de l'appareil a avverti le tour de contrôle d'Asmara qu'il avait des difficultés techniques et qu'il renonçait à poursuivre son vol vers Addis-Abeba. L'avion revenait se poser à Asmara lorsqu'il s'est écrasé au sol.

Aucun détail concernant le type de l'appareil n'a été fourni par les autorités d'Addis-Abeba, mais, selon des sources occidentales, il pourrait s'agir d'un Antonov-12. L'armée de l'air éthiopienne possède une dizaine d'appareils de ce type. — (AFP, UPI.)

El Salvador

Etat de siège suspendu pour cause de « grève » de députés

San-Salvador. — L'état de siège, en vigueur au Salvador depuis le 6 mars 1980, devait être automatiquement suspendu ce mercredi 14 janvier, le Parlement n'ayant pu voter, mardi, la prolongation de cette mesure d'exception en raison d'une « grève » observée depuis une semaine par 27 députés, membres de l'opposition de droite et d'extrême droite. La « grève » de ces députés — qui appartiennent, pour la plupart, à l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, extrême droite) — a pour origine leur opposition à une réforme fiscale adoptée par le groupe démocrate-chrétien du président Duarte, majoritaire à l'Assemblée.

Le chef d'état-major des Forces armées salvadoriennes, le général Blandon, a mis en garde le Parlement en affirmant que la situation créée par la suspension de l'état de siège « affecterait le travail des services de renseignement et de sécurité du pays ». — (AFP.)

Europe

Le premier ministre japonais en Europe orientale

M. Nakasone rejette à Berlin-Est la proposition soviétique d'une conférence sur la sécurité dans le Pacifique

Le premier ministre japonais, M. Nakasone, a entamé mardi 13 janvier à Berlin-Est une tournée dans trois pays de l'Est européen — RDA, Yougoslavie, Pologne. M. Nakasone aurait en principe dû recevoir à Tokyo en janvier M. Gorbatchev (le *Monde* date 11-12 janvier), mais ce dernier a ajourné sa visite « pour des raisons de calendrier » (le numéro du *Monde* a, semble-t-il, annulé tous ses déplacements prévus en décembre et janvier). Le premier ministre japonais, selon son entourage, a été reçu « très chaleureusement » à Berlin-Est, en a profité pour souhaiter que « l'Union soviétique observe une attitude plus réaliste dans les négociations américano-soviétiques ». Il a rejeté la proposition soviétique de convoquer une conférence sur la sécurité et la coopération dans la région du Pacifique, sur le modèle de la CSCE. Cette

proposition avait été formulée par M. Gorbatchev en juillet dernier à Vladivostok. M. Nakasone a clairement fait savoir à son interlocuteur allemand, M. Hoescker, et donc par son intermédiaire à M. Gorbatchev, qu'une telle idée ne serait pas « réaliste » en raison notamment des différends territoriaux qui opposent le Japon à l'URSS à propos des îles Kouriles.

Une première en Yougoslavie

deux sens, avec le plus souvent une balance des paiements sensiblement déficitaire pour la Yougoslavie. Mais en 1983-1984, les Japonais ont installé à Belgrade quelques représentants de leurs grandes entreprises et les Yougoslaves ont ouvert à

Tokyo un bureau de leur Chambre économique. Cela a permis à leurs hommes d'affaires de nouer des rapports intéressants et a assuré surtout à l'industrie japonaise une publicité considérable. Les Yougoslaves, de leur côté, ont cherché à profiter de certaines

expériences du « pays du Soleil levant », notamment dans le secteur des petites entreprises privées, et ont invité plusieurs experts japonais.

C'est ainsi que, il y a quelques mois, l'un des plus éminents experts japonais de l'organisation du travail a fait une série de conférences dans les entreprises et les institutions économiques qui furent, à plus d'un titre, l'occasion de véritables découvertes pour ses hôtes. Néanmoins, les résultats de cette visite se font encore attendre, le Japonais ayant oublié semble-t-il de rappeler que la première condition d'un développement économique, exigée de tous, est de retrouver les manches, comportement qui en Yougoslavie laisse encore à désirer.

A M. Nakasone, ses hôtes présenteront entre autres plusieurs projets d'investissement en commun, notamment pour le tourisme en Yougoslavie et dans des pays non alignés avec lesquels elle a déjà d'excellentes relations politiques.

P. Y.

Une mise en garde

Suva (Fidji), (AFP). — Le Japon a annoncé, mardi 13 janvier, qu'il « ne tolérerait » aucune tentative de déstabilisation du Pacifique sud, dans une apparente mise en garde à l'URSS face aux efforts de ce pays pour profiter du recul des Occidentaux dans la région. « Le Japon fera tout son possible pour aider à préserver la stabilité politique des îles du Pacifique », a déclaré le ministre japonais des affaires étrangères, M. Tadeshi Kuranari, dans un discours prononcé à Suva, capitale des îles Fidji.

La Japon « ne peut tolérer l'introduction d'une nouvelle tension dans cette région pacifique et calme, particulièrement le Pacifique sud », a-t-il ajouté, sans mentionner expressément l'URSS, dans une allocution destinée à manifester un nouvel engagement diplomatique et économique du Japon au sud de l'archipel. Selon des informations parvenues à Tokyo, l'URSS vient de signer un accord de pêche avec le Vanuatu qui lui donnerait accès à des ports mais aussi un droit d'escorte pour Aéroflot.

BELGRADE de notre correspondant

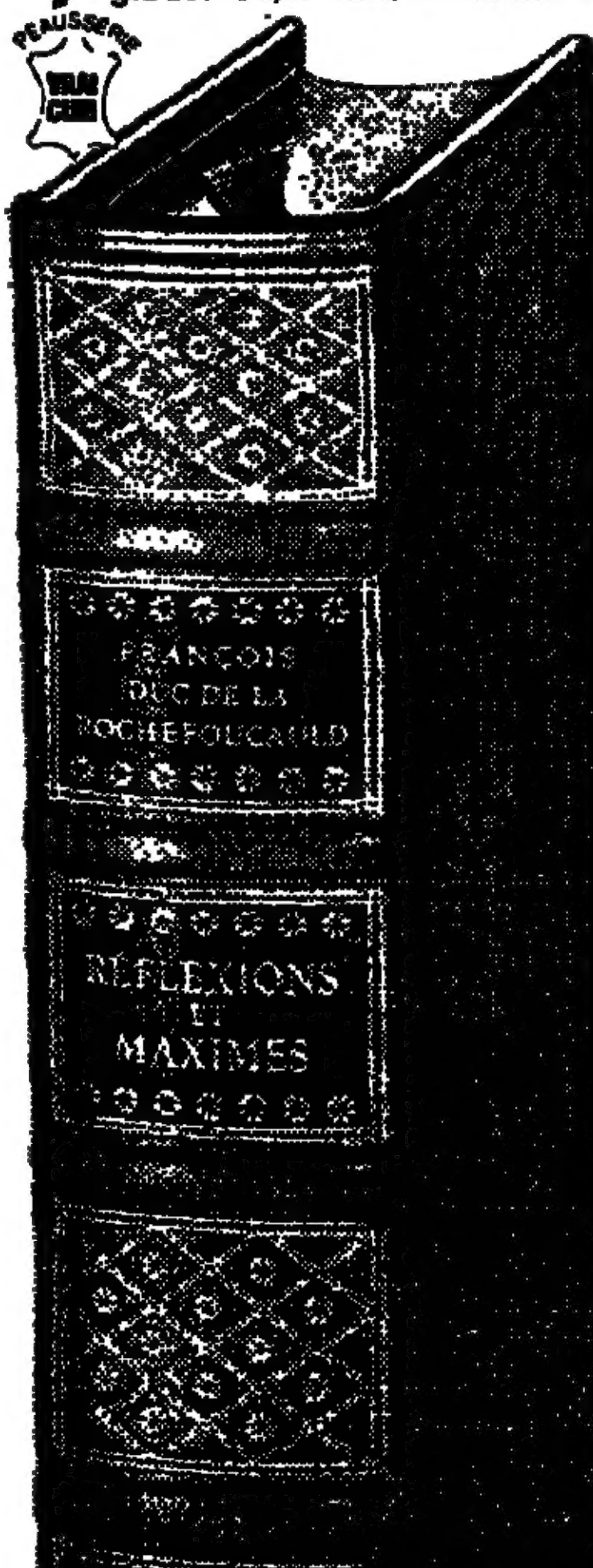
Le séjour de M. Nakasone à Belgrade les 14 et 15 janvier — première visite d'un chef de gouvernement japonais en Yougoslavie — est attendu avec un certain espoir par les officiels qui en escomptent une relance des échanges entre les deux pays, et provoque une nette curiosité du public, déjà très bien informé du « miracle économique » japonais pour lequel tous manifestent ici une vive admiration.

Belgrade et Tokyo n'ont eu jusqu'à présent que des rapports très sporadiques. Ce n'est qu'en 1959 que les deux pays ont conclu leur premier traité de commerce et de navigation, puis en 1968 un accord culturel, enfin, en 1981 un accord de coopération scientifique et technique. La mise en œuvre de ces documents n'a donné cependant que des résultats modestes et les échanges annuels n'ont guère dépassé une centaine de millions de dollars dans les

Nouveau :
dorénavant nous remercions nos lecteurs de leur fidélité en leur offrant chaque saison un livre d'art à prix réduit.

Aujourd'hui Jean de Bonnot vous propose au prix coûtant* :
le moins conventionnel et le plus moderne de nos grands classiques.

Un homme qui ne mâche pas ses mots
François VI, duc de la Rochefoucauld, n'était pas un seigneur ordinaire. Mais sa haute naissance ne lui servit de rien. Il fut par malchance ou maladresse le plus infortuné des hommes et, partant, le plus désenchanté. Comploteur disgracié, homme de guerre sans succès sinon sans panache, amant dépité, vieilli avant l'âge et de surcroît à demi aveugle, notre Duc se réfugia sur le tard dans la littérature



LES MAXIMES COMPLÈTES DE LA ROCHEFOUCAULD
Édition intégrale des 504 maximes de l'édition de 1678 augmentée des deux pièces retranchées de la première édition et des maximes posthumes.

qu'il méprisait d'ailleurs. C'est de là que lui vint enfin la gloire, une gloire inattendue, brutale, scandaleuse qui, au lieu de lui apporter la joie le renforça dans sa misanthropie et dans son mépris des hommes. Pourquoi ce tapage autour d'un recueil des maximes ? Tout simplement parce que La Rochefoucauld a coup de petites phrases incisives et spirituelles mettant à nu l'âme de ses contemporains (et la nôtre), en montrant la noirceur et révélant les ressorts sordides de nos comportements. Rien n'est à l'abri de ses sarcasmes : l'amour, la charité, l'altruisme, l'héroïsme, tout est pour lui affaire d'amour propre et d'intérêt. Et, le plus fort, c'est que tout cela est convaincant.

Une œuvre noire, décapante et cynique en avance de deux siècles sur son temps

Toutefois ce texte noir, qui fait penser parfois à Schopenhauer, n'est aucunement débilant. Ainsi fouaillé on sort de cette lecture rasséréné. C'est qu'à la lucidité le Duc ajoute l'humour, dont le piment venant en renfort de l'élégance et de la vivacité du style nous rend aimables les plus féroces jugements sur notre compte.

Description du livre
Un volume unique de 498 pages au format in-octavo (14x21 cm). Reliure plein cuir de mouton d'une pièce. Au dos décor à caissons poussé sur or fin à 22 carats. Plats décorés à froid aux armes du Duc. Texte composé en Didot, corps 14. Papier vergé chiffon filigrané "aux canons". Tranche supérieure dorée à l'or véritable. Signet et tranchefiles tressés. Coins remplis mains... Ce livre a été conçu dans l'esprit du grand siècle. Il est illustré de 2 frontispices et éclairé par des vignettes du temps (lettrines, bandeaux, culs de lampe...)



GARANTIE A VIE
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amatteur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot
* Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée à un seul livre par lecteur)
à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08
Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant, au prix coûtant, "Les Maximes de La Rochefoucauld" en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats. J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (minimum 1 mois, maximum 4 mois). Néanmoins je le retiens dès maintenant afin d'être assuré de le recevoir étant donné son tirage limité.
Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, sous dix jours sans rien vous devoir.
Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant prix coûtant, soit 91,50 F (+ 12,10 F de frais d'envoi).
Nom Prénoms
Adresse complète
Code postal Commune
Signature
Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Europe

RFA : à l'approche des élections

Le chancelier Kohl tente de dissiper les doutes sur sa volonté de poursuivre la politique à l'égard de l'Est

BONN
de notre correspondant

Le chancelier Kohl, qui n'avait pas ménagé ses attaques contre l'Union soviétique et la RDA au cours des dernières semaines de la campagne électorale, a réaffirmé, mardi 13 janvier, à Bonn, devant la presse accréditée, qu'il n'entendait pas changer le cours de la politique étrangère suivie par son gouvernement depuis 1983.

Par la même occasion, le chancelier a tenu à rassurer sur l'état de la coopération franco-allemande, après la récente crise monétaire. Réaffirmant l'« excellence » de ses relations avec l'Elysée et avec Mitterrand, il a néanmoins rappelé que la solidarité entre membres de la CEE ne dispensait pas d'une politique

Le 15 janvier
devant un institut londonien

M. Mitterrand plaidera pour la construction européenne

M. Mitterrand se rendra à Londres, jeudi 15 janvier, pour y prononcer, en fin de matinée, un discours devant les membres du Royal Institute for International Affairs, à l'invitation de M. James Callaghan, ancien premier ministre travailliste. Ce discours doit être consacré à la construction européenne.

On prête au chef de l'Etat l'intention d'appeler, en cette année qui marque le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome, à de nouveaux progrès de l'intégration communautaire, non de façon abstraite, mais en proposant des avancées concrètes. M. Mitterrand devrait notamment évoquer la coopération technologique, les grands chantiers d'infrastructures européennes, les questions institutionnelles et la défense du continent.

Parti de Paris dans la matinée, le président de la République doit regagner la capitale l'après-midi même, après avoir répondu aux questions des membres de l'institut, mais sans tenir de conférence de presse.

économique et financière conséquente.

L'inquiétude qui n'a cessé de croître ces derniers jours non seulement dans l'opposition, mais également dans une partie de la majorité, à propos des effets que pourrait avoir cette campagne électorale sur la politique à l'Est de la RFA justifiait cette mise au point du chancelier. La comparaison faite par M. Kohl entre les dons de M. Gorbatchev et ceux de Goebbels pour la « communication » avait provoqué à la fin de l'année dernière le gel des relations bilatérales entre les deux pays.

conservatrice de la majorité pour tenter de redorer le blason national en relativisant la signification du nazisme dans l'histoire de l'Europe.

Les libéraux garantissent la continuité

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui porte sur ses épaules les espoirs du Parti libéral, a, du coup, fait de la continuité de la politique étrangère l'argument essentiel de sa campagne. Il a touché à un point sensi-

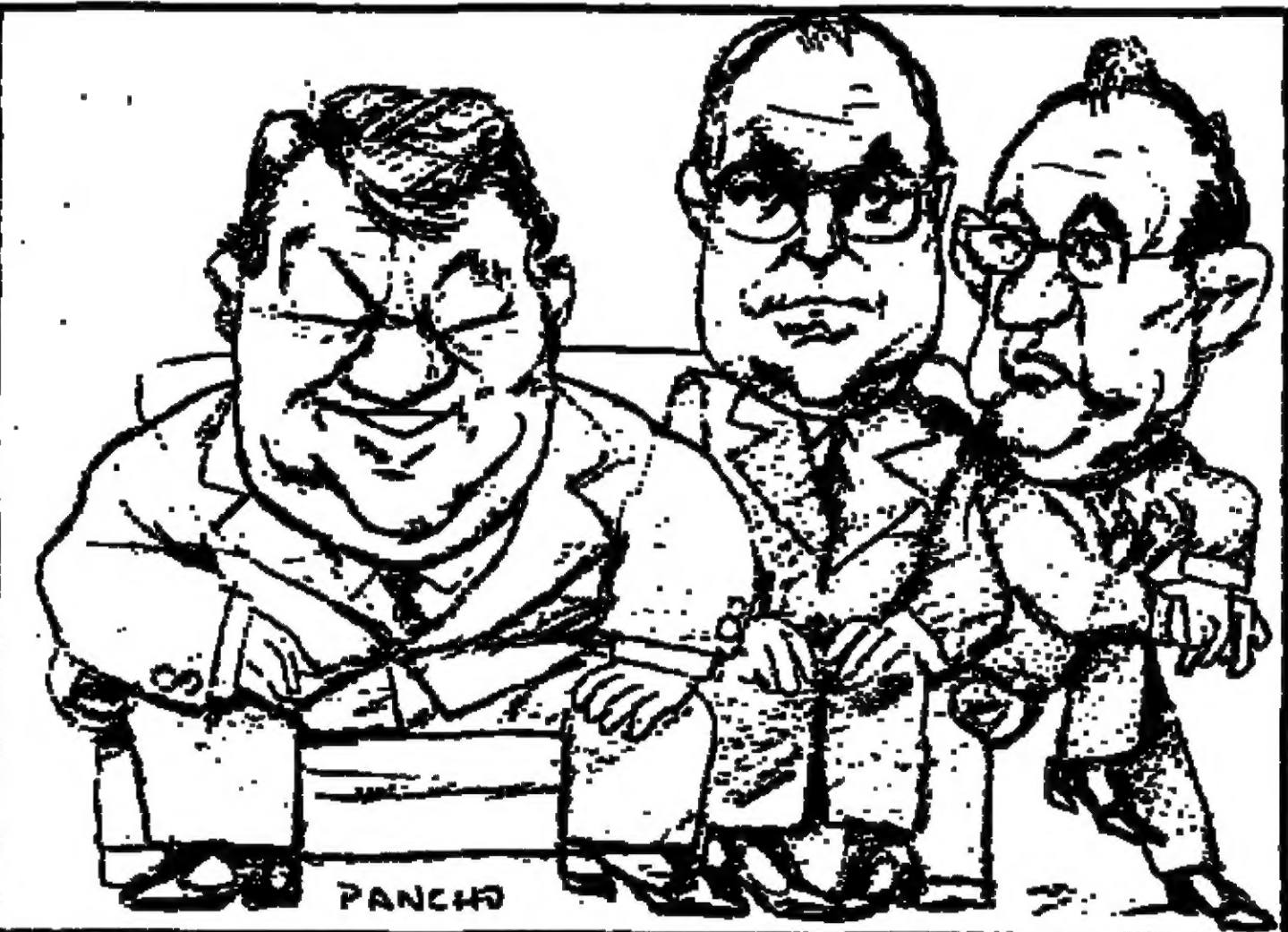
que à Bonn, M. Kvitinski, avait indiqué lundi qu'il était certes souhaitable d'en revenir à de meilleures relations, dans l'intérêt notamment des négociations sur le désarmement, mais que Moscou attendait des gestes concrets du futur gouvernement avant de décider de l'attitude à prendre.

An cours de sa conférence de presse, le chancelier a réaffirmé que les relations avec l'Est jouaient un rôle-clé pour la RFA et a estimé qu'elles devraient à nouveau s'intensifier après les élections. Rappelant les progrès enregistrés ces dernières années sur les questions humanitaires, il a indiqué qu'il tenait « fermement à une politique de coopération pragmatique avec la RDA ». Il a néanmoins souligné qu'une telle attitude ne le dispensait pas de défendre la cause des droits de l'homme, s'agissant spécialement de ses compatriotes de l'Est. Il a indiqué en outre que la CDU continuerait à poser la question de la réunification — même si cette question n'est pas actuellement à l'ordre du jour dans les relations internationales — et accusé le SPD d'avoir rompu à ce propos un consensus national vieux de quarante ans.

En matière de désarmement enfin, le chancelier a soutenu la position de son ministre des affaires étrangères et souhaité une concrétisation « rapide » des espoirs nés lors du sommet de Reykjavik. Contrairement à la CSU, il s'est prononcé pour un accord sur l'élimination totale des missiles à moyenne portée en Europe, sans attendre les discussions à engager sur les systèmes à plus courte portée. Il a également rappelé son attachement aux négociations sur la limitation des armes conventionnelles.

A propos de l'Europe, le chancelier a notamment réaffirmé qu'« une étroite concertation et une capacité à parler de la même voix [étaient] de plus en plus urgentes sur toutes les questions relatives à la sécurité ». Il a souligné qu'il soutenait la volonté de M. Chirac de doter l'Union de l'Europe occidentale (UEO) des instruments lui permettant de remplir ce rôle et de lui donner l'impulsion politique nécessaire.

HENRI DE BRESSON.



Refusant de présenter publiquement des excuses, le chancelier avait au contraire haussé le ton contre les violations des droits de l'homme en URSS et en RDA. Au cours d'un meeting de la CDU, à Dortmund, le 4 janvier, il avait accusé l'Allemagne de l'Est de détenir plus de deux mille prisonniers politiques dans des « camps de concentration ». A cette escalade verbale est venue s'ajouter l'exigence formulée par la CSU, parti frère bavarois de la CDU, d'un abandon de la politique de détente des années 70.

La suspicion pesant sur les intentions du chancelier est devenue l'un des sujets brûlants de la campagne. Elle a été renforcée par son manque de clarté devant la campagne menée depuis quelques mois par l'alle

ble de l'électorat. Il vient de recevoir l'appui de six personnalités intellectuelles ouest-allemandes de premier plan, qui ont publié cette semaine un appel solennel à voter en faveur du Parti libéral pour garantir le maintien de la politique de l'Est.

Même si l'on hésite à reprocher au chancelier d'avoir réellement l'intention de modifier sa politique étrangère, on redoute surtout, dans les milieux proches de M. Genscher, que son attitude n'hypothèque les efforts du ministre des affaires étrangères pour développer les relations de la RFA avec l'Est. On craint notamment qu'elle ne finisse par plier l'Allemagne de l'Est, qui a fait preuve ces dernières années d'un esprit de coopération tout à fait nouveau, dans une position impossible. L'ambassadeur d'Union sovié-

GRÈCE

Les syndicats appellent à la grève contre la politique d'austérité

ATHÈNES
de notre correspondant

La vie économique risque d'être très sérieusement perturbée en Grèce le jeudi 15 janvier en raison des grèves de vingt-quatre heures organisées par les syndicats les plus importants du pays. En fait, il s'agit de deux appels à la grève, un lancé par la confédération syndicale unique et officielle (GSEE), un autre qui émane principalement des fédérations et centres ouvriers contrôlés par les syndicalistes proches des deux partis communistes ou appartenant au groupe syndical des dissidents du parti socialiste.

La GSEE espère renforcer son image syndicale et revendicative, gravement ternie lorsqu'elle a, il y a un peu plus d'un an, entériné la politique d'austérité du gouvernement socialiste et qu'elle a exclu de sa direction les syndicalistes récalcitrants de l'opposition de gauche. Son attitude conciliante envers le pouvoir a été sérieusement mise à l'épreuve par les décisions récentes du gouvernement qui annonce une poursuite et éventuellement un dur-

cissement de la politique d'austérité, entraînant notamment des restrictions du pouvoir d'achat des salariés. La crédibilité de la GSEE a été aussi ébranlée par une décision de la cour d'appel d'Athènes annulant pratiquement les interventions judiciaires de l'année passée, qui avaient entériné le changement de direction de la confédération. L'opposition syndicale de gauche peut ainsi réclamer le rétablissement de l'ancienne direction ou à tout le moins la convocation d'un congrès extraordinaire de la centrale. Les trois « blocs syndicaux », communistes et socialistes dissidents, ont formé, samedi 10 janvier, un comité de coordination qui, selon certains, pourrait se poser en rival de la centrale officielle.

Sur le fond, les revendications contenues dans les deux appels à la grève étaient l'annulation des décrets gouvernementaux sur la politique des revenus, le rétablissement de l'indexation des salaires et la restauration de la liberté des conventions collectives pratiquement supprimée par ordonnances du gouvernement socialiste.

THÉODORE MARANGOS.

URSS

En attendant l'interview de Sakharov...

MOSCOU
de notre correspondant

On attend toujours la publication de la longue interview accordée le 3 janvier à la *Literaturnaya Gazeta*, par Andreï Sakharov. L'académicien admet en souriant que ses propos doivent poser quelques problèmes aux autorités. Le fait que l'hebdomadaire ait pris l'initiative de cette interview est déjà énorme. Chaque parole de Sakharov doit sans doute être pesée soigneusement en haut lieu et l'imprimatur est loin d'être acquise. D'autant que l'intéressé a exigé de revoir lui-même le texte avant publication.

Chaque mercredi, jour de parution de la *Literaturnaya Gazeta*, on se précipite donc sur cet hebdomadaire. Ce mercredi 14 janvier, il y a eu bien question

de Sakharov, même si ce n'est pas encore l'interview promise. Sous la plume de Fedor Bourlatski, une des « têtes chercheuses » de M. Gorbatchev dans les milieux intellectuels, on peut lire une intéressante apologie de la décision qui a permis à l'académicien de revenir vivre à Moscou — preuve sans doute que tout le monde n'était pas d'accord à ce sujet.

Fedor Bourlatski estime que la fin de l'exil de Sakharov « est un élément du processus général de démocratisation qui se produit si intensément dans notre pays ». La suite du feuilleton peut-être mercredi prochain...

D. D.

[En septembre dernier, un journal littéraire de Cracovie avait demandé et obtenu une interview de Lech Walesa dont on attend toujours la publication...]

SUISSE

Le HCR s'oppose à l'expulsion de Tamouls

Le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a demandé, mardi 13 janvier, aux autorités helvétiques l'accès aux dossiers de trente-deux Tamouls menacés d'expulsion et a prié Berne de surseoir au renvoi de ces personnes dont la demande d'asile a été rejetée.

Après Amnesty International et le Conseil œcuménique des Eglises (qui a également son siège à Genève), le HCR est le troisième organisme international à intervenir auprès des autorités de Berne afin qu'elles accordent un sursis aux trente-deux Tamouls, en raison des dangers encourus par ces derniers en cas de rapatriement.

Aucune date n'a encore été fixée pour le renvoi des Tamouls, mais il devrait avoir lieu « dans les jours ou les semaines à venir ». — (AFP.)

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique

Permanence télex

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12

55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPEZ LEMONDE

LA PLUS ALLUMÉE DES SUPERCINQ

Roulez, bougez, vibrez, la Supercinq vous fait un show, en 6 versions, 3 ou 5 portes. En version TC: auto radio PO/GO/FM et 2 haut-parleurs — appuie-têtes à l'avant et vitres teintées — liseré et sièges assortis — coloris bleu nuit, rouge, ou gris argent en option. Modèle décrit et présenté: Renault Supercinq TC 3 portes. Prix clés en main janvier 87: 47400F. Millésime 87. Garantie anti-corrosion 5 ans. Diac, votre financement. RENAULT préconise Elf

47400F SUPERCINQ SÉRIE LIMITÉE

RENAULT DES VÉHICULES A VIVRE

La préparation de l'élection présidentielle

Le Parti communiste désignera son candidat en mai et avance la date de son prochain congrès

A l'issue de sa réunion hebdomadaire, le bureau politique du Parti communiste a publié, le mardi 13 janvier, un long communiqué fixant le calendrier des activités du PCF. Il en ressort que le nom du candidat communiste à l'élection présidentielle sera connu en mai. « Georges Marchais a proposé au nom du secrétariat » (instance plus restreinte que le bureau politique), précise ce texte, que la conférence nationale devant désigner le candidat ainsi que le vingt-sixième congrès se tiennent « dans les plus

brefs délais ». Faisant explicitement référence à des articles des statuts du PCF, le bureau politique « propose au comité central de convoquer la conférence nationale les vendredis 12 et samedis 13 juin, et de rendre publique au mois de mai la proposition de candidature qu'il soumettra à la conférence nationale, afin que les communistes puissent donner leur avis ».

Le communiqué ajoute que « le vingt-cinquième congrès ayant eu lieu en février 1985, le vingt-sixième

devrait se tenir en février 1988 », mais compte tenu de l'échéance présidentielle, « et afin que le parti et son candidat puissent développer dans les meilleures conditions leur campagne pour des objectifs et une politique démocratiques choisis par les communistes », le bureau politique « propose au comité central de décider que le vingt-sixième congrès aura lieu à la fin de l'année 1987 ». Une réunion du « parlement communiste » est prévue « à la rentrée de septembre pour adopter le docu-

ment préparatoire soumis à la discussion du parti ».

Une session du comité central se déroulera les lundi 26 et mardi 27 janvier, au cours de laquelle M. Roland Leroy, membre du bureau politique, présentera un rapport sur « la situation politique et sociale et l'action du parti ». M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central, fera adopter « une nouvelle déclaration des libertés » et M. Georges Marchais, secrétaire général, proposera le calendrier ci-dessus.

La première partie du texte adopté par le bureau politique fait également un bilan de la situation politique et sociale de ces dernières semaines. Mettant en évidence la « puissante lutte revendicative » engagée par les cheminots et les travailleurs d'autres services publics qui « ont bénéficié du soutien des autres travailleurs et de la population », le communiqué dénonce « l'intransigeance du pouvoir » et « l'arsenal classique du capitalisme » qui a déchaîné « la haine de classe des forces réactionnaires ».

La direction du PCF souligne que « le gouvernement et le président de la République, les dirigeants du RPR, de l'UDF et du PS prétendent tous, une fois de plus, que l'augmentation des salaires serait génératrice d'inflation et de chômage », alors que, selon elle, « c'est le contraire qui est vrai ». « Plus que jamais, affirme-t-elle, un large rassemblement est indispensable pour faire aboutir des solutions nouvelles, pour une autre politique. »

OLIVIER BIFFAUD.

Avant le congrès du PS

Une contribution inspirée du mouvement étudiant

M^{lle} Isabelle Thomas est la signataire la plus connue d'une nouvelle contribution préparatoire au congrès du PS (le Monde du 14 janvier) remarquée pour ses accents d'extrême gauche et sa liberté de ton à l'égard du discours habituel du PS.

Outre celle qui a été une des figures principales du récent mouvement étudiant, ce texte est signé par M. Julien Dray, animateur de SOS-Racisme.

A leurs côtés figurent plusieurs dissidents de l'ex-CERES, dont des membres du CORIAS, qui s'est constitué quand M. Chevènement a officialisé sa ligne « républicaine ». Cette contribution est aussi signée par des membres du courant A (miterrandiste), notamment M. Jean-Luc Melançon, nouveau sénateur de l'Essonne et premier secrétaire fédéral de ce département.

Le texte affirme : « Ça a craqué aux Philippines et en Haiti, la grande muraille se lève, ça bouge à Paris et ça s'étend dans toute l'Europe (...). Aujourd'hui les vieux mondes sont prêts à changer (...). Dans une France que certains croyaient résignée, sinon ralliée au libéralisme, le mouvement étudiant et lycéen a révélé le caractère archaïque et réactionnaire des idées « modernistes ». En faisant reculer le gouvernement, il a révélé dans d'autres secteurs la volonté d'agir, c'est une chance et un défi pour la gauche (...). »

« Les réponses aux mesures de la droite peuvent s'inscrire comme autant d'offensives participant à la reconquête du pouvoir à gauche. Le Parti socialiste, qui recueille 80 % des suffrages de gauche, porte la responsabilité d'ouvrir un débouché politique aux luttes sociales. Ce devrait être l'objet du congrès. »

La contribution note que le PS doit être « le parti des mouvements sociaux » et juge que « le social doit être l'accusation de récupération ne doit pas conduire à abandonner toute expression sur le terrain ». Les militants socialistes doivent « d'abord être des militants actifs en faveur de l'unité syndicale » et être « porteurs de nouvelles exigences se manifestant dans des structures telles que les assemblées générales » de travailleurs.

« Il faut faire correspondre majorité sociologique et politique dans le pays, continuent les auteurs du texte. Il est donc essentiel que nul ne puisse douter de notre détermination. Cela exclut toute alliance avec l'une quelconque des variétés de nos adversaires de droite. Insignifiance l'effet sur la jeunesse d'une alliance entre notre parti et le CDS de Monory ! ». Les signataires jugent encore que, en cas de victoire de la gauche en 1988, l'Assemblée nationale devra être dissoute.

« Trop de concessions »

Ils pensent que le PS a fait « trop de concessions de langage et d'idées » et invitent à renouer « avec une conception socialiste de la société, plus globale, plus soucieuse des principes qui fondent notre identité ». Selon le texte, le PS doit dire « clairement » que les exigences manifestées par les acteurs des mouvements de l'automne « induisent un modèle de société qui tourne le dos à la logique du profit ».

Enfin, la contribution conclut à « l'actualité » de la déclaration de principes du PS, notamment celle du paragraphe qui explique dans quelle mesure « le Parti socialiste est un parti révolutionnaire » (cette phrase disparaîtra probablement de la future nouvelle version de cette déclaration de principes).

Interrogé le mardi 13 janvier sur la pertinence de cette contribution, lors de la présentation de ses vœux à la presse, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est déclaré d'accord avec le terme d'aiguillon « utilisé, à propos de ce texte, par M^{lle} Thomas dans le Quotidien de Paris. Il a ajouté : « l'aiguillon n'est ni le cheval ni le cavalier », avant de faire savoir qu'il recroquerait de ce texte pour discuter avec eux.

M. Jospin : la fragmentation du tissu social est dangereuse

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui présentait ses vœux à la presse, le mardi 13 janvier, a jugé que l'année 1987 sera une année « passionnante », mais « difficile », notamment à cause de la situation de l'économie mondiale et en particulier de l'« état financier des Etats-Unis ».

M. Jospin a estimé que les réactions de la société à l'application de la politique gouvernementale, à travers les récents mouvements sociaux et étudiants, ont montré que les Français « n'étaient pas passifs, qu'ils étaient attachés à un certain nombre de valeurs et (...) qu'ils étaient prêts à se battre pour elles ». M. Jospin affirme que, « si elle est comprise par le gouvernement », cette réaction est « saine » et montre que les valeurs « de solidarité, de justice, de fraternité restent des valeurs actuelles et modernes ».

Le premier secrétaire du PS a également souligné l'« estime » que les Français « de toutes opinions et pas seulement de gauche portent au président de la République ». Il est fâché que l'image du PS, telle qu'elle se dégage des sondages d'opinion, soit positive, à la différence de tous les autres partis, et que le PS soit ainsi « le seul qui échappe à la glaciation de l'opinion ».

Le député de Haute-Garonne a aussi souligné que « l'année 1987 n'accentue pas les facteurs de division » entre les Français et que ceux-ci « se rassemblent sur un certain nombre de valeurs ». « La fragmentation du tissu social, a-t-il lancé, — et la mise en cause [du] consensus [sur lequel est bâtie la société française] — est (...) dangereuse pour le pays, y compris pour sa bataille économique. » Pour M. Jospin, « c'est un devoir national de faire en sorte que la position [de la France] sur le plan économique s'améliore ».

Enfin, le premier secrétaire du PS a souligné que « le pluralisme des médias soit respecté », et il a remarqué à ce propos que « beaucoup d'évolution (...) inquiètent » les socialistes.

La « sainte alliance »

M. Georges Marchais passe à l'offensive. Le calendrier d'activités du PCF le met au centre du dispositif, ce qui, somme toute, est naturel pour un secrétaire général qui donne l'impression de vouloir le rester au prochain congrès et dessine assez clairement les contours de la stratégie qui a, enfin, été adoptée par le Colonel-Fabien. Profitant d'un regain relatif du PCF dans les sondages et d'une remontée de sa propre cote de popularité, M. Marchais a décidé de profiter du réconfort social pour remobiliser ses troupes et combattre ce que la direction pourrait baptiser « défaitisme interne », décourageant nombre de militants.

En fixant un calendrier bien ficelé — « verrouillé », dit un dissident — jusqu'au printemps 1988, échéance normale de l'élection présidentielle, il laisse peu de place aux états d'âme des « rénovateurs ». A contrario, il les contraint à dévaler plus avant

leur propre stratégie, sous peine de se faire « liquider » dans une bataille interne qui, pour eux, n'a guère porté de fruits ni après les élections européennes de 1984, ni après les législatives de 1986.

En avançant la date du congrès — la reculer, comme cela était possible, aurait, probablement, été suicidaire pour la direction. — M. Marchais en fait un rassemblement préférentiel, forcément unitaire, où toute condamnation de la ligne, de la direction du congrès précédent et, implicitement, du choix du candidat à l'élection présidentielle, risquerait d'être qualifiée de « manœuvre anti-parti ». Dans ces conditions, il veut mieux, pour le secrétaire général, que le malaise interne se décente d'ici au mois de mai, qu'il se dégage, selon un principe légitime, à ce que le parti se renforce en se purifiant.

Les « rénovateurs » sont, ainsi, au pied du mur. Ils le sont d'autant plus

qu'ils auront compris, à l'ordre du jour de la réunion du prochain comité central, fin janvier, qu'un compromis, ayant la forme d'une « sainte alliance », a été réalisé au sein de la direction. Il n'est pas tout à fait innocent, en effet, que M. Charles Fiterman, en qui les « rénovateurs » avaient placé quelque espoir avant le vingt-cinquième congrès, présente l'un des rapports aux côtés de M. Roland Leroy, qui n'a pas la réputation d'être un « mou », et de M. Marchais, que d'aucuns ont classé dans une position centriste. M. André Lajoinie, quatrième mousquetaire, en « réserve du parti », pourrait ainsi apparaître comme « le candidat » sur le nom duquel tout le monde est tombé d'accord... dans la direction.

OLIVIER BIFFAUD.

Finistère : pas de cartes pour les dissidents

BREST
de notre correspondant

Les dissidents brestois du Parti communiste ont-ils été exclus par la fédération départementale de leur parti? Telle est la question qui se pose car ils n'ont pas reçu leurs cartes. « Nous avons fait la demande début décembre, on nous a dit officieusement qu'on ne recevrait rien », constate M. Hervé Cadion, secrétaire de la section rive droite du PCF à Brest. Les trois sections de Brest (arsenal, nord et rive droite) soutenant M. Louis Aminot, permanent licencié par la fédération départementale, se retrouvent de fait quasiment mises hors du parti. Le dirigeant CGT de la grève des cheminots à Brest n'y a pas échappé. En revanche, des membres de la section Brest centre, qui sont sur la même ligne que la direction, ont reçu leurs cartes. Par ailleurs, la conciliation qui avait amené M. Aminot et la fédération départementale devant les prud'hommes a échoué. Cette juridiction devra maintenant juger sur le fond.

La fédération, à travers le bureau de la section de Carhaix, tente de couper M. Jean-Pierre Jeudy, « rénovateur », maître de cette ville, de la base du Parti dans la région. Dans une lettre adressée aux militants de la section, le bureau reproche notamment à M. Jeudy d'avoir, « au nom d'une conception de l'union qui n'est pas celle des com-

munistes, favorisé la mise à l'écart du parti en le plaçant à la remorque du PS », — O. B.

[Continuée par téléphone, mardi 13 janvier dans l'après-midi, la fédération communiste du Finistère affirmait que cette affaire de cartes était « un message grotesque ». Se retranchant derrière la lecture d'un communiqué adressé aux jeunes régionaux qui s'en étaient fait l'écho, M. Patrick Gardet, secrétaire parlementaire de M^{lle} Sybille Le Roux, député européen, et homme fort de la commission politique paritaire mise en place pour contraindre le comité de ville du PCF (le Monde des 14 et 15 décembre 1986), refusait toutefois de répondre aux demandes de précisions portant notamment sur l'absence de remise de cartes constatée lors de l'« assemblée populaire » — tenue le samedi 10 janvier à Brest, contrairement aux habitudes des années précédentes. — O. B.]

● L'Humanité déménage. — L'Humanité de ce 14 janvier annonce que le quotidien communiste « va déménager à Saint-Denis », dans la proche banlieue parisienne. Le directeur du journal, M. Roland Leroy, l'a annoncé au personnel en lui présentant les vœux de la direction. Ce déménagement se fera, selon l'Humanité, « au plus tard au début de l'année 1989 ». L'an dernier, M. Leroy avait démenti une information du Canard enchaîné selon laquelle l'immeuble du quotidien, rue du Faubourg-Poissonnière à Paris, était en vente.

ECOLE SPECIALE D'ARCHITECTURE

Le Conseil d'Administration remercie toutes les entreprises qui ont soutenu l'action de l'Ecole Spéciale d'Architecture en 1986 :

APRICOT S.A. — B + FL S.A. — BANQUE INDOSUEZ — BATISAB
BESAGNI ETS — CAROSSINO FRERES — CCMC — CFFP —
C.G.E.-ALSTOM — CHAUSSURES ANDRE — CHOKY-TROPIC —
CIMENTIS FRANCAIS — CIMENTIS LAFARGE FRANCE — CLINIQUE
DE LA BORDE — CLINIQUE DE LA CHESNAIE — CLINIQUE
DE COUR CHEVERNY — COFINEC — CORA MAGASINS —
CORAPLAST — COSTAMAGNA — CROISEAU & CIE S.A. —
DUFOR ETS — DUMEZ BATIMENTS — ENSWAL FRANCE —
ESTEL S.A. — EUROPIX — FARGUES ROGER — FIDUCIERE
D'EXPERTISE COMPTE SEINE — FRANCAISE REDLAND S.A. —
GAN (GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES) — GESTION DU
PIGARO STE — GHEZA Robert — GIPEN — GRIESSER S.A. —
GTM INDUSTRIES ET SERVICES — GUINERY DERRIAZ STE —
H. MARINE INDUSTRIES S.A. — INFORMATEC — JEANJUN
EQUIPEMENT — KING CONFORT S.A. — KODAK-PATHÉ —
L'OREAL STE — LACROUTE ETS — LAI S.A. — LECONTE J. —
LIBERT PERGAMME — LOCASAIL — LUCAS Paul — MENUISERIES
DE PLAISANCE — METAREC/SOREMEC STE — MOET-
HENNESSY — MULAR ETS — OCE FRANCE — OFFICE FRANCAIS
D'AMEUBLEMENT — OFNACO — ORFO S.A. — PASCHAL
SARL — PAYET PLUCHET ETS — PEGHAIRE — PHOTOGRAPHY
FILS ETS — POULIN J & R — RECTICEL FRANCE — REPRO-
SERVICE 41 S.A. — RESEARCH DEVELOPMENT INDUSTRIES —
RICARDO ETS — RONDE DE NUIT — S.A. TECHNICAL FRANCE —
SARL CIE FRANCAISE POUR L'ARCHITECTURE & TECHNIQUE
DE CONSTRUCTION — SCHELLENBACH TITAN — SEBICO —
SMAC ACIEROID — SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT —
SOCIETE GENERALE — STE IRCA — STE MICHEL — STE VIC
SARL — STOCKAGES TRANSPORT INDUSTRIES — SZE VIDEO
TANNERIES ROUX — TETRA PAK — THOMSON-TITN — TOTAL
CFD — TRICOTAGE DE NAVARRE — UNION DE BANQUE A
PARIS — UNION MUTUELLE — VIEILLE MONTAGNE S.A. —

254, boulevard Raspail - 75014 Paris - Tél. 43.22.83.70

ECOLE SPECIALE D'ARCHITECTURE

Le Conseil d'Administration, lors de sa séance du 11 décembre 1986, a pris acte des succès remportés par les étudiants et les architectes formés à l'Ecole Spéciale d'Architecture.

PALMARES DES MEILLEURS DIPLOMES

□ PREMIER PRIX
Nicolas Dasse-Hartaut et Michel Saunier

« Une porte à Pompéi, Mise en scène de la crise »

□ MENTIONNES

Wilfried Creppy

« Un habitat social intégré en Côte d'Ivoire »

Antoine Flisury et Pierre Sanfourche

« Une station spatiale »

Eliane Magriva

« Othello - La réalité est une illusion »

Fabrice de Noblet et Fabrice Mazaud

« Le mur d'Ariane »

Richard Pitty

« Une architecture de passage : l'aéroport »

Ariane Rupp

« Symbolisme et Architecture »

CONCOURS DE L'ASSOCIATION TECHNIQUE AFRICAINE / « LE MONITEUR »

□ LE PRIX U.T.A.

Wilfried Creppy - Architecte DESA

« Un habitat social intégré en Côte d'Ivoire »

□ LE PRIX DE L'AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE & TECHNIQUE

Gaseni Gbadago - Architecte DESA

« Pour une prise en compte de l'espace traditionnel »

□ LE PRIX DES EDITIONS I N A E D

Amani Konan - Architecte DESA

« Un centre artisanal à Grand Bassam »

□ LE PRIX SPECIAL

Diego Cabal-Botero - Architecte DESA

« Un habitat rural en Colombie »

CONCOURS DU ROYAL INSTITUTE OF BRITISH ARCHITECTS (R I B A) - International student competition 1986 (168 participants de 25 pays)

« Last Resort »

□ MENTIONNES (15 premiers)

Rémy Chevalier - Etudiant ESA - 4ème Année

CONCOURS « WILLIAM VAN ALLEN MEMORIA » 1986 (U.S.A.)

(162 participants)

« A celebration of modern India across the view from the Taj Mahal »

□ CINQUIEME PRIX

Véronique Gazal, Anouck Hochel et Soraya Othmani - Etudiantes ESA - 4ème Année

CONCOURS « STRUCTURE et ARCHITECTURE en ACIER » - SYNDICAT DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE DE FRANCE

(95 participants)

□ DEUXIEME PRIX

Christophe Damian et Annick Mazzei - Etudiants ESA - 4ème Année

□ TROISIEME PRIX

Yves Chauvin - Architecte DESA

ARCHITECTES DESA A L'AFFICHE

□ Jean-Pierre Lahon, Architecte DESA, avec Jean Gonfraville et Bernard du Chazaud Architectes DPLG. Lauréat 1985 - Réalisation d'un groupe scolaire à Rochefort - 1988

□ Jean-Paul Philippon - Architecte DESA, avec l'Agence A.C.T. et pour l'architecture intérieure, Gae Aulenti. Lauréat 1979 - Musée d'Orsay - 1986

□ Minouche Yavari - Architecte DESA. Publication de « Espace Persan - Architecture traditionnelle en Iran » Pierre Mardaga, éditeur - 1988

254, boulevard Raspail - 75014 Paris - Tél. 43.22.83.70

Politique

Le bicentenaire de la Constitution des Etats-Unis et les institutions françaises

Proche et lointain Nouveau Monde

L'heure des bilans comparatifs peut-elle sonner en même temps que celle des commémorations ?

Réponse affirmative, en l'occurrence, pour l'Association française d'études américaines qui organisait le vendredi 9 et le samedi 10 janvier au Sénat, en présence de nombreux historiens, juristes et spécialistes de sciences politiques, un colloque consacré au bicentenaire de la Constitution des Etats-Unis.

Et pourtant... D'un côté de l'Atlantique, une loi fondamentale inébranlable après deux siècles. La Constitution qui a vu le jour le 17 décembre 1787 à Philadelphie est en effet toujours en vigueur. Tout au plus a-t-elle été de temps à autre modifiée par vingt-six amendements, à partir de 1791, sans altération véritable de sa structure.

De l'autre, un pays « chahuté » par l'histoire qui en est depuis 1791 à sa quinzième Constitution, qui a connu après la Révolution cinq républiques, entrecoupées par deux empires et des retours périodiques à la royauté, sans parler de la sinistre parenthèse de Vichy.

Sacralisation

Alors, pourquoi célébrer le deuxième centenaire de la Constitution américaine l'œil fixé sur l'évolution et l'état présent des institutions françaises, quand le premier centenaire, en 1887, ne suscita qu'un silence presque absolu de la jeune III^e République ? Au fond, une « révolution des mentalités » — l'expression est de l'historien Pierre Nora — récemment accomplie en France explique ce changement.

Cette révolution, selon M. Nora, a deux causes : « L'effacement récent de l'idée révolutionnaire sous sa double incarnation marxiste et jacobine et « l'enracinement récent de la Constitution gaullienne ».

La lente substitution à l'« axe » qui relie par-dessus les années Jean-Jacques Rousseau à Jean-Paul Sartre d'un autre axe qui mène, lui, de Montesquieu à Raymond Aron, l'émancipation d'un « constitutionnalisme » à la française matriciel dans un pays qui avait fait jusqu'alors peu de cas de ses nombreuses lois sur le sujet à sa manière inimitable : « D'autres, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, font profession d'accepter l'existence d'un chef de l'Etat qui en soit un, mais à la condition que le Parlement soit de son côté érigé en citadelle inexpugnable où les partis retrouveraient leur empire et leur sûreté. Cela témoigne d'une préférence, assez nouvelle de leur part, en faveur d'un régime qualifié de « présidentiel » et

débat à répétition sur l'usage ou l'abus de l'article 49-3 de la Constitution ou traversée d'interrogations récurrentes sur les droits et pouvoirs respectifs du chef de l'Etat et du premier ministre, se découvre soudain plus proche, beaucoup plus proche du fait constitutionnel est depuis longtemps si forte.

Comment en est-on arrivé là en France ? Si l'on peut parler d'« influence constitutionnelle des Etats-Unis sur la France », a suggéré M. Jean-Louis Quermonne (Institut d'études politiques de Paris), c'est moins « vers les textes constitutionnels originaux de 1958 et de 1962 qu'il conviendrait de porter le regard que sur l'évolution consensuelle de la V^e République telle qu'elle se déroule depuis maintenant vingt-huit ans ».

C'est dire que le rôle et les intentions du général de Gaulle lui-même, plusieurs fois évoqués ou invoqués au cours de ce colloque, sont assez incertains dans ce lent mouvement vers l'horizon institutionnel américain. M^{me} Odile Rudelle (CNRS et Fondation nationale des sciences politiques) a cité une lettre de 1948 au général de Bénévoles, écrite « à destination de nos amis américains », dans laquelle l'ancien chef de la France libre « préconise (...) une organisation des pouvoirs qui tiendrait largement compte de l'exemple fourni par la Constitution des Etats-Unis d'Amérique ».

Mais dix ans plus tard (témoignage de M. Nicolas Wahl), de Gaulle croit, ou affecte de croire, que les présidents américains sont prisonniers des intérêts des deux grands partis qui les portent alternativement au pouvoir. Et, selon M. Raymond Janot qui fut associé de près à l'élaboration de la Constitution de 1958, l'exemple américain ne fournit à l'époque qu'une référence assez lointaine aux experts qui travaillaient sur le projet : référence sans écho auprès du général de Gaulle lui-même ou de M. Michel Debré.

Dans sa célèbre conférence de presse du 31 janvier 1964, le fondateur de la V^e République revenait sur le sujet à sa manière inimitable : « D'autres, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, font profession d'accepter l'existence d'un chef de l'Etat qui en soit un, mais à la condition que le Parlement soit de son côté érigé en citadelle inexpugnable où les partis retrouveraient leur empire et leur sûreté. Cela témoigne d'une préférence, assez nouvelle de leur part, en faveur d'un régime qualifié de « présidentiel » et

qui serait analogue à celui des Etats-Unis. (...) On ne saurait méconnaître qu'une Constitution de cette sorte a pu, jusqu'à présent, fonctionner calmement aux Etats-Unis... »

« Faible impact » et en même temps « influence latente » (M. Quermonne) du modèle institutionnel américain sur la réalité française : le contrôle de constitutionnalité des lois est peut-être l'exemple le plus éloquent de ce paradoxe. Ce contrôle est récent en France : le Conseil constitutionnel, création de la V^e République, n'y entre de plein-pied qu'à partir de 1970-1971. Il est au contraire très ancien aux Etats-Unis (on peut le faire remonter à la célèbre décision de la Cour suprême Marbury contre Madison en 1803) et radicalement différent puisque n'importe quel citoyen peut, devant l'importance quel tribunal, tenter de faire admettre l'inconstitutionnalité d'une loi.

L'abstrait et le concret

Au niveau supérieur, la Cour suprême interprète la Constitution et censure éventuellement les lois « postérieures » et en tranchant des cas on ne peut plus concrets. A l'inverse, le Conseil constitutionnel intervient en France a priori et inscrit sa décision — M. Georges Vedel, l'un de ses membres, l'a rappelé — dans la généralité abstraite de l'ensemble des situations possibles.

Enfin, il faut mentionner un double lien mythique mais puissant entre la Cour suprême et le Conseil constitutionnel. Tantôt la première sert d'épouvantail pour braver le spectre d'un « gouvernement des juges » en France. Tantôt, le Conseil constitutionnel est au fil des polémiques et au gré des positionnements politiques comparé à son dérivé à la « véritable » et puissante Cour suprême dont il ne serait que la pusillanime version affaiblie.

S'il est exact que le Conseil constitutionnel a pris dans les institutions françaises une place éminente qui peut faire songer (mais on ne saurait dire plus) à celle qu'occupe la Cour suprême dans le système américain, les deux acteurs décisifs du système, d'un bord l'autre de l'Atlantique aussi bien que dans leurs relations mutuelles dans chaque pays, peuvent-ils être comparés ?

La France ne connaît pas — ou plus de la même manière après de Gaulle — le paradoxe de cette « présidence impériale » décrite il y a une vingtaine d'années par M. Arthur Schlesinger Jr qui en relatait au Sénat les derniers avatars.

Cette présidence impériale est « essentiellement la création de la politique étrangère » mais son exercice, si l'on songe à M. Reagan ou à chacun de ses quatre prédécesseurs, donne plus de résultats contestables ou pitoyables que réellement « impériaux ». Et si elle a conduit à de nombreux empêchements sur les prérogatives théoriques du Congrès, ce dernier n'a jamais dit son dernier mot : la stricte séparation des pouvoirs ne saurait aux Etats-Unis être malmenée jusqu'au bout.

La concurrence des pouvoirs

Quant à la concurrence des pouvoirs, elle oppose précisément aux Etats-Unis le président et le Congrès, comme l'a souligné M. Dominique Rousseau (université de Montpellier), alors qu'en France elle met face à face le chef de l'Etat et « son », ou dans la configuration différente de la cohabitation, « le » premier ministre.

Président et Congrès accaparent donc seuls la scène outre-Atlantique. Président, gouvernement et Parlement le peuplent différemment en France, tissant des complémentarités ou des antagonismes spécifiques. En sorte que l'aspect concurrentiel des deux systèmes est à la fois très commun et élément distinctif.

M. Olivier Duhamel (université de Paris-X Nanterre) pourrait bien en conclusion reformuler le catalogue de ces divers traits de convergence que l'analyse comparative permet de déceler et qui peuvent autoriser à prendre « le contre-pied de l'idée largement dominante de l'opposition radicale entre la France et les Etats-Unis ». Mais il lui fallait aussi convenir que l'« incontournable fédéralisme » des Etats-Unis, même corrigé par une longue œuvre de croissance de l'Etat fédéral au détriment des Etats de l'Union, laisse subsister une différence fondamentale qui sépare la vieille France du Nouveau Monde, tout en signifiant la perméabilité de cette frontière.

MICHEL KAJMAN.

En Nouvelle-Calédonie

Le RPCR raidit son attitude sur la composition du corps électoral

NOUMÉA
de notre correspondant

L'insécurité reste entière en Nouvelle-Calédonie sur la composition du corps électoral qui sera appelé à participer l'été prochain au référendum d'autodétermination. Après avoir proposé, le mois dernier le « délai de résidence de trois ans » comme condition pour obtenir le droit de vote, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) pourrait finalement revenir sur cette « concession » et « s'en tenir à la Constitution », à savoir un délai de résidence de six mois.

Le président du mouvement anti-indépendantiste, M. Jacques Lafleur, député RPR, l'a suggéré, le mercredi 14 janvier à Bouloupari (région du Centre), en expliquant : « Si le FLNKS ne veut pas discuter,

je ne vois pas comment, moi, je leur ferais des concessions : ce serait des concessions dans le vide ». Toute la question est donc maintenant de savoir si le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, s'en tiendra à la première proposition du RPCR ou s'il se rangera à l'avis de M. Lafleur.

Les nouvelles orientations prises sur le territoire en matière de régionalisation et d'aménagement foncier ont démontré que le souci du ministre des DOM-TOM n'était plus de ménager les indépendantistes. Toutefois, si le gouvernement maintenait le geste du « délai de résidence de trois ans », le RPCR, indigne dans l'entourage de M. Lafleur, n'y verrait pas d'inconvénient majeur. Il est vrai que cette légère restriction du corps électoral n'aurait guère d'effet sur le rapport des forces politiques.

FRÉDÉRIC BOBIN.

L'expulsion du consul général d'Australie à Nouméa

Canberra « attend toujours » des explications de Paris

SYDNEY
de notre correspondant

« Nous attendons toujours que le gouvernement français nous explique la raison de son comportement à l'égard de M. Dauth », a déclaré, mardi 13 janvier, à Canberra, un porte-parole du ministère australien des affaires étrangères. Canberra estime, en effet, que l'octroi de fonds gouvernementaux à des groupes séparatistes canaques par l'ancien consul général d'Australie à Nouvelle-Calédonie, 7 000 dollars australiens (environ 30 000 F) auraient servi à financer un service d'autobus scolaires dans le nord de l'île. 4 600 dollars australiens (20 000 F) auraient été octroyés à

un centre culturel mélanésien et une organisation catholique locale aurait reçu du gouvernement australien 1 200 dollars (soit quelque 5 000 F) pour aider au secours d'une « île française voisine après le passage du cyclone ».

Selon M. Dauth, il est courant, en Nouvelle-Calédonie comme dans d'autres pays du Pacifique sud où les Australiens ont une mission consulaire, de « détourner » ainsi des fonds, qui entrent dans le cadre du budget d'aide à l'étranger, pour financer des « projets culturels et des microprojets de développement ».

« Nous ne faisons à Nouméa depuis plusieurs années, a déclaré, mardi, M. Dauth, et, chaque fois, nous en avons tenu les autorités françaises pleinement informées. Nous ne faisons rien de secret libéral ; ce serait de toute manière impossible ».

S. C.

A la Guadeloupe

L'affichage des photos des indépendantistes recherchés provoque un tollé

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

La quatrième affiche de « recherche contre récompense » émanant du ministère de l'Intérieur, après celle des membres du clan Abdallah, celle des chefs présumés du groupe Action directe et celle des deux femmes soupçonnées d'avoir assassiné Georges Besse, concerne sept militants indépendantistes guadeloupéens dont Luc Reinette, chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC), organisation clandestine officiellement dissoute depuis avril 1984.

Outre Luc Reinette, les affiches diffusées dans les lieux publics de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane et invitant la population à fournir au SRPJ de la Guadeloupe des renseignements moyennant « forte récompense », présentent les portraits de ses trois compagnons d'évasion ainsi que ceux de Max Céléste (militant du mouvement trotskiste Combat ouvrier), Marcel Louis-Sydney et Henry Bernard (inculpé depuis 1984 d'attentats et de complot contre la sûreté de l'Etat et l'intégrité du territoire).

Unaniment, depuis l'annonce de la diffusion de cette affiche (comme l'a affirmé vertement par la population du fait du cerclage en vert des personnes recherchées), la classe politique locale a condamné ce procédé. M. Dominique Lailla, président socialiste du conseil général de la Guadeloupe, a notamment déclaré : « Un Etat de droit ne doit pas se confondre avec un Etat policier et on ne doit pas non plus susciter chez des Guadeloupéens l'idée d'aliénation rémunérée : c'est une honte, une atteinte à la dignité du peuple guadeloupéen et ceux qui ont pris l'initiative d'une telle mesure montrent, une fois de plus, qu'ils n'ont rien compris au problème guadeloupéen ».

M. Jean Girard, maire apparenté communiste de Grand-Bourg, membre des deux assemblées locales, a estimé pour sa part que, « en dehors de toute appartenance politique, (...) les élus guadeloupéens se doivent d'avoir une attitude concertée et unanime face à cette agression ».

M. Philippe Chantelet, conseiller régional de la droite départementaliste, proche du RPR, s'est élevé « contre cette histoire d'affiche et de délation (...) ». C'est mal connaître l'esprit des Guadeloupéens que de penser que les Guadeloupéens vont trahir un frère, fût-il un hors-la-loi, a-t-il dit.

M. Daniel Beaumais, secrétaire fédéral du RPR, a estimé : « Ce n'est pas dans la tradition de la Guadeloupe que d'afficher de telles choses ».

A la Martinique, où ces affiches sont également diffusées, le Mouvement indépendantiste martiniquais parle d'« appel à la délation » et de « provocation attentatoire à la dignité des nations guadeloupéenne, guyanaise et martiniquaise ». Le MIM ajoute que « ce nouveau coup est la marque d'un mépris raciste du colonialisme français envers nos peuples ». Le MIM parle également de « salaire de la honte » et met « en garde le peuple martiniquais qui faillirait s'il portait assistance aux forces répressives ».

Le Parti communiste martiniquais (PCM) parle enfin de « tentative de corruption », « élève une vigoureuse protestation contre de telles pratiques qui rappellent certaines méthodes de l'occupant nazi ».

Selon certaines sources locales, la fabrication de cette affiche aurait donné lieu à plusieurs réunions de travail au cours desquelles le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, aurait émis un avis défavorable à ce projet que tout le monde considère donc comme une provocation, y compris les milieux policiers.

ANDRÉ LÉGER.

L'homme malade de l'Europe

(Suite de la première page.)

N'est pas équilibré qui veut ! M. Mitterrand, en revanche, a fait une brillante démonstration. Soutenir à la fois les grévistes (dans leurs revendications) et le gouvernement (dans sa lutte contre l'inflation) relève moins des nécessités de la fonction arbitrale que du savoir-faire présidentiel. Celui-ci, si brillant soit-il, trouverait cependant sa limite dans un trop grand affaiblissement du premier ministre : M. Mitterrand a besoin d'une rivalité saine, d'une partie disputée à droite, et non d'un boulevard qui s'ouvre devant les pieds de M. Barre.

Car le vainqueur, s'il y en a un, n'est autre que le député du Rhône, celui qui sait « partir à point ». Ni démagogie ni fermeture : les circonstances lui commandaient de tenir un rôle simple : son « Heure de vérité », sur Antenne 2, lui a permis de parler le langage du dialogue qui convient à une majorité de Français.

Comme lui, le PCF, redevenu protestataire, peut espérer quelques gains qui aillent au-delà des quelques points déjà gagnés, depuis le 16 mars, dans les consultations locales. Mais seul M. Barre a pu réellement — par la recherche d'une attitude tactique appropriée plus que par l'énoncé d'une solution aux problèmes de notre société — faire impression.

M. Barre a été servi, il est vrai, par l'irruption de cette société dans le jeu subtil de la cohabitation. La brutale remise en cause des règles du jeu qui s'est ensuivie a conduit chacun, président et premier ministre, à l'exercice de la dissuasion, le porte-parole de M. Chirac allant jusqu'à évoquer ouvertement l'hypothèse d'un « clash ». Surtout, la quête accessoire d'un positionnement personnel dans l'opinion a pris le pas sur la recherche d'une solution aux problèmes du pays.

Or ces problèmes demeurent : la modernisation de la société est en panne, et la démocratie, comme dirait M. Fabius, « marche sur la tête ».

Mouvement étudiant ou grève des cheminots et des électriciens : le retour à la normale n'a rien résolu. La question de savoir comment faire participer un grand service public (que ce soit l'Université ou la SNCF) à la modernisation du pays, comment lui insuffler dynamisme et pourquoi pas compétitivité, reste ouverte. La gauche, pourtant adepte de l'économie mixte, c'est-à-dire d'un Etat moteur de la modernisation, avait tardé, par prudence électorale, à amorcer le début d'une réflexion sur ce sujet. La droite, par aveuglement, a tout bloqué et reculé le moment des réformes nécessaires.

Cet retard des uns s'ajoutant au recul des autres, l'addition risque

d'être lourde. D'autant que les institutions... disjointent.

La distance s'accroît, en effet, dans la relation entre la politique et la société, les discours et les besoins, les décisions et les aspirations, les nouvelles façons de vivre et les conditions de travail, etc. Fils et corps immédiats — à commencer par le Parlement à coups de 49-3 — dépréciés sous la pression conjuguée du pouvoir et de la base, sans qu'à cette destruction de l'encadrement social corresponde l'émergence d'une structure neuve.

L'alchimie vertueuse

Bref, une fois encore, la France cherche désespérément l'alchimie vertueuse — paix sociale + performances économiques — qui fait la force de notre voisin et partenaire allemand. Et la France, de nouveau, souffre fortement de la comparaison avec celui-ci. S'il est vrai que l'alternative est pour nous entre la construction européenne et le déclin, s'il est non moins vrai que cette construction continue de reposer sur le couple franco-allemand, comment ne pas s'alarmer de l'état de ce couple de plus en plus ingrat ?

On ne peut durablement prétendre montrer la voie le matin et quémander l'après-midi une réévaluation de la monnaie allemande.

Au fond, M. Chirac et la droite avec lui ont eu le tort, par idéologie, nécessité électorale ou sectarisme, de dévaluer le bilan de leurs prédécesseurs. La paix sociale ? C'était bien commode. Consolider un consensus désinflation — réévaluation du franc plutôt que revenir aux facilités (acceptées depuis la Libération

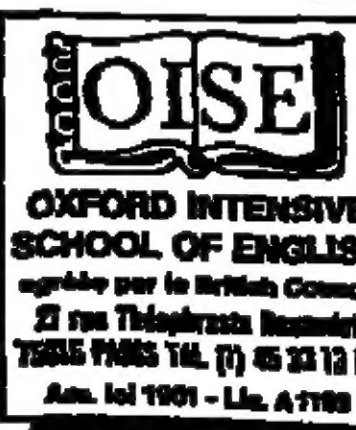
jusqu'en 1983) du cycle inflation-déflation ? C'était le gage de la « stabilisation » saluée récemment par M. Barre lui-même, mais qui supposait, pour réussir et pour éviter de n'être qu'une simple rémission, la poursuite de la révolution culturelle engagée par les socialistes et autre chose qu'une gestion électorale en trompe l'œil.

Au lieu de quoi, on nous a proposé des scénarios politiques de sortie de crise. Certains ont même évoqué une « autodissolution » de l'Assemblée ! Au lieu de quoi on a envisagé une remède des scénarios d'il y a dix-neuf ans. Comme si l'on s'évertuait à retrouver des clés — celles de la compréhension d'une société — que l'on a manifestement perdues.

Tel n'est pas encore pris qui croyait prendre, pourrait dire Raymond de La Fontaine. Mais on n'en est pas loin.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« M. Mitterrand : « le chat, le bof et le petit lapin ». Enquêtant à son tour aux fabes de La Fontaine, M. Alain Madelin, invité le lundi 12 janvier de l'émission « Face au public » sur France-Inter, a comparé le cours à l'Elysee à l'histoire « du chat, de la bof et du petit lapin ». Il faut, a commenté le député général du Parti républicain, que « le lièvre et la tortue n'oublient pas qu'il existe quelque part un chat qui peut les croquer. Il ne faut pas que le lièvre joue contre la tortue et que la tortue joue contre le lièvre parce que la tortue aura besoin du lièvre au second tour et inversement ». Le ministre de l'Industrie a estimé que « la réduction à cinq ans du mandat présidentiel serait l'occasion d'un bon débat démocratique sur le pouvoir, sur le rôle et les pouvoirs du président de la République ».



L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Stages linguistiques :
• matin : 15 h de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

JUSTICE

Le CCFD poursuit en diffamation « le Figaro-Magazine »

Le procès de la charité

« Monseigneur, le tribunal est laïc et je vais être obligée de vous appeler Monsieur. »

« Vous pourriez aussi m'appeler « mon frère »... »

Cet assaut de courtoisie entre M^{me} Jacqueline Clavery, présidente de la dix-septième chambre du tribunal de grande instance de Paris, et M^{gr} Grégoire Haddad, ancien évêque grec-catholique de Beyrouth, témoigne du caractère tout à fait inédit de l'audience qui a eu lieu, le mardi 13 janvier.

Deux évêques et un prêtre à la barre : des prévenus et des avocats, confessant chacun leur bonne foi chrétienne, il fallait se pincer pour ne pas se croire transporté à Rome au tribunal de la rote.

Bon émissaire habituel des traditionalistes et de la presse de droite, le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) a fait preuve d'audace en traduisant devant la justice, pour diffamation, M. Jean-Pierre Moreau, auteur d'un pamphlet contre le CCFD (« L'Eglise et la subversion »), l'Union nationale interuniversitaire (UNI), syndicat de droite qui l'a édité, et le Figaro-Magazine, qui l'a reproduit.

Et comme l'enjeu de ce procès était hautement symbolique — l'argent des catholiques de France au tiers-monde est-il ou non détourné à des fins politiques ? — le CCFD n'a pas fait dans le détail. Il a fait défilé des témoins de Pologne et du tiers-monde, une coopérante de Namibie, un évêque libanais, un missionnaire italien en Ouganda. Il a enfin obtenu la caution de l'épiscopat français, qui avait délégué à la barre M^{gr} André Fauchet, évêque de Troyes, président de la commission Justice et Paix.

Un personnage que cet évêque, qui a les pieds dans la glèbe, le visage costaud, rougeaud et la langue des paysans de sa Bretagne natale et qui, à travers le monde, est devenu l'ambassadeur itinérant de l'épiscopat français.

Il s'était bien promis de ne pas sortir de son rôle de témoin parlant de l'action des catholiques aux Philippines. Mais titillé par la défense, il s'est échauffé, citant Helder Camara : « Si je donne à manger à quelqu'un, on me traite de saint. Si je pose la question : pourquoi est-il si pauvre ? on me traite de communiste. »

Et se tournant vers le prévenu (un fidèle de son diocèse de Troyes ?), il a explosé : « C'est quand même malheureux de dire tant de calomnies. Dans votre livre, on

parle d'idéologie, jamais des pauvres. Le socialisme n'est pas un péché ! » Et péremptoire : « Quand on ne fait rien, on n'a jamais les mains sales. »

M^{re} Hervé Cren, avocat du recteur Yves Durand, ancien vice-président de l'UNI, prévenu dans cette affaire, sort un exemplaire de l'Humanité datant de l'année 1974 et reproduisant une interview de M^{gr} Fauchet.

« Mais vous faites du roman, s'exclame à nouveau l'évêque de Troyes. »

« On fait le procès du témoin, renchérit M^{re} Jean-Pierre Mignard, avocat du CCFD. »

Alphabétisation ?

Non, « conscientisation »

« Je ne me permettrais jamais de faire le procès d'un évêque, répond, avec une onction de chanoine, l'avocat défenseur d'un livre qui traite prêtres et évêques de « commissaires du peuple ». »

Et quand il est invité à s'expliquer sur des divergences survenues entre la hiérarchie et le CCFD, M^{gr} Fauchet réplique encore : « Il ne faut pas prendre les évêques pour des mûles. Ils n'ont jamais rendu leur patronage au CCFD. »

Les accusés étant dans l'incapacité de démontrer le détournement politique des aides du CCFD à la Namibie, au Nicaragua, à Cuba et

ailleurs, le débat a tourné sur l'engagement de l'Eglise dans les pays pauvres.

Quand elle apprend à lire à des paysans du Brésil, fait-elle de la « conscientisation », répond le recteur Durand, actuel conseiller du premier ministre à Matignon sur les questions d'université et de recherche. Il voit de la « subversion » partout, dans l'Eglise, mais aussi dans l'armée, dans les syndicats, dans l'éducation, y compris dans la littérature enfantine et... la justice. La collection d'ouvrages qu'il a ouverte à l'UNI était précisément destinée à combattre ces formes d'infiltration marxiste.

Que le Comité catholique contre la faim et pour le développement serait beau s'il était seulement contre la faim et pas pour le développement ! Le système de défense, notamment de M^{re} Jean-Marc Varand, s'appuie tout à tour sur deux arguments, presque contradictoires : d'une part, le CCFD cache à ses généreux donateurs la destination de leurs fonds et soutient en parfaite connaissance de cause les mouvements de libération dans le tiers-monde ; d'autre part, composé de braves gens, il agit pour la bonne cause, mais en sidant aveuglément les pauvres, il est manipulé par des organisations marxistes et fait le jeu des régimes totalitaires.

Bref, « nous sommes des esclaves ou bien des imbéciles », réplique

l'avocat de la partie civile, M^{re} Mignard. Fait-on le procès d'une « organisation humanitaire » ? Ou bien celui d'une Eglise ? Celle qui a fait « le choix prioritaire pour les pauvres ».

« En fait, vous n'avez jamais supporté le concile Vatican II, poursuit M^{re} Mignard, invoquant la doctrine sociale de l'Eglise et citant les encycliques. Et comme vous ne voulez pas rompre avec la hiérarchie catholique, vous vous attaquez à ses maillons faibles. Vous voulez ruiner l'Eglise conciliaire en frappant — à la caisse — les institutions qu'elle s'est données. »

Puis l'audience a dérapé. Du procès de l'Eglise, on est passé à celui de l'aide alimentaire aux pays sous-développés et au « business de la charité ». On a même entendu le substitut du procureur de la République, M^{re} Philippe Bilger, citer dans son réquisitoire les arguments d'André Glucksmann et de Médecins sans frontières sur le détournement, par la jeune éthiopienne, des fonds recueillis par toutes les organisations humanitaires, reprochant au CCFD de n'avoir rien dénoncé s'agissant d'un régime proche de Moscou... « Vous vous conduisez comme la quatrième avocat de la défense », a répondu M^{re} Mignard.

Jugement le 10 février.

HENRI TINCQ.

Le « vrai faux » passeport de M. Chalié et le secret défense

Une question de M. Roland Dumas au ministre de la justice

Dans une question écrite, M. Roland Dumas, député (PS) de la Dordogne, appelle l'attention du ministre de la justice sur le secret défense qui a été opposé par M. Bernard Gérard, directeur de la DST, au juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement à propos du « vrai-faux » passeport fourni à M. Yves Chalié.

M. Dumas rappelle à ce propos que, par une décision du 31 mai 1975, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, dans la procédure dite des micros du Camard Eschadné, a posé les principes suivants :

« 1. — Seul le juge d'instruction a compétence dans sa recherche de la vérité pour apprécier l'opportunité de tenir compte ou non de l'avis donné par l'administration émettant le secret-défense ; »

« 2. — Les fonctionnaires de la DST peuvent être entendus, voire confrontés à des témoins dans le

« L'avocat de M. Yves Chalié fait appel de l'ordonnance de rejet de mise en liberté de son client. — M^{re} Grégoire Triet, avocat de M. Chalié, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, a fait appel, le mardi 13 janvier, de l'ordonnance de M. Jean-Pierre Michau, le magistrat chargé du dossier du Carrefour du développement, rejetant la demande de mise en liberté de M. Chalié.

cabinet du juge d'instruction, malgré l'opposition du ministre de l'Intérieur transmise à l'époque par M. Fauriol, alors directeur général de la Sécurité nationale. »

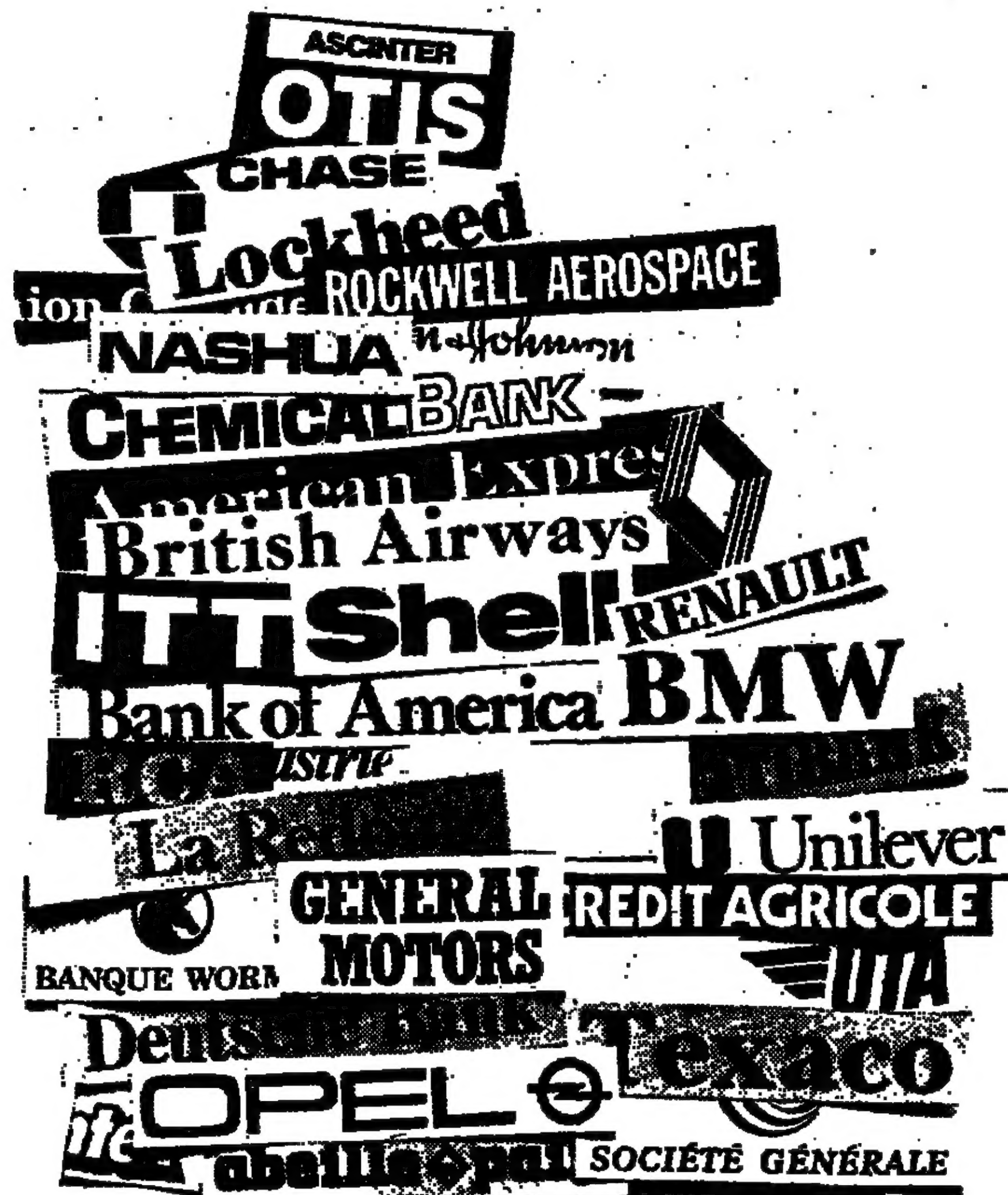
En conséquence, M. Dumas invite le garde des sceaux à lui faire savoir s'il entend demander au procureur de la République de Paris de prendre des réquisitions écrites, conformément à cette jurisprudence de la cour d'appel de Paris.

Une mise au point de M. Thierry Roussel après son inculpation

M. Thierry Roussel, inculpé de « banqueroute par détournements d'actif social avec abus de biens sociaux » et faux en écritures de commerce » (le Monde du 14 janvier) a fait une courte mise au point après la publication de « différents articles (le) mettant en cause ». En voici le texte :

« J'ai porté plainte, écrit M. Roussel, pour tentative d'extorsion de fonds en juillet 1985 ; les personnes inculpées dans cette affaire communiquent de fausses informations à la presse. La société SEAL BATICLUB, dans laquelle j'ai investi et perdu 30 millions de francs, ne m'a jamais versé de commissions à l'étranger. »

WANG



Avec Wang ça marche !

Tous ces grands avaient déjà de l'informatique. En prenant Wang ils ont protégé leur investissement d'origine et ont pu continuer à se développer avec ces quatre mots simples. Avec Wang ça marche.

Appelez le 42.97.06.06 ou écrivez à Wang France S.A., Evelyn Mayard - Service Marketing, Tour Gallieni 1, 75/80, av. Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

WANG

MARCHE

AVEC

Poursuivi pour « abstention volontaire d'assistance à personnes en danger »

Un médecin est relaxé en appel

Le jugement du tribunal correctionnel de Besançon relaxant le docteur Gisèle Ravaut, soixante-quatre ans, ex-responsable d'un service de soins pour enfants autistes et psychotiques à l'hôpital de Neuvillers (Doubs), a été confirmé par la cour d'appel, mardi 13 janvier.

Le docteur Ravaut était poursuivi pour « privation habituelle de soins et d'aliments à mineurs de moins de quinze ans » et d'« abstention volontaire d'assistance à personnes en danger ».

C'est la partie civile, représentant une association de protection de l'enfance, qui avait fait appel du jugement de première instance prononcé en février 1986 (le Monde daté 16-17 février 1986).

Selon le dossier d'instruction, les locaux du service dont le docteur Ravaut était responsable étaient « malpropres, souillés, couverts de graffitis, parfois d'excréments » et les enfants et adolescents qui y vivaient étaient en permanence « agglutinés et confinés dans un couloir surchauffé et clos, à demi-nus dans les déjections ».

En première instance, le procureur de la République, qui avait requis un non-lieu, avait estimé que « tout ne doit pas être pénalisé ». Devant la cour d'appel, le substitut avait demandé une peine d'amende. Dans son arrêt de relaxe, la cour estime cependant que, « si les pièces de la procédure établissent que Gisèle Ravaut a gravement manqué à ses devoirs de chef de service (...) en tolérant que les occupants soient soumis à des conditions de vie détestables (...), elles ne démontrent pas, cependant, que le docteur Ravaut se soit volontairement abstenu d'assurer aux malades l'hygiène minimale indispensable ».

(Publicité)

APRÈS LE « DOSSIER DE L'ÉCRAN » « **DISPOSER DE SA VIE** »

l'A.D.M.D. s'adresse au corps médical

Docteur,

Les quinze mille adhérents de notre Association nationale aiment la vie. C'est pourquoi ils sont soucieux de sa qualité physique et intellectuelle, et cela jusqu'à l'inéluctable dénouement.

De tous âges, venus de tous les horizons philosophiques et sociaux, ils ont souscrit en pleine conscience à une « déclaration de volonté de mourir dans la dignité ». Celle-ci est toujours révocable. Cette liberté de choix est fondamentale. Nul n'a le droit de la confisquer.

Nos membres veulent, à l'ultime instant, qu'ils soient ou non privés de lucidité par suite de maladie, d'accident ou d'extrême vieillesse, ne pas être maintenus dans une situation qu'ils jugent dégradante.

Lorsque les traitements mis en œuvre n'ont plus de chance réelle de rétablir les facultés susceptibles de satisfaire « la vie voulue », ils souhaitent que l'on s'abstienne de prolonger contre leur gré, par des techniques artificielles, une existence désormais inacceptable.

Nos adhérents désirent bénéficier du développement des soins palliatifs et de l'apaisement de la douleur que procurent certains remèdes, hâteraient-ils leur mort. Ils souhaitent également parvenir, grâce à l'assistance compréhensive des médecins traitants, à une délivrance douce.

A l'évidence, les membres de notre Association comprennent et respectent la clause de conscience qui pourrait leur être éventuellement opposée. Toutefois, ils adjurent les soignants, qu'ils partagent ou non leur sentiment, de les écouter, de les aider et donc de respecter leur volonté de « mourir dans la dignité ».

En ma qualité de président de l'A.D.M.D., je me devais de vous rappeler les buts et l'action de notre Association, encouragée par les exemples législatifs, notamment des Pays-Bas et de la plupart des États des U.S.A.

Veillez agréer, Docteur, l'assurance de ma considération distinguée.

Henri CAILLAVET

*président de l'A.D.M.D.,
membre honoraire du Parlement,
ancien ministre.*

Pour tous renseignements : **ASSOCIATION POUR LE DROIT
DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ - A.D.M.D.**

103, rue La Fayette, 75010 Paris - Tél. : 42-85-12-22

هكذا من الأمل

Société

JUSTICE

Au tribunal de Paris

M. Jean-Maurice Demarquet est condamné pour injures envers M. Jean-Marie Le Pen

Prévenu du délit d'injure publique envers M. Jean-Marie Le Pen, M. Jean-Maurice Demarquet a été condamné, mardi 13 janvier, à 2 000 francs d'amende et à payer, en outre, au président du Front national, partie civile, 3 000 francs de dommages-intérêts. Ce jugement, rendu par la dix-septième chambre du tribunal de Paris sous la présidence de M. Jacqueline Clavery, avait pour origine un propos tenu le 17 octobre 1985 à l'émission d'Europe 1, « Parlons vrai », produite et animée par M. Gérard Carreyrou, lui-même poursuivi comme auteur principal, l'interview n'ayant pas été diffusée en direct, mais enregistrée la veille, après que M. Jean-Marie Le Pen eut été lui-même l'invité de « L'heure de vérité » à Antenne 2.

C'est dans ces conditions que M. Demarquet, à qui M. Carreyrou demandait les raisons de sa rupture avec M. Le Pen, et cela au lendemain d'accusations portées par l'ancien ami du président du Front national contre ce dernier à propos de la mort, en 1976, de Hubert Lambert, avait répondu : « Je n'ai jamais pu faire allégeance publique à ce gros tas de merde ».

M. Demarquet, défendu par M. Albert Vigon, avait, pour justifier son propos, fait valoir que l'emploi d'une expression comme « tas de merde » est aujourd'hui chose banale, mais il plaide surtout qu'il ne faisait, en disant cela, que répondre à M. Le Pen, qui, lui-même, à « L'heure de vérité », l'avait qualifié de « vieux chien galeux plein de puces ».

Le tribunal a écarté ces subtils arguments : « L'expression « gros tas de merde » appliquée à la personne de Jean-Marie Le Pen, déclare-t-il d'abord, vise à le dénigrer. Il est considéré comme un être méprisable. Il est rabaisé publiquement. » Ensuite, le tribunal répond que l'injure ainsi proférée « ne peut être confondue avec l'exercice d'un droit de réponse ». De plus, en invoquant seulement à l'audience l'excuse de la provocation, M. Demarquet et son avocat n'ont pas permis au tribunal d'en contrôler la réalité.

« Sans doute s'est-il affirmé que M. Le Pen avait lui-même tenu envers M. Demarquet des propos outrageants, mais cette affirmation, ajoute le jugement, n'est assortie d'aucune preuve. Or l'affaire ayant donné lieu à une instruction ouverte dès le 14 octobre 1985, la défense disposait d'un laps de temps suffisant pour démontrer cette excuse absolue dont elle a fait état seulement à l'audience. »

On notera que M. Carreyrou est, lui aussi, déclaré coupable en tant qu'auteur principal et condamné aux mêmes peines que M. Demarquet. L'émission ayant été enregistrée et non diffusée en direct, pour le tribunal le journaliste est donc « à l'origine d'un élément essentiel de l'infraction : la publicité ».

M. Le Pen obtient en outre l'insertion de ce jugement, aux frais des condamnés, dans deux journaux de son choix, le coût de chacune de ces insertions ne devant toutefois pas dépasser 15 000 francs.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

SPORTS

Le rallye Paris-Alger-Dakar

Cafard dans le désert

NIAMEY
de notre envoyé spécial

La treizième étape du rallye Paris-Dakar course mardi 13 janvier entre Tahoua et Niamey (Niger) a été remportée par le Peugeot 205 de Zannussi, devant ses compagnons d'écurie Mehta et Vatanen. Au classement général, le pilote finlandais conserve la première place devant Patrick Zaniroli sur Range-Rover. Chez les motards, l'étape est revenue à l'italien Fico (Yamaha). Au général, Neveu reste en tête devant Aurio et Rahier.

La ramure a commencé à se répandre lundi soir dans le campement installé près de l'aéroport de Tahoua. Des bruits rapportés par le pilote d'un avion sanitaire de retour de Paris ou encore retransmis par des stations de radio européennes que les plus bricoleurs parviennent à capter. Et immédiatement, les conversations s'organisent autour de cette angoissante question : la baisse des températures en France.

Les conducteurs de camion évoluent docilement les méfaits de la paraffine dans le gas-oil. Des motards comparent les différentes façons de rouler sur la « neige fraîche ». Plus modestement, des concurrents s'inquiètent pour leurs plantes vertes demeurées « sans assistance » à Paris.

En attendant la Mauritanie

Etonnant rallye. Alors que les mouvements sociaux et leur cortège de perturbations des semaines passées ont glissé sans bruit sur la course, voici qu'une offensive du général hiver provoque l'émotion. La fatigue après treize jours de chevauchées explique sans doute ce moment de déprime. Les participants assurent avoir reçu leur dose de soleil. Les rougeurs du ciel à la tombée de la nuit ne mobilisent plus les regards. Les défilés de Touaregs proposant dans la lumière aveuglante du milieu de journée colliers et poignards n'attirent plus l'attention.

Les concurrents roulent. Ils profitent des étapes assez faciles qui précèdent.

A Perpignan

Cathy est provisoirement confiée à sa mère

Cathy, onze ans, qui avait tenté de se suicider parce qu'il lui était impossible de vivre chez son père (le Monde du 1^{er} janvier), va rester chez sa mère mais ses parents seront à nouveau réunis, dans un mois, par le juge aux affaires matrimoniales (JAM) afin de redéfinir les droits de visite et d'hébergement. Ainsi en a décidé, mardi 13 janvier, M. René Bernetel, JAM à Perpignan.

Le magistrat a pu prendre connaissance, selon l'avocat de la mère, d'un rapport jugé des enfants. M. Bernetel, à qui Cathy a raconté que son père lui aurait fourni le médicament utilisé pour sa tentative de suicide et aurait participé à la rédaction de sa lettre d'adieu. Selon les avocats des deux parties, l'objectif de M. Bernetel est de rétablir un climat de calme, indispensable à l'équilibre de la fillette.

Les parents ont été reçus pendant près de trois heures par le juge, mardi. A l'issue de cet entretien ils ont posé l'un à côté de l'autre pour les photographes, déclarant qu'ils s'efforceraient, quoi qu'il arrive, de respecter la décision de la justice. Les droits de visite du père ont été suspendus pendant un mois.

Et Cathy ? « Si les parents sont d'accord pour accepter la décision du juge, répondent les avocats, on peut faire le pari qu'elle s'y pliera. Il n'est plus question de surenchère, de comité de soutien, de déclarations à l'emporte-pièce. »

● Lutte anti-drogue sous les paniers américains. — Mitchell Wiggins et Lewis Lloyd, deux joueurs de l'équipe professionnelle des Houston Rockets, finaliste du dernier championnat de la National Basketball Association (NBA), ont été suspendus, mardi 13 janvier, pour une durée indéterminée pour usage de cocaïne. Les deux joueurs, qui ne pourront pas demander leur réintégration avant deux ans, ont accepté de suivre une cure de désintoxication financée par la NBA.

SERGE BOLLOCH.

EN BREF

● BASKET-BALL : coupes d'Europe. — Battus de 15 points au match à Villeneuve à Paris, mardi 13 janvier, sa revanche sur Badalone (Espagne) en gagnant par 105 à 88 grâce à un panier de Vincent Collet marqué à l'ultime seconde depuis le centre du terrain. Les Villeneuve conservent ainsi un espoir de qualification pour les demi-finales de la Coupe des vainqueurs de Coupes. En Coupe Korac, Limoges a poursuivi son parcours sans faute en obtenant à Leningrad sa quatrième victoire consécutive en poule de quart de finale (84 à 71).

● VOILE : Coupe de l'America. — Dans la deuxième régate de la finale des challengers, New Zealand a de nouveau été battu, mercredi 14 janvier, de 1 min. 36 sec. par le voilier américain Stars and Stripes, qui mène donc par deux à zéro.

Dans la première régate de la finale des défenses australiens de la Coupe de l'America, Kookaburra III a battu Australia IV de 29 secondes.



Que ce soit

Luxembourg
NEW YORK

Luxembourg
WASHINGTON

Luxembourg
CHICAGO

Luxembourg
DETROIT

Prix aller-retour
2590 F

seulement.

Tarif PEX 14/90 jours
Achetez maintenant SNCF compris
sur réséa agréé.

C'est un tarif
ICELANDAIR

bien sûr!

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages.

Dans les Alpes-Maritimes

Les avatars du permis de construire

NICE
de notre correspondant régional

Falcion, un village perché des environs de Nice (1 085 habitants), est le théâtre depuis le lundi 12 janvier d'une grève de la faim observée par deux pères de famille pour refus de permis de construire. Les contestataires, un inspecteur des télécommunications, M. Michel Poupert, cinquante-deux ans, et un antiquaire, M. Raymond Garn, quarante ans, voulaient bâtir l'un et l'autre une maison individuelle sur le territoire de la commune.

Le premier avait acheté un terrain avec un certificat d'urbanisme en novembre 1983. Il avait déposé un an plus tard une demande de permis qui avait reçu un avis favorable du préfet des Alpes-Maritimes, mais que le maire, sans étiquette, de Falcion, M. Jean Ravassa, avait néanmoins rejeté pour cause de viabilité insuffisante. M. Poupert s'était alors adressé au tribunal administratif, puis au médiateur, qui lui avaient donné raison. Sans faire fléchir pour autant M. Ravassa...

Le second a connu des désagréments semblables : sa parcelle était primitivement constructible, mais des règles contraires lui avaient été appliquées après l'annulation inopérée du POS (plan d'occupation des sols). Bien que sa demande de permis ait reçu un avis favorable de la commission municipale d'urbanisme et que le maire se soit engagé personnellement à aplanir les difficultés, il n'a pas été autorisé à construire sa villa.

Le président du conseil général des Alpes-Maritimes, M. Jacques Médéan, député RPR et maire de Nice, a tenté, sans succès, une médiation auprès du maire de Falcion. Celui-ci serait prêt à faire bénéficier M. Poupert d'un permis tacite, mais il reproche à M. Garn d'avoir dévoilé leur accord...

Un comité de soutien s'est constitué dans le village en faveur des deux pères de famille qui se sont installés provisoirement dans une caravane, face à la mairie. Sur leur abri, une banderole : « Monsieur le maire de Falcion, n'attendez pas qu'il soit trop tard... »

GUY PORTE.

LE MONDE diplomatique

Janvier 1987

ÉDITORIAL TIERS-MONDE

FAUT-IL AIDER L'ÉTHIOPIE ?

L'aide humanitaire à l'Éthiopie est fortement contestée. La réalité de la dictature des camps, de la « villagisation » forcée et des déportations de paysans est certes suffisamment établie. Mais peut-on ignorer les victimes ? Entre la désertion et la collaboration, la voie est étroite.

PHILIPPINES

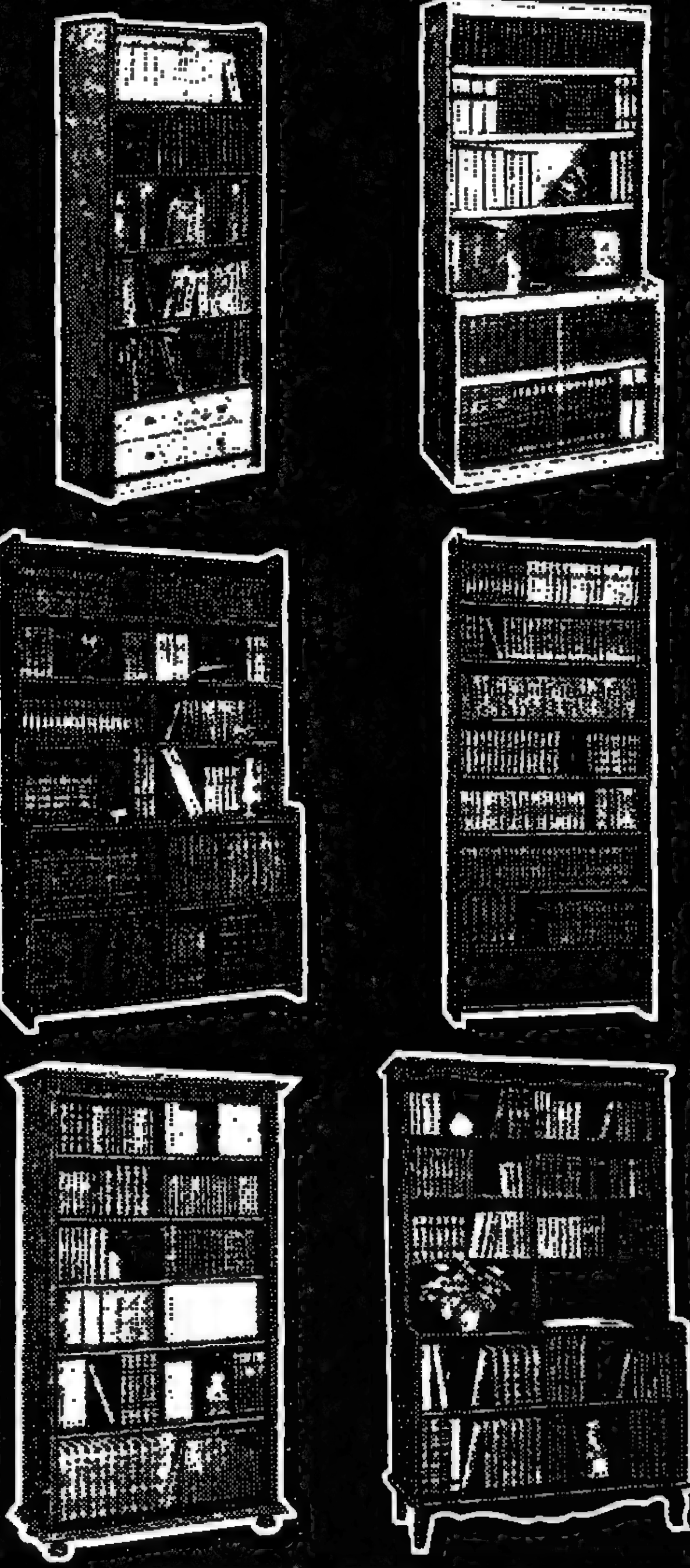
L'effort de reconstruction à l'épreuve des faits

Dans un pays saigné par la précédente dictature, M. Aquino doit résoudre de graves problèmes économiques. Mais aussi entamer de délicates négociations avec la guérilla communiste dont les exigences radicales de réforme agraire et de justice sociale risquent de se révéler difficiles à satisfaire.

En vente chez votre marchand de journaux

La maison des
BIBLIOTHEQUES
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • VIENNE
61, RUE FROIDEVAUX
75014 PARIS

Le plus grand choix
de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,



SANS AUCUNE
FIXATION MURALE,
DONC
DÉMONTABLES
ET DÉMÉNAGEABLES
A VOLONTÉ.

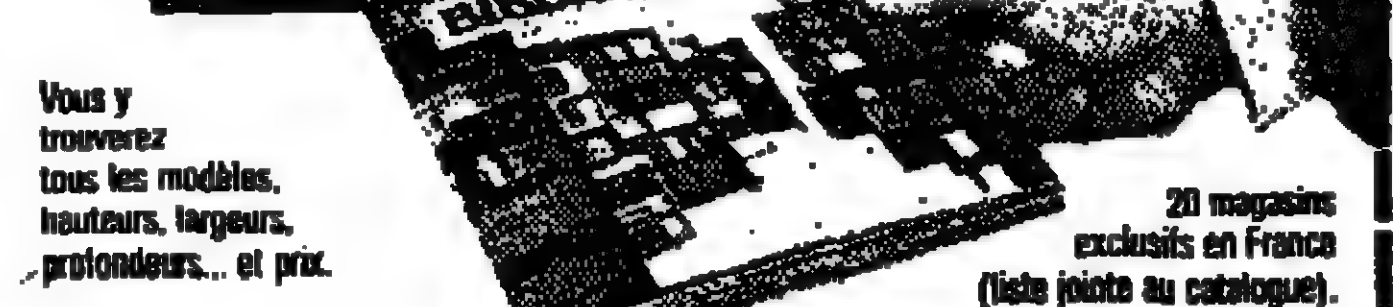
pour former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



12 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT



Vous y
trouverez
tous les modèles,
hauteurs, largeurs,
profondeurs... et prix.

20 magazines
exclusifs en France
(liste jointe au catalogue).

NOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
OU PAR ☎ 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

Société

La vague de froid

Paris aux abris

La lutte contre le froid s'organise dans la capitale. Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, vient d'annoncer l'ouverture aux sans-abri d'une dizaine d'églises. Outre les deux stations de métro ouvertes la nuit (Mabillon et Sentier), qui n'ont accueilli la nuit dernière que cinq personnes, la RATP va mettre à la disposition de l'Armée du salut un local souterrain à la porte d'Italie. A l'occasion d'une visite au centre de l'Armée du salut de l'hôpital Lariboisière, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales, a indiqué que des crédits seraient débloqués « au fur et à mesure des besoins et en fonction des projets présentés ».

M. Jean Chérioux (RPR), adjoint au maire de Paris, chargé des affaires sociales, a présenté, mardi 13 janvier, le dispositif mis en place par la Ville pour secourir les plus démunis, alors que le froid ne désemble pas. Une réunion a eu lieu le même jour à l'Hôtel de Ville avec les représentants des principales associations (Secours catholique, Armée du salut, Emmaüs, notamment) pour coordonner les actions contre le froid. L'Assistance publique a passé une convention avec l'Armée du salut pour ouvrir un certain nombre de lits dans les hôpitaux Lariboisière (210 lits), Emile-Roux (160 lits) et Claude-Bernard (90 lits).

La Ville a également négocié pour que des jeunes en stage de formation ou embauchés récemment soient acceptés dans les restaurants universitaires. Des tickets-restaurants seront distribués à ces jeunes après un entretien dans les sections du bureau d'aide sociale de la Ville.

ouvert dans chaque mairie d'arrondissement. Toute personne en difficulté peut se présenter à ces sections pour être dirigée vers un foyer. Trois emplacements, rue du Colonel-Pierre-avia (15^e), rue d'Aubervilliers (18^e), et Impasse des Jardinières (11^e), ont également été mis à la disposition des « restaurants du cœur ». M. Chérioux a rappelé d'autre part que la capacité d'accueil à Paris a été augmentée cette année de 500 places et passe ainsi de 4 500 à 5 000 lits. L'ajout au maire a indiqué, que dans la nuit du 12 au 13 janvier, 231 lits étaient restés vides — faute d'information — dans les services d'accueil de la capitale. Enfin, la mairie de Paris indique que des crédits ont été débloqués pour éviter les coupures de courant aux abonnés démunis qui ne peuvent régler leur facture d'électricité.

J. P.

Les rues du blanc manteau

Dix centimètres de neige sur la capitale et une température de -10°C ont suffi, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 janvier, à rendre opérants les moyens habituellement mis en œuvre pour dégager les rues de Paris. Pourtant, mardi soir dès 17 h 30, avant même que ne tombent les premiers flocons, les services de la Ville, qui surveillent en permanence les prévisions météorologiques, déclenchaient leur plan d'intervention : trente véhicules spéciaux commencent à répandre du sel sur le périphérique, les boulevards des marchés et les voies sur berges. A 22 heures, toutes les grandes artères de la capitale, soit 300 kilomètres de rues et de boulevards, recevaient le même traitement.

Plus de 500 tonnes de sel ont été répandues. En vain. Il fait trop froid durant la nuit pour que s'opère la réaction chimique entraînant la fonte de la neige. « Nous comptons à présent sur le brassage du sel et de la neige par les pneus des voitures, sur le réchauffement du mélange sous l'effet des gaz d'échappement et du roulement, pour que la fonte commence, disent les ingénieurs de la Ville. Mais si le thermomètre ne remonte pas un peu, ce sera très difficile. Or, devant cette situation, nous sommes particulièrement désarmés. Bien entendu, nous avons mis en route des moyens mécaniques de déneigement, mais Paris n'est pas une station de montagne ».

La capitale, il est vrai, n'a pas le moindre chasse-neige. Qu'en ferait-elle en temps ordinaire ? On a donc mobilisé mercredi matin des engins de travaux publics, comme des niveleuses et des chargeurs, pour tenter de dégager les chaussées. Et l'on en revient à la pelle et à la brochette. Deux mille employés municipaux sont, depuis l'aube, dans les rues, comme autrefois.

Cette situation, rarissime à Paris, a presque totalement bloqué la circulation en de nombreux points de la capitale, notamment dans tous les

secteurs où les rues sont en pente. Plus question de grimper à Montmartre, à Belleville, sur la montagne Sainte-Geneviève ou sur la colline de Chaillot. La légère butte de la place d'Italie elle-même est devenue un obstacle quasi infranchissable. Les ambulances n'arrivent plus à passer. Quelques voitures de la PJ et de police-secours équipées de pneus-neige circulent, mais la majorité des véhicules de la police sont dans l'embarras. Les bus, en particulier, n'arrivent plus à redémarrer, ou bien se mettent en travers, obstruant ainsi les chaussées et créant des bouchons qui s'allongent sur des centaines de mètres. Seuls les pompiers restent opérationnels : produits anti-gel dans le gas-oil, moteurs prêts, pneus cloutés, leurs véhicules démontent en toutes circonstances et passent. Mercredi matin, ils sont intervenus quarante-deux fois sur la butte Montmartre et deux mille fois dans tout Paris.

Dans la matinée, à la RATP, ce ne sont plus les trois dernières lignes partiellement en grève (le 27, Saint-Lazare-Porte de Vitry, le 20, Saint-Lazare-Gare de Lyon, et le 83, Place d'Italie-Levallois) qui demeurent du souci, mais l'ensemble du réseau. Là aussi, le plan neige a été déclenché. Première consigne aux conducteurs : « Rouler un œuf sous le pied ». Résultat : on avance au pas, quand on avance, et il faut deux à trois fois plus de temps que d'habitude pour parcourir un itinéraire. Malgré leurs deux essieux moteurs, les bus articulés sont particulièrement sensibles au risque de dérapage.

Deuxième instruction : « Partout où il y a de la pente, faire un crochet ou couper la ligne en deux tronçons de part et d'autre de la butte à escalader ». On imagine les désordres qui en ont résulté.

Le métro lui-même a été affecté par la chute de neige. Dès mardi soir, des courts-circuits se produisaient sur la ligne aérienne, notamment sur la ligne 2, Nation-Dauphine. « Si la situation météo ne s'améliore pas, des retards sont à prévoir sur toutes les lignes qui passent à l'air libre », dit-on à la RATP. Même difficulté pour la RER : la ligne A (Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Leger) a dû être stoppée une demi-heure mercredi matin pour débloquer un signalement gélif. D'autres perturbations sont à prévoir un peu partout.

MARC AMBROISE-RENDU.

● M. Mitterrand reporte sa visite au plateau d'Albion. — M. François Mitterrand a reporté à une date non encore fixée la visite qu'il devait faire, le mardi 13 janvier, au groupement des missiles stratégiques du plateau d'Albion, en Haute-Provence, en raison du mauvais temps dans la région. Ce site militaire culminait à un millier de mètres d'altitude, et les chutes de neige rendaient difficiles les déplacements en hélicoptère.

● Dix mille cafés aux Parisiens. — L'opération « RTL vous réchauffe » a permis, le mardi 13 janvier, d'offrir du café chaud à dix mille Parisiens ainsi qu'à des habitants de Lille, de Grenoble, de Toulon, de Cannes et de Perpignan. Mercredi, l'opération devait s'étendre à Rouen, à Rennes, à Lyon, à Nancy, à Tours et à Coen.

La France sous la neige

Toute la France disparaissait sous la neige, mercredi matin 14 janvier. Une neige très fine qui s'accumulait sur le sol froid, obligeant les rares automobilistes à rouler très prudemment, et qui étouffait les bruits. Une France blanche et silencieuse...

Ces chutes de neige ne sont pas extraordinaires. Après tout, nous sommes en janvier. Selon les statistiques tenues par la Météorologie nationale, les quelques 130 stations y figurant ont toutes reçu de la neige en janvier pendant la période 1951-1980. Certes, il s'agit de moyennes calculées pour cette décennie. Mais même la Midi n'ignore pas la neige : en dix ans, la moyenne du nombre de jours de chute pour le mois de janvier est de 3 à Montélimar, 0,9 à Nice et 0,6 à Ajaccio. Elle est de 1 à Ouessant, 3 à Bordeaux, 4 à Rennes, 5 à Paris-Montsouris, 10 à Langres, Mulhouse et Grenoble, 11 à Belfort et Bourg-Saint-Maurice, 14 au Puy-de-Dôme, etc.

Prière consolation : la neige peut tomber beaucoup plus tôt dans la saison. La date de la première couche de neige est parfois très précoce : 18 novembre 1952 à Paris-Montsouris, Deauville, Nevers ; 16 novembre 1952 à Dijon ; 30 octobre 1941 à Saint-Etienne et même 8 décembre 1945 à Toulon.

La France n'est pas la seule sous la neige. Les flocons tombent sur une bonne partie de l'Europe. Le 13 janvier, la neige à Amsterdam, à Edimbourg, à Dublin, à Genève, à Moscou, à Zurich, et même à Milan et à

Venise. Et, toujours, les données météorologiques « n'étaient pas disponibles » à Bucarest...

De 9 à 35 centimètres

La neige qui tombe depuis le 13 janvier sur toute la France (sauf sur le littoral méditerranéen où il pleut et vente beaucoup) devrait continuer le 15 et s'atténuer le 16 : le temps du 17 et du 18 devenant de plus en plus clair, le rayonnement renvoyé vers le ciel par la couverture blanche fera alors baisser les températures.

A 7 heures ce 14 janvier, il y avait déjà 35 centimètres de neige à Landivisiau, 19 à Limoges, 18 à Cherbourg, 14 à Brest, 11 à Bordeaux, 10 à Orléans et à Paris.

Ces chutes de neige s'expliquent par l'arrivée, par le sud, d'un air moins froid qui est entré en conflit avec la masse d'air très froid présente sur la France. Comme toujours lorsque deux masses d'air de température différentes entrent en contact, il se produit un déséquilibre qui provoque des mouvements ascendants. L'air, quelle que soit sa température initiale, se détend en montant et donc se refroidit encore. Or plus l'air est froid, plus la quantité de vapeur d'eau qu'il peut contenir sans être saturée diminue. Il y a condensation de la vapeur d'eau excédentaire sous forme de cristaux de glace, qui tombent. Ce phénomène se produit par toutes températures.

Y. R.

M. Mitterrand demande à l'armée d'aider les Français en détresse

M. François Mitterrand a reçu, mercredi 14 janvier au terme du conseil des ministres, M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la Défense. Après cet entretien consacré à la manière dont l'armée peut prendre en charge les Français les plus déshérités touchés par le froid, le chef de l'Etat a fait diffuser la déclaration suivante :

« La brutalement de l'hiver nous conduit à faire plus fortement encore appel à la solidarité de la nation à l'égard des plus déshérités et notamment des sans-abri. Certes, beaucoup d'efforts sont déjà faits partout en France et ont

permis de régler bien des difficultés. Mais l'aggravation de la situation commandée aux autorités publiques et privées — Etat, collectivités territoriales mais aussi associations — et à chacun d'entre nous d'aller plus loin encore. Je demande à nos armées de participer directement et activement aux actions collectives d'hébergement et d'alimentation de nos compatriotes en situation de détresse ».

M. Jacques Chirac, pour sa part a demandé que soient mis à la disposition des services de voirie quelques effectifs militaires afin d'aider au déneigement.

De nombreux morts en Europe

L'Europe compte ses morts, victimes d'une des plus rudes vagues de froid des vingt-cinq dernières années. En Pologne, soixante-dix morts, à cause pour la plupart de chauffages défectueux, pour la seule journée du lundi 12 janvier, rapporte l'agence PAP. En Hongrie, où le thermomètre est descendu à -29 °C, des dormeurs à la belle étoile ont été tués dans leur sommeil. Dix morts en Suède, douze en Grande-Bretagne, quinze en Turquie, la liste ne cesse de s'allonger des victimes directes ou indirectes de froid et de la neige.

En France, c'est la neige qui, mercredi 14 janvier, provoquait une quasi-paralysie dans la plupart des régions, notamment Rhône-Alpes et le Sud-Ouest. Des centaines de poids lourds, hier immobilisés par la viscosité du pavé gélif, sont maintenant bloqués par les congères et les carambolages. Dans le Gard, quel que cent cinquante camions sont restés bloqués la journée de mardi près de Bellegarde, à la suite d'un accident de poids lourds consécutif à une grève des services de l'équipement. A Bidache (Pyrénées-Atlantiques), un homme de vingt-huit ans et sa fille de six ans ont été fauchés par le trottoir par un car qui a dérapé sur le verglas.

Dans la ZUP de Bellevue, près de Nantes, vingt-cinq mille habitants, depuis lundi soir, sont privés d'électricité après l'incendie d'une

armoire électrique de la chaufferie du quartier. Aient le collège Paul-Faillade de Serran (Seine-Saint-Denis), où l'on ne compte plus les trous dans les parois préfabriquées et les vitres remplacées par du contreplaqué, il fait si froid dans certaines classes que les parents ont gardé les enfants chez eux et ont décidé d'occuper les lieux en signe de protestation. Dans le Pas-de-Calais, un ouvrier a été tué par l'explosion d'une canalisation d'acide qui tentait de dégeler au chalumeau, et quatre autres ont été brûlés en voulant réchauffer le tuyauterie d'un camion. Deux ouvriers du chantier du tunnel sous la Manche se sont asphyxiés avec un chauffage au gaz. L'un est mort et l'autre toujours dans le coma.

Mais ce sont encore vagabonds et clochards qui paient le plus lourd tribut au froid : un homme de cinquante-quatre ans retrouvé mort en Vendée après avoir dormi à la belle étoile par -12°C ; un autre retrouvé carbonisé dans une grange à Bures-sur-Yvette (Essonne) ; un troisième, cinquante-cinq ans, asphyxié dans sa caravane près de Perpignan ; un vagabond de quarante ans découvert gélif dans un chantier à Saint-Jean-de-Loise (Côte-d'Or). La liste des victimes risque de s'allonger avec la persistance des intempéries et malgré les places encore disponibles dans les centres d'hébergement.

l'officiel
spécial
sur
MINITEL

CHAQUE MERCREDI 14 JOURS DE CONCERTS CLASSIQUES !
Un accès facile, des listes et sélections multiples
(par salle, jour, compositeur, interprète, instrument...)
Et aussi, bien sûr, les THEATRES, CINEMAS, EXPOSITIONS, MUSEES

MINITEL
36-15
Coté OFFI

EDUCATION

La contre-offensive de M. Monory

- 1 500 postes nouveaux pour la rentrée
- Trois directions changent de titulaires

Une contre-offensive politique vient d'être déclenchée au ministère de l'Éducation nationale, où les revers de l'automne dans les universités et les lycées ont laissé un souvenir amer. Pour redorer un blason terni par son engagement en première ligne dans la crise universitaire, M. Monory a décidé de frapper du poing sur la table, comme il aime à le faire dans les moments difficiles.

Premier « coup » : à peine sorti d'une réunion interministérielle, il annonce mardi soir à la télévision qu'il a obtenu la création de mille cinq cents postes d'enseignants supplémentaires pour la rentrée 1987. Seconde étape : le conseil des ministres du mercredi 14 janvier doit entériner le départ de trois directeurs importants du ministère, dont le point commun est d'avoir été nommés sous la gauche.

Dans le contexte budgétaire actuel, la création de mille postes pour les lycées, de cent pour créer des BTS dans les établissements privés et de quatre cents pour les écoles primaires publiques n'est pas une mince affaire et M. Monory a dû mettre tout son poids — et peut-être son portefeuille — dans la balance. L'automne chaud et la pression qui monte actuellement chez les syndicats d'enseignants pesaient dans le même sens. Il s'agit à l'évidence de couper l'herbe sous le pied de la FEN qui doit annoncer jeudi un semaine d'action contre l'insécurité avec grève dans l'éducation nationale pour la fin janvier.

En réalité, la bouffée d'oxygène accordée à l'enseignement public en prévision d'une rentrée difficile a une portée limitée. La création de mille postes dans les lycées (en plus des quatre mille deux cents quarante déjà prévus au budget 1987) découle de l'abandon en décembre de la réforme préparée par le cabinet de M. Monory et qui prévoyait de substantielles économies grâce à un allègement des horaires. Les mille postes constituent donc le prix à payer pour la « capitulation » devant les lycéens et il est logique que le gouvernement le supporte.

Quant aux quatre cents postes pour les écoles, ils sont loin de compenser les mille deux cents suppressions prévues alors qu'on prévoit l'arrivée de douze mille enfants supplémentaires dans l'enseignement élémentaire à la rentrée 1987. Le ministre a aussi tenté de désamorcer l'autre conflit en cours avec les instituteurs, celui du statut de « maîtres directeurs » qui est à l'origine de grèves dures à Paris (le Monde du 14 janvier), d'une campagne de

pétitions et d'un appel à la grève fin janvier du SNI-PÉC et d'un mot d'ordre de grève du SGEN-CFDT de Paris dès mardi.

M. Monory a fait preuve de fermeté en affirmant qu'il allait publier le décret combattu par les syndicats, mais il aura bien du mal à convaincre les parents d'élèves gênés par la grève que le renforcement de l'autorité du directeur d'école les concerne directement.

Un remaniement politique

Dans sa stratégie de reconquête du terrain perdu, le ministre de l'Éducation nationale a joué une autre carte : en limogeant trois des six directeurs nommés par la gauche et toujours en poste dans son administration, il entend tourner la page de l'après 16 mars et satisfaire ceux qui, à droite, lui avaient reproché de faire preuve de mansuétude. M. Yves Robert, conseiller technique au cabinet de M. Alain Savary dès juin 1981, puis directeur des personnels enseignants depuis 1983, M. Jacky Simon, directeur de l'organisation et des personnels administratifs, ouvriers et de service depuis 1982, et M. Bernard Cerquignini, nommé directeur des écoles par M. Jean-Pierre Chevènement en janvier 1985 font donc les frais de ce remaniement interne à forte tonalité politique.

Le calme presque total qui entourait leur secteur (le statut des « maîtres directeurs » est traité par une direction spécifique créée par M. Monory) et la loyauté dont ils avaient fait preuve depuis l'alternance expliquaient leur maintien — ce qui exclut aujourd'hui toute explication technique à leur départ.

Leurs successeurs attendus sont respectivement M. Louis Baladier (ancien membre du cabinet de M. Monory nommé en octobre dernier vice-recteur de Paris) pour la direction des écoles ; M. Yves Medina, ancien directeur financier de l'AIPA (directeur des personnels administratifs), et M. Paul Muller, inspecteur d'académie dans le Haut-Rhin (directeur des personnels enseignants). Ils auront à reprendre pratiquement à zéro les discussions avec les syndicats, ce qui risque de reporter à plusieurs mois les décisions à prendre dans ces secteurs.

M. Monory gagnera ainsi du temps mais, en donnant l'impression d'un coup de balai politique, il risque de perdre du terrain sur la voie du consensus qu'il doit rechercher.

PHILIPPE BERNARD.

Les suites du mouvement étudiant

« On s'en souviendra en 88 »

Quelques semaines seulement après la victoire des étudiants et des lycéens contre les projets universitaires et scolaires du gouvernement, les grandes manœuvres se multiplient pour tenter de prolonger la dynamique du mouvement de novembre-décembre. Après les propositions des syndicats étudiants (le Monde des 6 et 9 janvier), deux nouvelles initiatives sont lancées cette semaine.

La première se situe clairement sur le terrain universitaire. Les 16 et 17 janvier se tiendra en effet à la Sorbonne un colloque important sur « L'avenir de l'Université ». Organisé par Matière grise, un collectif qui entend coordonner les travaux des comités de réflexion constitués dans de nombreuses universités pendant les grèves de l'automne et dans lequel des militants communistes jouent un rôle influent, ce colloque a une double ambition : dresser un bilan exhaustif des problèmes qui se posent aujourd'hui à l'enseignement supérieur (organisation et structure, financement, pédagogie, recherche, orientation et sanctions des commissions, conditions de vie des étudiants...) et réaliser une première synthèse des propositions élaborées par les comités de réflexion dans les universités.

Assurée de la participation de personnalités variées, comme MM. Daniel Cohn-Bendit, Jacques Derrida, Claude Poir, ancien directeur des lycées, ou Antoine Prost, cette manifestation s'inscrit explicitement dans le cadre de la préparation des États généraux prévus pour mars prochain.

« Plus jamais ça »

La seconde initiative émane de plusieurs membres de la coordination nationale de décembre dernier. Ils ont annoncé, le 14 janvier, le lancement d'une nouvelle association qui a pris pour titre le slogan des

manifestations qui ont suivi la mort de Malik Oussekine : « Plus jamais ça ». Mais ils y associent un autre slogan des étudiants : « On s'en souviendra en 88 ».

Comme le dit sans ambiguïté Philippe Campinchi, l'un des principaux animateurs : « Il était nécessaire de remplir le vide politique », qui a été très sensible dans les universités après l'arrêt de la grève. « Le travail sur l'avenir de l'Université, c'est bien et c'est le rôle des syndicats et des comités de réflexion. Mais il faut aller plus loin, essayer d'élargir la dynamique à l'ensemble des problèmes de société qui touchent la jeunesse » : Université, code de la nationalité, chômage, prisons privées, toxicomanie, etc.

L'ambition de Plus jamais ça est donc de constituer un « mouvement de masse » de la jeunesse scolarisée ou salariée et de multiplier les comités locaux, les campagnes et les débats pour « combattre cette droite extrême qui professe l'anathème, l'élitisme et l'exclusion ».

Première échéance : transformer le 3 mars prochain, jour de Mardi gras, en une grande journée d'initiatives dans toute la France sur le thème : « 1989-1987 le SIDA mental à deux cents ans ». Mais l'échéance transparente que se fixent ces étudiants socialistes en proches du PS est bien celle des élections présidentielles de 1988.

GÉRARD COURTOIS.

RELIGION

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la visite du Vatican d'évêques français (le Monde du 14 janvier), il fallait lire qu'on aurait vainement — et pas vraiment — cherché des points d'incompréhension entre Rome et l'Eglise de France.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« La messe est finie », de Nanni Moretti

Béni soit le rire

Avec son cinquième long métrage, Nanni Moretti poursuit son analyse masochiste et désenchantée de la société italienne. Un comique d'implosion.

PAIX sur la terre aux hommes de bonne volonté ! Tu parles... Pas chez Nanni Moretti, qui porte avec une grande fierté que seule autorise la légimité le titre pesant d'unique espoir de relève d'un cinéma italien en coma dépassé. Tout le monde le dit, mais comme c'est vrai...

Interprète principal de ses films (Je suis un autarcique, *Ecce Bombo*, *Bianca...*), Moretti poursuit donc dans son cinquième long métrage *La messe est finie* (Ours d'Argent au Festival de Berlin 1986) une analyse masochiste de la société de son pays.

Le voilà curé. Un petit curé tout noir dans son anachronisme soutane, bien persuadé que l'habit fait le moine. Le curé ensoléillé, Don Giulio quitte l'île pieuse où il exerçait son sacerdoce pour rejoindre Rome. Premières minutes lustrales. Giulio littéralement se jette à l'eau et d'un crawl vigoureux rejoint le continent.

Et sa paroisse. Elle est abandonnée. La prière précédente s'est mariée. Faut d'ouïes. Don Giulio va tenter de renouer avec ses amis, sa famille, va tenter d'être ce qu'on attend qu'il soit, secourable. Mais toutes ses tentatives charitables vont tourner court. Son paysage affectif rassemble davantage à un immeuble lézardé qu'à un palais quatre étoiles, son père quitte le domicile conjugal et espère un

enfant de sa jeune maîtresse, sa sœur enceinte ne veut ni du bébé ni de celui qui l'a fait, un de ses copains est en prison pour terrorisme, un autre, marié dans un chagrin d'amour, perd la tête. Un troisième vend des bouquins et sa vertu aux voyous. Sa mère enfin se suicide...

C'est l'Italie des années 80, où la pagaille morne des sentiments a remplacé le désordre tonique des espérances.

Don Giulio, Révérend Père Fiesco, dans tout ça se noie. Joue-t-il au ballon avec des petits garçons, il s'écale de tout son long, et reste à terre comme un pauvre corbeau noir tandis que les méchants moineaux s'envolent, indifférents, sans le voir. (Scène poignante, du Chaplin sec). Lui demande-t-on d'être témoin à décharge au procès de son ami « brigadiste » ? Il l'accable.

Ni croyant ni iconoclaste, ne pouvant ni rejouer ni offusquer la hiérarchie catholique, Nanni Moretti va son chemin de croix, de plus en plus seul, de plus en plus impuissant à ressembler à un berger, lui qui se sent le mouton le plus abandonné (le plus enragé ?) du troupeau. A la fin, Don Giulio a tout de même réussi à remplir son église. Mais c'est pour annoncer à ses fidèles qu'il va les quitter, s'en aller au bout du monde, là où le vent rend fou... Une fois de plus, on ne l'écoute pas, entre les traveses, les paroissiens se sont mis à danser. Une valse triste, et cocasse. La messe est finie...

La critique a déjà comparé Moretti à Woody Allen et à Jerry Lewis. Il est assez costaud pour résister à ces écrasants parallèles. Car c'est vrai qu'il est

drôle, très drôle. Mais le rire qu'il provoque est accidentel, décalé, incongru. Il déferle en bouffées, à contre-pied, à contretemps. Nanni Moretti pratique un art très rare, le comique d'implosion.

Son omniprésence à l'écran pourrait être irritante, mais Nanni Moretti a ceci de passion-



Nanni Moretti dans le rôle de Don Giulio.

nant : il s'aime mais ne se plaît pas. En cela, il nous ressemble, et ses faibles égocentriques débouchent ainsi en douceur sur l'universel. Pour nous aussi, d'échecs acceptés en rêves inassouvis, beaucoup de messes sont finies.

D. H.

Nanni Moretti : je suis toujours un autarcique

NHÉSITEZ pas à dire à Nanni Moretti tout le bien que vous pensez de lui. Il n'ébauchera même pas un geste de modestie, fût-elle fausse. Très grand, toujours entre deux barbes, les gestes déliés du joueur de water-polo (qu'il est), la voix de velours râpeux de crooner italien, il a le calme trompeur de ses films, avec aussi de soudaines

fond, pensait que mes films étaient incurablement italiens. Avant, en commençant, c'est vrai, j'ai réalisé un film tout à fait « local » : « Je suis un autarcique » (on pourrait dire que je le suis toujours...), puis il y a eu *Ecce Bombo* et *Sogni d'oro*, qui a eu un prix à Venise. On continuait cependant à m'accuser gentiment de ne donner que des films à usage domestique, beaucoup trop italiens, et même trop romains, et même trop du quartier nord de Rome, et même trop de la place Mazzini, qui se trouve au nord du quartier nord de Rome... C'est dire si l'Ours d'argent à Berlin a surpris.

« La messe est finie » m'a donc fait franchir une marche sur l'escalier de la notoriété internationale, et le film a eu un autre avantage, c'est de dissiper le malentendu qui s'était instauré dans mon propre pays avec *Sogni d'oro*. J'y incarnais un metteur en scène. Aussitôt, on a évoqué sur des tons divers la filiation avec le Fellini de *Huit et demi*, le Truffaut de *La nuit américaine*, ou avec Woody Allen. Confrontations tout à fait exorbitantes pour moi, qui avais plutôt pris pour modèle le Jerry Lewis du *Docteur Jekyll et Mister Love*. D'autre part, dans *Sogni d'oro*, le metteur en scène que je présentais était odieux, inégal, violent, présomptueux. Il n'aurait pas de guêler : « Je suis le plus grand, je suis le meilleur... » Et le petit milieu romain du cinéma et de la télévision n'a pas manqué d'affirmer que le personnage et moi ne faisions qu'un. Il est pourtant clair que si j'avais besoin de passer à travers un personnage pour me persuader que je ne suis pas

mauvais, ce n'est pas présomptueux que je serais, mais stupide.

« On dit que je représente à moi tout seul la relève du cinéma italien ? Non, non, il y en a d'autres... Enfin, il se pourrait qu'il y en eût quelques autres (rites). Del Monte, Amelio... Je ne suis pas en tout cas très représentatif de l'industrie cinématographique, je ne suis que la preuve vivante qu'il est possible aujourd'hui en Italie de faire des films personnels et que ces films trouvent un public.

« C'est vrai que sur le plan de la distribution, de la production, de l'exploitation — je ne parle pas des personnes physiques, mais du climat général — le cinéma italien donne de lui aujourd'hui une image funèbre, une image de mort. Les professionnels ne sont plus ni des artistes ni des commerçants, ils ne croient en l'avenir du cinéma ni comme moyen d'expression ni comme industrie. Résultat : les films d'auteur sont rares et les films commerciaux sont nuls. Au début de ma carrière, j'ai été mis dans le panier des « nouveaux comiques » nés de la télévision, étiquette commode et réductrice. Je me suis rebellé, isolé. C'est peut-être cet isolement, que j'ai choisi, qui me donne ce statut un peu unique...

« C'est vrai aussi que je me sens très indépendant économiquement. J'ai commencé avec le super-8. Si la nécessité s'en fait sentir, j'y retournerai. S'il est exact que *Bianca* a été produit par Silvio Berlusconi ? Tout à fait exact. Quelle importance ? Pour moi, c'était un alibi. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

L'Europe à Milan

Ils sont tous polyglottes

Pendant que Paris accueille un spectacle de Strehler, son théâtre accueille Marguerite Duras en italien, Bruno Ganz en allemand, la prochaine création à Gémier était à Milan où Bob Wilson monte *Salomé* à la Scala.

Le dimanche à Milan, c'est le jour du vision. Il accompagne les conversations feutrées des salons de thé, sous les galeries du Dôme. Il se multiplie en matinée au Piccolo Teatro — la petite salle historique, dans laquelle le Stabile di Gênes présente *Suzanne Andler* de Marguerite Duras, une histoire — adaptée par Natalia Ginzburg — à quatre personnages : la femme, l'assaut, l'amie, le mari, histoire de demi-vérités et de vrais mensonges « qui étouffent, dit-elle, l'amour ». Mais ce n'est pas sa meilleure pièce, et le metteur en scène n'a pas su tirer grand-chose du tempérament d'Andrea Jonasson — Suzanne Andler. En revanche, au Studio du Piccolo, là où va s'installer l'école de Strehler et où il a joué *Elvire Jourvet* — pour le Théâtre de l'Europe, section italienne, — Bruno Ganz a donné deux représentations extraordinaires de *Prométhée* dans l'adaptation de Peter Handke et la mise en scène de Klaus Gruber.

Plus exactement, c'est une version réduite du spectacle, sans décor, avec Tina Engel, qui reprend le rôle de Io — créé par Angela Winkler — et prend — en partie — le texte du chœur. Il y a seulement elle et Bruno Ganz, torse nu, misérable et indomptable. Les chaînes qui l'enlèvent ne parviennent pas à retenir le mouvement de son esprit. Il souffre, il désespère et parfois crie sa colère. Ni très jeune ni éblouissant, le contraire d'un héros, Bruno Ganz, pendant un peu plus d'une heure,



Richard Strauss. Caricature d'Olaf Culmann publiée en 1934 à l'occasion de son centenaire.

polarise l'attention, oblige, en somme, à entendre les incantations sourdes et réperçues qui font de ce mythe, de ce symbole, ce fantasme de liberté, un être humain torturé, invincible.

Pendant les deux représentations, les spectateurs ont largement débordé les gradins, ont installé des coussins sur le plancher, sans que l'inconfort modère leur enthousiasme. La barrière de langage ne semble pas les gêner, à moins qu'ils ne soient tous polyglottes. Pendant deux soirs, le Teatro Litta a fait salle comble pour la création en français d'une pièce de Louis-Charles Sirjac, *les Désossés*, reprise à partir du 22 janvier à Gémier dans une mise en scène de Sophie Louchevsky, avec Anne Benoit, Ged Marlon, Christophe Odent, Malé Nahry. La production a été montée grâce à Patrice Martinet, directeur du Centre culturel français de Milan.

L'an dernier (le Monde du 27 décembre 1985), il travaillait avec Christian Rist, coproduisait *les Amoureux de Molière*. Sans le support magique du nom de Molière, son pari cette année est encore plus risqué. D'autant plus que la pièce est une construction verbale, comme une sorte de château de cartes en temps d'œil — en trompe-oreille plutôt, — une charpente d'illusions, une glissade des sens et des identités. C'est du pur absurde, pervers à souhait, et ambigu. C'est éblouissant et drôle, mais ça ne doit pas être facile si on ne sait pas assez le français pour saisir les mots pendant qu'ils sont dits, si on perd le rythme.

Les Milanais sont venus, également la grande presse, et tout le monde a aimé. En tout cas, l'intérêt pour ce qui se fait en France est indéniable. Feydeau comme Marguerite Duras est traduit et joué. Le centre culturel a pu aider à faire connaître Jean-Claude Gallotta, Maguy Marin, Régine

Chopinot... à pu remplir le Studio pour des lectures de Mallarmé par Antoine Vitez et annonce Gérard Desarthe dans *Jean-Jacques Rousseau*. Il est vrai qu'il collabore avec le Piccolo Teatro, c'est-à-dire Giorgio Strehler, l'Européen de Paris.

Milan est cosmopolite. Question d'habitude. C'est une capitale de la mode, et les frontières de la mode ne sont pas géographiques. Surtout, c'est la ville de la Scala. Aucun art, pas même peut-être la danse, n'est international comme l'opéra. Bob Wilson a mis en scène *Salomé*, chantée par Montserrat Caballé, avec Bernd Weikl (Jochanaan), Hermann Winkler (Hérode), Helga Dernesch (Hérodiade) et dirigée par un jeune chef japonais Kent Nagano. Quand même, les costumes sont de Versace.

Le spectacle en lui-même est inégal, mais le mélange de nationalités n'est pas en cause. Quand on ne baigne pas totalement dans l'opéra, on peut être ébloui en écoutant Montserrat Caballé, on a du mal à penser qu'elle représente Salomé. Bob Wilson a d'ailleurs partagé le chant d'un côté, l'histoire de l'autre, un peu naïf, un peu marionnettes de Salzbourg. Les chanteurs sont vêtus de noir de la façon la plus neutre, mais Hérodiade — image emblématique d'une femme de pouvoir — est en robe du soir décolletée, avec un drapé aux hanches. Tous s'avancent d'un pas mécanique et se massent côté jardin. Côté cour, une magnifique actrice, petite fille modèle en crinoline et pantalons de dentelle — inspirée par la fellinienne enfant au ballon des *Contes fantastiques*, — s'incarne dans une vision fantomatique et trouble de Salomé. Elle ne dit rien, bien entendu. Mais c'est comme si elle écoutait le terrible récit, et se laissait porter par des émotions dont elle est à peine consciente, et peu à peu elle-même s'invente l'histoire.

Mais les chanteurs se plient difficilement à l'intensité dans le lyrisme, au jeu distancé quasi brechtien, qui leur est demandé. La musique ne les y aide pas, elle est trop dramatique. On les sent portés à en exprimer la violence, que derrière eux, des danseurs s'efforcent de mimer, mais dans la dérision. Là, Versace semble avoir voulu imiter la scène d'Hérode à la piscine dans *Jésus Christ Superstar*. De toute façon, même les éclairages miraculeux de Bob Wilson (avec Beverly Emmons) ne parviennent pas à sauver la pauvreté navrante de la chorégraphie.

Alors à la fin, s'est levée une légion de visions, les paillottes, les strass, les diamants, la soie des chemises étincelant sous les lustres, les applaudissements et les huées s'équilibraient. Montserrat Caballé recevait une ovation, des plumes de fleurs... Bernd Weikl et Helga Dernesch en auraient mérité autant. Les saluts sont exaltants, ils prolongent le spectacle comme pour un épilogue où chacun tient son rôle, et à la Scala, plus grande que le palais Garnier, ça fait bien mille personnes de plus qui jouent le leur.

COLETTE GODARD.

* Prochaines représentations de *Salomé* : les 18, 22 et 25 janvier.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

LES FUGITIFS

3.000.000

D'ENTRÉES

"Les Fugitifs" est une merveille d'invention, d'émotion, de drôlerie... Veber a réussi un coup magistral.

Michel Braudeau
LE MONDE

THÉÂTRE

Entretien avec Yannis Kokkos

Le scénographe

Profession scénographe, Yannis Kokkos a réalisé en vingt ans une centaine de décors pour le théâtre et l'opéra. Aujourd'hui metteur en scène de la Princesse blanche de Rilke, « scène au bord de la mer », Kokkos a pensé à une toile peinte... mais « la mer sera dans les yeux des acteurs ». L'actrice regarde la mer et est regardée par la mer. La mer est le public. Cela devient l'acte du théâtre.

« Vous avez travaillé avec des metteurs en scène aussi différents que Jacques Lecoq et Eric Rohmer. Et vous depuis plusieurs années une collaboration passionnée avec Antoine Vitez. Pourquoi faites-vous du théâtre ? »

« C'est une manière obsessionnelle de s'acharner à parler du monde d'aujourd'hui avec le langage du théâtre qui ne peut exister que s'il est relié au passé. Ce que je partage avec Antoine Vitez, c'est le besoin de parler d'aujourd'hui avec l'histoire du théâtre, avec un œil sur la dimension culturelle et l'autre sur l'actualité. La télévision a enlevé au théâtre toute dimension d'approche du quotidien réaliste. Ce n'a aucun sens de travailler au théâtre d'une manière naturaliste. Le théâtre parle de la réalité de façon beaucoup plus extraordinaire. »

« Vous revendiquez le statut de scénographe et avez dans une certaine mesure introduit la notion de scénographie dans le public. Quelle en est votre définition ? »

« C'est la traduction en langage plastique de ce qui sous-tend un texte. Je ne conçois pas la scénographie comme une enveloppe décorative, mais comme une architecture imaginaire, une ossature invisible qui permet de faire venir à la surface le fond secret d'une œuvre. Le metteur en scène procède à la même élucidation avec les acteurs. La présence humaine est la seule chose qui m'intéresse vraiment. Mon travail est de créer un espace où les acteurs seront portés à leur point d'incandescence. Dans Hamlet avec Antoine Vitez, je pense avoir réalisé de façon probante. La scénographie a une dimension visionnaire. Quand j'ai une vision extrêmement précise, je la laisse mûrir. La précision d'un espace et la mise en œuvre du projet préconçu bloquent la circulation de la vie dans le spectacle. Je me mets tout en place pour qu'elles puissent se développer. Les images

fortes doivent naître de la mise en scène. »

« Vous venez de participer au montage d'Elektra de Strauss dans une mise en scène d'André Serban au Grand Théâtre de Genève... »

« L'opéra, c'est différent. L'opéra demande une image plus constituée pour que la musique puisse s'accrocher à une vision puissante, à du décor. Le genre exige de surdimensionner l'espace »

« Pourquoi avez-vous en le désir de réaliser une mise en scène ? »

« Ni par manque ni par frustration. Je ressens la scénographie comme un art complet et riche, mais la mise en scène est un prolongement de mon travail. J'ai eu envie de donner à voir et à entendre un texte. Ce texte précisait. C'est une pièce que j'ai



MARC HUBERMAN

et les acteurs

découverte il y a dix ans. Je l'ai donnée à traduire à Maurice Regnaud avec déjà l'intention de la monter. Je voyais certains acteurs, des choses précises sur les mains, les visages... C'est un texte qui résonne intimement en moi, un texte étrangement total. Tous les grands thèmes de Rilke y sont présents : la maturation, l'inconscient, la mort. C'est une des premières fois que la littérature prend en compte le regard, le renversement du regard, les changements de point de vue. En cela Rilke a eu une véritable intuition cinématographique. »

« Vous êtes passé du regard du scénographe à celui de metteur en scène. En quoi votre démarche s'est-elle transformée ? »

« D'habitude je pars de l'espace. Là, je suis parti des acteurs, de la façon dont ils bougent, dont ils s'inscrivent dans l'espace. Je fais le chemin à l'envers. Ma fixation est sur l'acteur. C'est pourquoi ce n'est pas moi qui ai fait le décor, mais Nicolas Sire. Pour maintenir ce double mouvement et un dialogue. Comme la Princesse blanche est un texte de théâtre et de poésie, il fallait inventer une forme, surtout ne pas faire du théâtre poétique. J'avais quelques grandes lignes, mais pas vraiment d'idée préconçue. C'est à découvrir dans le travail avec les

acteurs. J'ai toujours aimé les acteurs car ce sont eux qui incarnent au plus haut point le théâtre. En tant que créateur de costumes, j'avais plus affaire à leur corps qu'à leur âme. J'ai là un autre contact. Cela demande une présence, une écoute, une intervention sur le vif. »

« Comment avez-vous fait le choix des costumes ? »

« Bruno Sermonne a la puissance et la massivité qui courent la pièce sans lui donner une dimension sentimentale. Serge Maggiani a une mesure et une présence qui racontent à la fois quelque chose de la Renaissance et quelque chose d'aujourd'hui. Il est la figure du témoin halluciné idéal. Quand j'ai découvert la pièce, je ne voyais qu'Edith Scob pour interpréter la Princesse. Elle ressemblait très fort ce type de théâtre. Dix ans plus tard, je ne voyais toujours qu'elle. Entre-temps, j'avais été frappé par le particulier rayonnement de Mireille Perrier au cinéma et aux ateliers de Chaillot où elle était une de mes élèves. Ce mélange d'énergie et de fragilité, de maturité et d'enfance. Je les voyais irrésistiblement côte à côte. Ces deux visages ensemble racontent pour moi la Princesse blanche. »

Propos recueillis par DOMINIQUE BERTOLA.

★ Théâtre de l'Escalier d'Or, jusqu'au 14 février, 20 h 45.

ROCK

Eric Clapton au Zénith

Un homme tranquille

Vingt-cinq ans de gloire, un nouvel album, un concert au Zénith, le « dieu de la guitare rock », Eric Clapton, est de retour.

PRODUIT par Phil Collins (l'homme de Genesis) et enregistré à New-York en août 1986, le nouvel album d'Eric Clapton a pour titre August. Visiblement, Eric Clapton ne cherche plus midi à quatorze heures : au mieux de sa technique, selon lui, il n'a jamais eu autant de plaisir à jouer. Se souvenant avec précision des multiples aventures menées depuis plus de vingt ans, il répond avec simplicité aux questions, ne veut avant tout musicien, ne reconnaît qu'une étiquette, celle de guitariste de blues.

La barbe et la mise soignée, le guitariste le plus célèbre du rock a l'allure de quelqu'un qui vit confortablement. Assez éloigné

justement de l'imaginaire dont il était pourtant dans les années 60 l'un des modèles. Posé, courtois, la quarantaine bien portée, Eric Clapton est désormais un homme tranquille. Il semble au moins en avoir fini avec les frasques éthyliques, l'autodestruction et sa difficulté chronique à assumer le vedettariat. Si sa réputation reste intacte, il ne tient plus, c'est vrai, le haut du pavé. « Mon public a mûri en même temps que moi, dit-il. Terminé le temps où je ne pouvais plus sortir de ma chambre d'hôtel. Pendant l'enregistrement d'August, Phil et moi sommes allés prendre l'air dans Central Park. Quelques personnes se sont approchées pour me dire qu'elles aimaient ma musique et qu'elles étaient ravies de m'avoir rencontré. Phil, en revanche, a aussitôt été assailli par une nuée de fans qui voulaient des autographes. J'ai réalisé alors à quel point j'étais heureux de ne plus avoir à vivre ça. »

Plus qu'une star, Eric Clapton est une légende. Il a donné ses lettres de noblesse à la guitare électrique. Son jeu, d'inspiration inspiré du blues, reste identifiable entre tous, l'un des plus lumineux et des plus inventifs de l'histoire du rock. Dans les années 60, on l'avait surnommé « God » (Dieu). Pour lui, on a inventé le terme de « guitar hero », puis celui de « super-groupe » lorsque, en 1969, avec Steve Winwood (ex-Traffic), Ginger Baker (ex-Cream), et Rock Grech (ex-Family), il a formé Blind Faith le temps d'un album.

Avant, il y avait eu les Yardbirds, les Bluesbreakers de John Mayall et surtout les Cream. Quittés à chaque fois en période de gloire parce que le succès lui paraissait un frein à la création. Ensuite : Derek and the Dominoes juste avant d'entamer sa carrière solo. Parallèlement, son nom et sa guitare sont associés aux grands événements du rock : la tournée Give Peace a Chance du Plastic Ono Band de John Lennon, le

concert pour le Bangladesh aux côtés de George Harrison et Ringo Starr. Tous, de Paul McCartney à Pete Townshend des Who, de Mick Jagger à Roger Waters du Pink Floyd, de Tina Turner à Bob Geldof, ont fait appel à son génie de la six cordes. Même ceux du blues et du jazz qui le courtisent et avec qui il se produit régulièrement dans les festivals. C'est lui enfin qui a popularisé le reggae en Occident en reprenant à Shot the Sheriff, de Bob Marley, pratiquement inconnu à l'époque.

Enregistré avec un nouveau groupe (neuvième en date), August n'est pas ce qu'il a donné de meilleur. Les compositions, quoique d'un rendu technique impeccable, manquent d'inspiration : on retrouve quelques belles parties de guitare et la voix attachante au timbre cassé et chaleureux. Tina Turner lui donne la réplique sur un titre et Phil Collins y tient la batterie. Ce dernier



est remplacé pour la scène par Steve Ferrone (ex-Average White Band), qui complète une formation à quatre, moitié Blues, moitié Noirs, et de tendance funky comme l'indiquent les pedigrees de Greg Phillinganes aux claviers qui a joué avec Stevie Wonder et les Jackson's, et de Nathan East, ancien bassiste d'Al Jarreau et de Lionel Richie. Ils sont plus jeunes que moi d'une dizaine d'années, dit Clapton. Les vieux morceaux gagnent une nouvelle fraîcheur,

c'était la musique qu'ils écoutaient quand ils étaient gosses. La scène, pour moi, reste ce qu'il y a de plus fort : quelque chose de divin qui sort sur le moment devant le public et qu'on ne retrouve jamais en studio. »

ALAIN WAIS.

★ Dimanche 15 janvier à 19 heures au Zénith. Disque WEA. Concert enregistré en mai 1985 aux États-Unis, diffusé le samedi 17 janvier à partir de 22 h 25 lors de l'émission « Les enfants du rock », sur A 2.

ALECHINSKY
Galerie LA HUNE
13 janvier - 17 février 1987
14, RUE DE L'ABBAYE, PARIS (6^e)
Tél. : 43-25-54-06

14 janvier - 21 février
Lam
Galerie Maeght Lelong
13, rue de Téhéran, Paris 8^e

14 janvier - 21 février
Arcangelo
Galerie Maeght Lelong
14, rue de Téhéran, Paris 8^e

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e - 16^e Varrée)
60 DESSINS de
RODIN
Extraits du catalogue volume de
L'INVENTAIRE
Tél. : 47-10-11 ou 47-10-12
17 DÉCEMBRE - 16 MARS

jusqu'au
29 janvier
50 ans de théâtre
vus par les 3 chats
d'Armand Gatti
exposition spectacle
de 14 h à 23 h
avec chaque jour à 20 h 30
le guide d'un soir
MERCREDI : JACQUES L'CHINE
JEUDI 15 F : 15 NIINI, VENDREDI
16 ROBERT A : CHED, SAMEDI 17
HEINZ NEUMANN, DOROTHY
KNOWLES, DIMANCHE 18 15 H
PHILIPPE TIRY, LUNDI 19 JEAN-
PIERRE LEONARDINI, VIVIANE
THEOPHILIDES, MARDI 20 MICHEL
SIMONOT, ALAIN CROMBECQUE,
MERCREDI 21 MAX SOHONDORFF,
JACQUES ROSNER, JEUDI 22
BERNARD DORT, VENDREDI 23
JACK RALITE, SAMEDI 24
RAYMOND BELLOUR, DIMANCHE 25
15 H ANDRÉ VILMS, EVELYNEDIDI,
LUNDI 26 ARMAND DELCAMPE,
MARDI 27 MADELEINE REBERIOUX,
MERCREDI 28 LUCIEN ATTOUN,
MARC KRAVETZ, JEUDI 29 GABRIEL
GARRAN, HENRI INGBERG,
CENTRE DES EXPOSITIONS MONTREUIL
M^e Mairie de Montreuil sous direct
48 57 57 72

Mémo Malakoff
Parade, de Valéry
THEATRE 71
MALAKOFF 46 55 43 45
DU 14 AU 18 JANVIER
Représentations exceptionnelles
UNE AFFAIRE D'HOMME
de William Somerset Maugham
Mise en scène : Daniel G. PARD
Création de la Comédie de Caen

A PARTIR DU 30 JANVIER
THÉÂTRE DE PARIS
LES BRUMES DE MANCHESTER
de Frédéric DARD
mise en scène de Robert HOSSEIN
FRANÇOISE BRION
CHEIK DOUKOURE
SOPHIE BARJAC
ERIC AVERLANT
RENE CAMOIN
GEORGES MARCHAL
PIERRE LE RUMEUR
JACQUES PRANTZ
ANNE CAUDRY
PAUL LE PERSON
Soir 20H30 - Mat. Dim. 14H30 et 18H30
Relâche dimanche soir et lundi
LOCATION : 43 59 39 39

du 6 au 21 janvier à 20h30
dimanche 17h, relâche lundi
« POURSUITE ET FUGUE »
Spectacle de Jean-Claude Buchard
Mise en scène de Jean-Claude Buchard
Salle Boris Vian de la Grande Halle
Lect. 400 000 43 49 77 22 05 FNAC
M. P. de Paris
avec Alpha FNAC et Fondation FNAC
la Villlette

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE
ROLAND BLANCHE
L'ETOURDI
MOLIERE
Mise en scène : Jean-Louis THAMIN
Une création du Centre Dramatique National
de Bordeaux-Aquitaine
THEATRE DE LA COMMUNE
Location : 48.34.67.57 et FNAC

MUSIQUE

Wagner en deux livres

Antisémitisme ?

Wagner était-il antisémite ? Il suivait en tout cas le cours de l'histoire et ses équivoques.

EN 1850, la publication en Allemagne, par un certain K. Freigedant, d'un pamphlet antijuif intitulé *Le Judaïsme dans la musique* retint peu l'attention du grand public : le pays était marqué jusque-là par une relative tolérance à l'égard d'une minorité dont on pensait de plus en plus, dans les classes aisées, qu'elle allait se fondre dans la population grâce au mouvement croissant d'assimilation (1). En 1869, lorsque ce texte est réédité à Leipzig, son auteur a décidé d'assumer cette critique virulente de la « judaïsation » de la culture allemande qu'il a devenue, plus tard, un symbole de la haine contre les Juifs : il s'agit de Richard Wagner.

Position ambiguë de la part d'un homme d'abord acquis aux idées révolutionnaires — jusqu'à sa fuite de Dresde en 1849 — qui, dans sa jeunesse, avait témoigné de la sympathie aux partisans de l'égalité civique des Juifs et qui va déclarer ouvertement, sans se cacher (après un délai de réflexion de près de vingt années, il est vrai), qu'il a toujours « éprouvé dans le contact matériel et pratique avec les Juifs une répulsion involontaire ».

Dans l'étude que le professeur Jacob Katz a consacré à *Wagner et la question juive* et qui vient d'être publiée chez Hachette dans la collection que dirige François Azouvi, l'antisémitisme du musicien est replacé dans la perspective de l'histoire des idées, sans vouloir à toute force donner des réponses. Qui fut le premier, de l'un et de l'autre, de Wagner ou de l'antisémitisme ? se demandait-il (alors que le terme d'« antisémitisme » n'existait pas avant 1879).

Marx déjà, dans la *Question juive* (1844), affirmait que « l'argent est le dieu jaloux d'Israël » et critiquait non pas une religion mais un système d'économie capitaliste dont, selon lui, les Juifs partageaient la responsabilité. Et les attaques contre les Juifs vont se précéder, alors même qu'on leur accorde, dans toute l'Europe occidentale, l'égalité des droits civiques et politiques. Même si la haine violente qui s'exprime tant dans le pamphlet de Richard Wagner que dans sa correspondance ou dans le *Journal de Cosima*, traduit d'abord la rivalité et les conflits professionnels avec Meyerbeer, « antipathie au-delà de toute expression », ou avec Mendelssohn — qui est baptisé, — le musicien va étendre, dans le privé, ses critiques à l'ensemble de la « race ».

Jacob Katz voit dans l'attitude de Wagner, qui se tient à bonne distance des combats antisémites, la volonté de ne pas renoncer aux services que pourraient lui rendre ses disciples et admirateurs juifs. Pourtant, même s'il se refuse à faire de l'auteur de *Siegfried* le théoricien du national-socialisme et à juger les intentions du compositeur à partir de certaines expressions qui rappellent le discours hitlérien (« *Considérez qu'il n'existe qu'un seul moyen de conjurer la malédiction pesant sur vous : la rédemption d'Ahasvérus — l'antisémitisme* », écrit Wagner), Jacob Katz, citoyen

d'Israël où l'on interdit toujours l'exécution des œuvres de Wagner, refuse de l'absoudre. « L'antisémitisme de Wagner étant apparu de son vivant même sous un jour équivoque, il est difficile de vouloir l'innocenter de ses conséquences ultérieures », conclut-il, rouvrant là une discussion qui n'est pas près de s'éteindre.

NICOLE ZAND.

(1) Assimilation qu'analyse Jacob Katz dans son ouvrage sur l'influence des Lumières et de la Révolution française sur l'émancipation des Juifs d'Europe : *Hors du ghetto* (voir « Le Monde des livres » du 25 mai 1984).



Caricature de Götze

Deux livres viennent de paraître : la correspondance de Wagner et de Mathilde Wesendonk ; une étude sur l'antisémitisme du compositeur. Les nazis avaient-ils raison d'en faire leur modèle ?

Raciste par autodéfense

Oui, Wagner était judéophile. Mais pas exactement comme on le croyait.

« Comment avez-vous eu l'idée d'écrire ce livre sur Wagner ? »

— En rédigeant mon étude sur l'antisémitisme dans l'Europe moderne de 1700 à 1933 (1), j'ai acquis l'impression que sa place au sein de cette histoire n'avait pas été assez travaillée. Non seulement les aspects biographiques de la question, mais encore ses présupposés culturels demandaient une enquête détaillée. De plus, entre-temps ont été publiés les *Journaux de Cosima*, qui sont très importants. Sans cette source, je n'aurais pu écrire plusieurs chapitres de ce livre.

— Wagner ne semble pas avoir eu immédiatement une image précise du judaïsme et des Juifs.

— Jusqu'à la parution du *Judaïsme dans la musique* (1850), on ne peut trouver la moindre trace de judéophilie.

Dans sa jeunesse, il avait même une attitude plutôt positive à l'égard de l'émancipation juive. Il a fréquenté des Juifs sans la moindre gêne, au contraire. A partir de 1850, brutalement, l'antisémitisme sera permanent chez lui. La figure du Juif joue même un rôle décisif — négativement — dans sa propre appréciation de son œuvre et de ce qui la concerne, la presse et l'opinion publique. L'antisémitisme a ici une fonction très précise d'autodéfense ; par lui, il peut expliquer son échec, réel ou imaginaire.

— C'est là le point central de votre démonstration.

— Ce qui me paraît important de retenir et que les exégètes de la pensée — je ne parle pas de la musique — de Wagner n'ont pas bien remarqué, c'est le fait que sa judéophilie a connu des métamorphoses. Il ne saurait passer pour un raciste inné. Sa position envers le judaïsme apparaît comme une conjonction des changements dans sa biographie avec la nouvelle place du Juif dans la société allemande des années

1870, où l'antisémitisme va grandir. Ses complexes à l'égard de Mendelssohn — qui est son oncle — et de Meyerbeer — qui ne l'est pas — sont loin d'épuiser le sujet.

— Et la prétendue origine juive de Wagner ?

— Une fable ! Il fut très souvent caricaturé comme juif. Les Juifs furent nombreux parmi ses admirateurs. De leur côté, les antisémites aiment trouver un de leurs semblables qui soit juif. Nietzsche a voulu le faire supposer dans le *Cas Wagner*, et il n'était pas le premier. On sait que le second mari de la mère de Wagner se nommait Geyer ; mais ce n'est pas un patronyme juif. Je le répète : il n'y a pas le moindre indice qui puisse livrer un début de confirmation. C'est une légende.

Un symbole du nazisme en Israël

— Wagner est aujourd'hui au centre du débat en Allemagne. Ben-père de Houston Stewart Chamberlain, il a plusieurs points de contact avec le nazisme, et donc il n'a à ce jour jamais été joué publiquement en Israël.

— Il est absurde d'interpréter Wagner à la lumière des propos des idéologues du III^e Reich. Thomas Mann l'a déjà dit. Il faut le lire avec Marx ou Bauer, qui se sont exprimés aussi sur la question juive. Vous savez qu'il a d'ailleurs été joué en Palestine avant la guerre par l'Orchestre national fondé par Huberman. Cela dit, il est clair que ses vues sur le judaïsme étaient moralement inacceptables, et on ne peut donc l'innocenter des conséquences ultérieures. Il est aujourd'hui en Israël l'un des symboles du nazisme, et beaucoup d'habitants de ce pays ont souffert de ce régime. Mon livre va paraître en hébreu ; on examinera alors les réactions et je me prononcerai sur ce point.

Propos recueillis par DOMINIQUE BOUREL.

(1) Jacob Katz : *From the Prejudice to Destruction: Anti-Semitism, 1700-1933*, Harvard U.P., 1980.

* Wagner et la question juive, par Jacob Katz, traduit de l'allemand par Pierre Rush, La force des idées, 218 pages, 98 F.

* Autres ouvrages en français : *Hors du ghetto*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Hachette, 1984, 289 pages, 85 F. *Le Shabbat Goy*, Stock, 1986, 293 pages, 98 F.

Lettres à Mathilde Wesendonk

Dans une édition exemplaire, la vérité sur des amours légendaires.

La passion dans tous ses états : sous-titre possible pour ce recueil d'écrits intimes, lettres d'amour et d'amitié, journal d'après rupture transmise par des mains amies à la bien-aimée lointaine, mots de cœur d'un musicien, réunis, préfacés et annotés de manière exemplaire par une toute jeune maison d'édition qui a fait de la musique une priorité.

Ils se sont tant aimés ! Mais, au fait, se sont-ils aimés, Richard et Mathilde, Wagner et Wesendonk, ces amants adulés dont la chronique a entrelacé les noms comme ceux de Philémon et Baucis ? Les biographes et la famille, principalement la terrible Cosima, ont tout fait comme à l'accoutumée pour plaider l'union platonique. Peine perdue : les textes sont là pour attester « la faute » (« Si jamais la passion s'est mêlée à des rapports à l'origine tendres et purs, ce que je ne peux nier, à mon extrême regret », écrit Wagner) et les historiens (Henry-Louis de la Grange pour la préface, Christian Rault pour les notes) aujourd'hui trop

informés pour retener la version expurgée.

Amants coupables, méditez-vous des historiens... Mais quels sont les faits ? Le 28 août 1950, Lohengrin a été représenté à Weimar. Wagner met en chantier le livret du *Ring*, interdit de séjour en Allemagne pour avoir tenu à Dresde des propos jugés paranoïques, il se fuit à Zurich, dirige au *Ständchen* — l'un de ses assistants y est Hans von Bülow, futur mari trompé de Cosima — et monte le *Valais* fantôme avec succès. Une groupe l'y avait poussé : la jeune femme d'Otto Wesendonk, homme d'affaires rhénan d'origine hollandaise, collectionneur de tableaux, mélomane et mécène, qui n'allait pas tarder — c'est le côté sordide de l'intrigue — à compter Wagner parmi ses principaux obligés.

Minna, la douce moitié maltraitée, connaissait à Zurich auprès de son génial mari une de ses rares périodes de paix. Elle recommença à souffrir, et à réclamer, lorsque Wesendonk, après avoir payé les dettes des exilés, consent à leur acheter, non loin d'un terrain qu'il vient lui-même d'acquiescer pour y construire une somptueuse villa,

une petite annexe, l'Asile, où le musicien pourra composer en paix. Paix relative, il est vrai : une lettre interceptée par Minna va bientôt pulvériser l'incroyable quatuor et contraindre Wagner à s'aloigner.

A Genève, puis à Venise, il écrit son journal, puis renouera avec Mathilde une correspondance épistolaire où « le cher ange bien-aimé » laisse bientôt place à la « méchante enfant », voire au « maître », la jeune femme (qui était poète, auteur des textes des *Wesendonk Lieder*) ayant été jugée digne de figurer dans la confrérie des Maîtres chanteurs.

Car Wagner, c'est bien là l'incroyable, au sein de ces tribulations sentimentales et domestiques, ne cesse de composer et d'écrire ses livrets. Henry-Louis de la Grange, à qui il ne faut pas en compter, soupçonne même le maître de n'avoir songé qu'à son œuvre : on trouve dans l'adoration d'une jeune admiratrice l'émulation nécessaire (et dans l'adultère le thème de *Tristan*) ; en obtenant d'un riche mari les subsides indispensables. Bref, en trouvant, ou en croyant trouver auprès d'un couple aisé, et l'amour et la tranquillité.

Sur ces thèmes, d'ailleurs, il ne cessera de broder, cherchant

« asile » à Perzig-lez-Vienne auprès de la très jeune fille d'un boucher trouvant ensuite en Louis II de Bavière et l'adorateur et le commanditaire rêvés. La dernière lettre à Mathilde, écrite de Trieben en 1871 — Wagner et Cosima sont déjà mariés, — montre bien ce que la passion peut donner lorsque ces mesquineries que l'on dit liées au génie n'ont jamais cessé de s'y mêler :

Chère amie, Ayez donc la bonté de rechercher parmi les écritures du bon vieux temps que vous avez bien voulu conserver une page de musique intitulée :

Au tombeau de Weber, chant pour quatre voix d'homme, et, si vous le trouvez, n'en faire parvenir une copie. Vous obligerez beaucoup celui qui, de même que sa femme, vous salue avec empressément et se dit :

Votre Richard Wagner.

ANNE REY.

* Richard Wagner à Mathilde Wesendonk : *Journal et lettres 1853-1871*, préface de Henry-Louis de la Grange (avec 14 lettres de Mathilde Wesendonk à Wagner). Edition Parution-musique, 392 pages, 143 francs.

5, rue de la République à 20h30
MUSIQUE
OUR SUITE ET FUGUE
Jean-Claude Fournier
avec le Quatuor à cordes
de la Grande Halle

HUBERVILLIERS
LAOULET
BOLANDE
L'ETOURDI
MOULIERE

Les Pêches de Bagnolet
Son et Lumière
Vincent COLIN
Gudrun von MALTZAN
Alain SOLOVITCH
Réservations : FNAC et 43 64 77 18
atem

ELECTRE
tragédie lyrique
L'un des événements
d'Avignon 86
48.86.55.83 et 3 FNAC 22.86.00.00 VOYAGEUR PARIS 18

A PARTIR DU 27 JANVIER
Nanterre
Théâtre des
Amandiers
Dans la solitude
des champs de coton
de Bernard-Marie KOLTÈS
Mise en scène de Patrice CHÉREAU
avec Laurent MALET et Isoach de BANKOLÉ
Location : 47.21.18.81 • FNAC • Minitel 3615 Code COM 21
Nouvelle RSR Nanterre-Université • Théâtre • Librairie et restaurant sur place

centre culturel jean arp
Direction : Cécile Montchiesal
Dimanche 18 janvier - 15 h 30
LES PETITS CHANTEURS DE VIENNE
Direction : Georg STANGELBERGER
Œuvres de MOZART, FAURÉ, MENDELSSOHN et PERGOLESI
Dimanche 25 janvier - 15 h 30
LE MIME MARCEL MARCEAU
Bip, ce personnage extra chez nous sur des pieds de valeur, avec le terrible sursaut du clair de lune - Jean COCTEAU
Location en Théâtre et trois FNAC - Parking gratuit
22, avenue Paul-Vaillant-Couturier - 92140 Clamart - ☎ 46.45.11.87

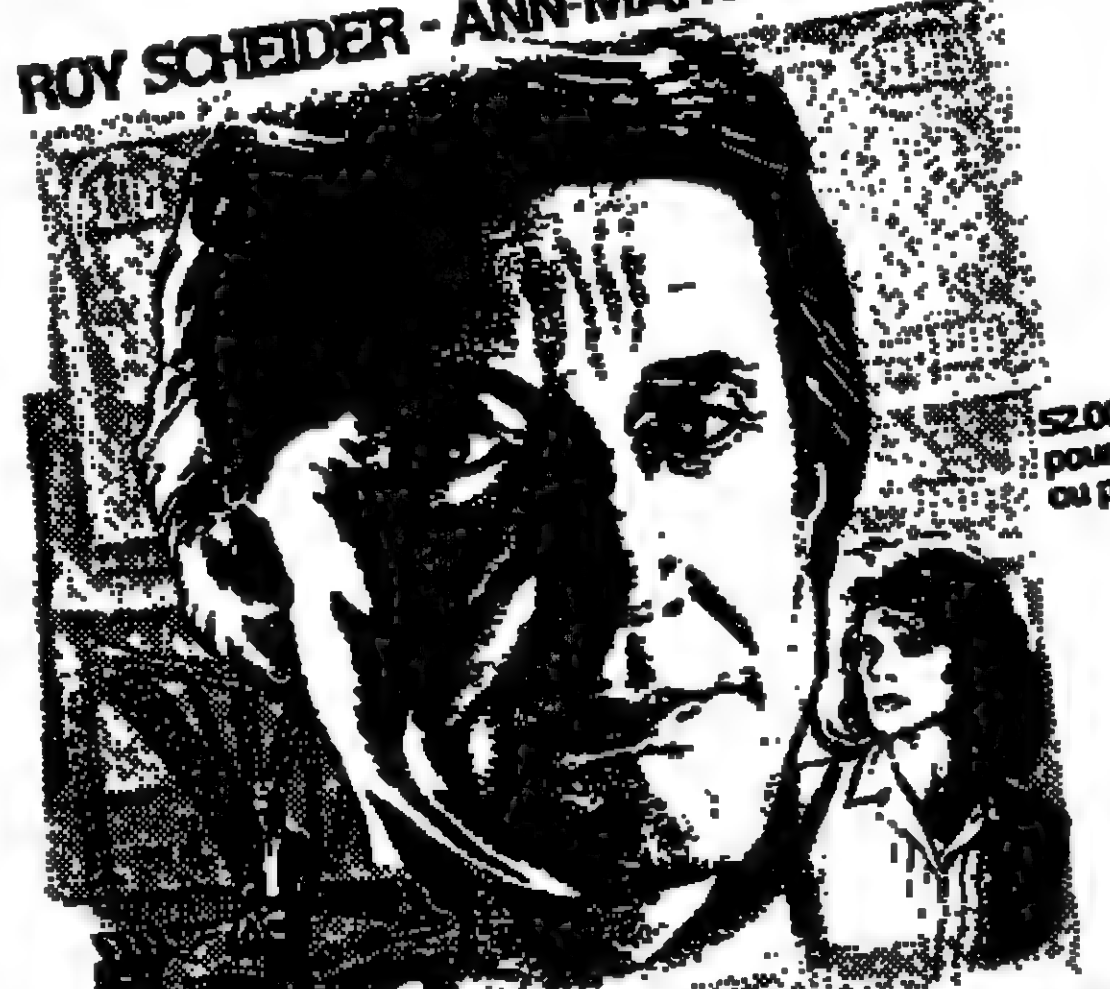
GASSMAN/PASOLINI
"AFFABULAZIONE"
20/24 JANVIER 1987
M.C. 93
BUBIGNY
48 31 11 45
LOCATION OUVERTE
4 FNAC - 100 F

Direction : Emmanuel
KRIVINE
Flûte : Patrick
GALLOIS
R.A. ZIMMERMANN MOZART SCHUBERT
MARDI 28
JEAN-PAUL
AUDITORIUM
DES HALLES
20 H 30

THEATRE EUROPE JANVIER
JUSQU'AU
18 JANVIER
LA GRANDE
MAGIA
di Eduardo De Filippo regia di Giorgio Strehler
Piccolo Teatro di Milano
CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS
en collaboration avec le GOETHE INSTITUT
21 JANVIER OTTO SANDER - PETER FITZ
Isent Becker
MERCIER LIND GAMIER • OHIO IMPROMPTU
24 JANVIER ANNE, DAVID, HEINZ BENNETT
Isent Müller-Holzer/H. Susskind
26 JANVIER EVA MATTES
Chansons, poèmes, textes antisémites
Von ihm nach Meltz, von Meltz nach Mahler
ODEON THEATRE NATIONAL Tel. 43.25.70.32

AUJOURD'HUI

ROY SCHEIDER - ANN-MARGRET



12.000 \$ à prendre pour survivre ou pour mourir

JOHN FRANKENHEIMER

PAIEMENT CASH

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

ABECEDAIRES. Galerie de la BPL. Jusqu'au 19 janvier.

JAPON DES AVANT-GARDES 1910-1970. Architecture, design, arts appliqués, arts du graphisme et de l'effigie. Grande galerie, 5 étages. Jusqu'au 2 mars.

LES ARTS DE LA TABLE. CCL. Espaces des Brèves. Jusqu'au 19 janvier.

RIDEAU DE SCÈNE DU BALLET «Pierrot», réalisé par Picasso (1917). Forum. Jusqu'au 28 janvier.

KOTORA. Peintures et sculptures japonaises. Grand Foyer. Jusqu'au 9 février.

JULIAN SCHNABEL, RICHARD BAQUET, MARCEL ODENRAC. Galeries contemporaines du MNAM. Jusqu'au 22 mars.

Musées

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIÈCLE DES LUMIÈRES. Grand Palais. Galeries nationales, av. Winston Churchill (42-89-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grands décors républicains à Paris. Petit Palais. Avenue Winston Churchill (42-64-12-73). Sauf mardi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'Architecte au XIX^e siècle ; l'Industrie Textile ; Les journalistes au XIX^e siècle ; Stas et Montevideo ; Antoinette d'Orsay ; Le Musée d'Orsay. 1, rue de la Harpe (42-40-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, ouverture jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 21 F.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salles A parloirs de la Flèche (entrée par le jardin) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 22 février. RETROSPECTIVE ARP (1886-1966). Jusqu'au 8 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. TJ, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

A L'OLYMPIA

le 15 janvier à 20 h 30

Location OLYMPIA

Agence par tél. : **ALLO-LOISIRS 42.61.82.25**

COLLECTIVITÉS : 47.42.82.45.

MINTEL : 36.15 + MATIC

avec la participation des Centres **ENECIERC**

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

RIVE DROITE

ARMAND 6, rue Beaujolais, 1^{er} (Palais-Royal) 43-54-26-07. Du midi au soir. 1^{er} à 11 h du matin. Recette par G. et M. L. Tél. 42-40-05-11.

AU PETIT RICHE 47-70-68-68/47-70-66-50. 25, rue Le Pelletier, 9^e. F. dim., midi.

TY COZ 43-57-28-57. 35, rue Saint-Georges, 9^e. F. dim., midi.

CLOSERIE SALARDAISE 43-54-26-07. 94, bd Diderot, 12^e. F. dim., midi.

EL PICADOR 43-57-28-57. 80, bd des Batignolles, 17^e. F. dim., midi.

ANNICK et FRANCES VALLOIS au SANTIAGO 42-27-88-44. 75, avenue Niel, 17^e.

BAROUCHKA 45-72-60-76. 9, rue Belidor, 17^e. F. dim.

NOUVEAU TY COZ À LYON (1^{er}) 15, rue Royale. Fermé dimanche et lundi.

78-27-36-29. MÉNAGES SPÉCIALITÉS DE POISSONS, CRÊPES, GALETTE. J. 23 h.

SPECIALITÉS DE PÉRIGORD

Déjeuners d'affaires - Dîners - Salons pour groupes

DEJ. dîner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zaccaria, pizzeria, baccalà, calamari, etc. Environ 150 F. Formule à 79,80 F. a.s.c. avec spécialité.

A trois pas de l'Étoile, dans leur décor Napoléon III. Grande carte au menu. Spécialités de poissons. Vins de propriétaires. Dîner aux chandeliers. F. dim. soir et lundi.

Le NOUVEAU RESTAURANT RUSSO

de la porte des Terres (entre les hôtels Méridien et Concord).

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH 43-54-26-07. 72, boulevard Saint-Germain, 5^e. TJ.

TIERMO 46-33-12-12. 3, rue Champollion, 5^e. F. dim.

LE JOCKEY 46-34-23-08. 121, bd du Montparnasse, 6^e.

CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03. Adressant des Lavallois, 7^e. F. dim. soir et lundi.

RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75. 80, rue Saint-Denis, 7^e.

1. 23 h 30. SPÉC. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biriani, Tandori, PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. «GRILL D'OR» de la gastronomie indienne.

Nouveau décor. Cuisine russe traditionnelle : spécialités par Stroganov de Lettonie, caviar «OGORODNIK», chachlyk façon «Tartare», MENU 90-130 F. et carte, grand choix de VODKAS. Dîners aux chandeliers. Musiciens.

Déjeuner, dîner. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin. Fois gras. Poisson. Huitres toute l'année. Plans traditionnels. PARKING en sous-sol (voiturier rue de Choiseul).

Tous les jours MENU PARLEMENTAIRE à 95 F. a.s.c.

et au dîner MENU exceptionnel à 170 F. Vins et services compris.

Parking ouvert depuis le restaurant : face au n° 2, rue Faber.

Spécialité de confit de canard et de canetons au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

SOUPERS APRÈS MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »

12, place de Clichy - 43-74-49-64 - Accueil jusqu'à 1 heure du matin

GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE

DANS CE RESTAURANT VOUS A TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER.

L'UNE DES MEILLEURES BOULABASSES DE PARIS.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT

OUVERTS MÊME LE JOUR

AU PIED DE COCHON 42-36-11-75. 6, rue Coquillière - 42-36-11-75. Un monument prestigieux de la vie nocturne parisienne. Huitres et fruits de mer toute l'année.

LE GRAND CAFÉ CAPUCINES 47-42-75-77. 4, bd des Capucines - 47-42-75-77. La faiblesse du poisson. La finesse des entrées. Magnifique bande d'horizon. Époustouflant décor-spectacle 1900.

LA MAISON D'ALSACE 43-59-44-24. 39, Champ-Élysées - 43-59-44-24. «L'AMBASSADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE». Vins y déjeunent des fruits de mer de toute première fraîcheur. La brasserie du Tout-Paris.

Centres culturels

MOBILIER MINIATURE-OBJETS DE MAÎTRISE XV^e-XX^e. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 janvier.

LA VOIE DES ANCIÈRES. En hommage à Claude Lévi-Strauss. Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (43-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 janvier.

NICOLAS WACKER. Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Galerie du Palais des études, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). De 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 janvier.

L'ART ARMÉNIEN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Fondation Nicolas-Frédéric, 59, av. Foch (45-56-15-88). Sauf dimanche, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} mars.

LA LIBERTÉ N'EST PAS UNE STATUE. Centre culturel du Mexique, 28, boulevard Raspail (43-49-16-26). Jusqu'au 24 janvier.

SOUS LE SIGNE DU TAUREAU (De Goya à Picasso). Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (42-56-70-40). Tous les jours de 11 h 30 à 20 h 30. Dim. de 18 h 30 à 17 h. Jusqu'au 25 janvier.

ETRE JEUNE EN ALLEMAGNE. AUCOURPEUL. Jusqu'au 30 janvier. SIMPLICISSIMUS. 180 caricatures des années 1918-1933. Jusqu'au 10 février. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (47-23-61-21). L'ART EN BALADE - EXPOSITION ENTIERE LA MODE ET LA PEINTURE. Goutin Institut, 31, rue de Condé (43-26-09-21). Du 15 janvier au 12 février.

ERIC GRATE. Sculptures et dessins ; TAGE BEDQVIST. Peintures et collage. Centre culturel suédois, Hôtel de Marie, 11, rue Poyanne (42-71-82-20). Du 13 janvier au 19 février.

ALEX COLVILLE. Estampes. Centre culturel canadien, 3, rue de Constantin (45-51-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 janvier.

JOSEF FRANK. L'architecture de l'expression. Projets 1919-34. Institut autrichien, 30 bd des Invalides (42-05-27-10). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Du 16 janvier au 6 février.

JOSEF FELIX MULLER. Centre culturel suisse, 32-34, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 22 février.

MICHEL LAGACE. Œuvres récentes. Service culturel de Québec, 117, rue du Bon-Port (42-71-82-20). Jusqu'au 9 février.

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL. Galerie Jasotto, 26, place des Vosges (48-57-28-57). Jusqu'au 28 février.

ARTE POVERA. 1965-1971. Galerie Liffano et Michel Darnaud-Dessert, 3, rue des Harpistres (42-77-63-40). Jusqu'au 28 février.

AMSTERDAM (Partage d'œuvres). Bob Scholte, Willy Van Wassen, 17, rue des Archives (48-04-86-86).

NEMOURS 1966. Galerie Maximilien Guizot, 22, rue de Poissy (42-71-40-06). Jusqu'au 28 février.

DIX PHOTOGRAPHES AMÉRICAINS CONTEMPORAINS. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 14 février.

BASQUIAT, COMBAS, LOUIS CANE, IMAL. Librairie Beaumont, 23, rue de Bessard (43-71-50-50). Jusqu'au 31 janvier.

BASELITZ, LUPERTZ, PENCK. Estampes récentes. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 7 février.

FORMES À VOIR (Jean Tardieu). Pierre Alferet, 5, avenue Montaigne, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06).

ARCANO. Galerie Margit Lelong, 14, rue de Tolbiac. Jusqu'au 21 février.

JEAN ARP. Centenaire de la naissance de l'artiste. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 7 février.

JEAN-MICHEL BASQUIAT. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 7 février.

MICHAEL BUTHE. Mon petit soldat de l'histoire. Galerie Buma, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 19 janvier.

BUSSE. Peintures et dessins de 1961 à 1966. Galerie du Roi-de-Sicile, 20, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 24 janvier.

CEAUNA. Galerie l'Œil de bœuf, 58, rue Quincampoix (42-78-34-66). Jusqu'au 29 janvier.

ANTONIO CLAVE. Bateau du Japon. Galerie Yashiki, 5, avenue Montaigne (43-59-73-46). Jusqu'au 31 janvier.

GNOLL. Galerie Jay Bruchot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 31 janvier.

GRATALOUP. Lavignes Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 13 mars.

ROBERT GROBORN. Galerie Beaudoine Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Du 15 janvier au 14 février.

TEYUNMI KUDO. Champs d'un artiste d'origine japonaise. Galerie Claude Semoul, 15, place des Vosges (42-77-16-77). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 janvier.

ALPHABETS. Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Sarcouf (45-55-01-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

AUTOMATES À MUSIQUE DU 19^e siècle (1840 à 1880). Musée de la musique, 19, rue de Valenciennes (43-24-25-95). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 janvier.

FRANÇOIS DESPATIN et CÉSTIAN GORELL. Bibliothèque nationale, Galerie Colbert, 2, rue Vivienne. Jusqu'au 24 janvier.

ALPHABETS. Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Sarcouf (45-55-01-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

AUTOMATES À MUSIQUE DU 19^e siècle (1840 à 1880). Musée de la musique, 19, rue de Valenciennes (43-24-25-95). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 janvier.

FRANÇOIS DESPATIN et CÉSTIAN GORELL. Bibliothèque

Dossier

Logement : ce que change la loi Méhaignerie

La loi Méhaignerie adoptée par le Parlement a été publiée au Journal officiel du 24 décembre. Intitulée « loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accès à la propriété de logements sociaux », cette loi ne consacre que la moitié de ses quelque soixante-dix articles aux relations entre propriétaires et locataires, alors que la loi Quilès, « relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs », n'abordait pas d'autre sujet.

En revanche, le nouveau texte élargit sous le nom de « procédures de conciliation » des dispositifs mis en place entre propriétaires institutionnels publics ou privés et associations de

locataires qui peuvent aboutir à des « accords collectifs locaux portant sur tout ou partie de leur patrimoine ». Il modifie également les règles de calcul des « surloyers » perçus par les organismes d'HLM lorsque les ressources de leurs locataires dépassent les plafonds d'attribution, et précise le mode d'évaluation des loyers HLM au premier semestre 1987.

Le titre II allège les dispositions permettant aux HLM de vendre à leurs locataires certains logements. Le titre III énonce les mesures destinées à favoriser le développement de l'offre foncière. Enfin, le titre IV allège les conditions de fonctionnement des organismes d'HLM. On lira ci-dessous une analyse du titre premier qui traite des rapports entre bailleurs et locataires.

Le dispositif central

Prix libre à chaque renouvellement du bail

La loi Méhaignerie, comme la loi Quilès, est d'« ordre public », et son champ d'application est essentiellement le même (elle ne s'applique pas aux logements-foyers, aux logements de fonction, aux locations à caractère saisonnier, aux chambres à louer faisant partie du logement principal), avec cependant une exception de taille : les logements meublés échappent à la loi et non plus seulement les meublés loués par des professionnels.

Il est vrai que cette disposition, qui visait à empêcher les propriétaires d'échapper à la loi à l'aide d'un lit défoncé, de deux chaises et d'une table bancale, ne se justifie plus, puisque les logements vides entrent de plain-pied dans la loi Méhaignerie.

● **Le contrat de location.** — Comme dans la loi Quilès, le bail doit être écrit. Il désigne clairement les locaux, les équipements d'usage privé et, le cas échéant, les parties, les équipements et les accessoires d'usage commun, la date de prise d'effet et sa durée, le montant du loyer, ses modalités de paiement et ses règles de révision, le montant du dépôt de garantie. Il doit être joint à l'annuaire ou par huissier (« à l'initiative de la partie la plus diligente », à frais partagés par moitié).

En son absence, la présomption de bon état de réparations locatives prévue par l'art. 1731 du code civil ne peut être invoquée par celui qui s'est opposé à son établissement. Pour les logements situés dans les immeubles en copropriété, le bailleur doit joindre au contrat les extraits du règlement de copropriété concernant la destination de l'immeuble, la jouissance et l'usage des parties privatives et communes, et précisant le nombre de millièmes affectés au logement dans chacune des catégories de charges. Il n'est bien sûr plus question ni de la copie de la dernière quittance, ni de copie d'accord collectif, ni de copie de contrat d'amélioration avec l'Etat, puisque les dispositions qui justifient ces annexes ont disparu.

● **Les clauses réputées non écrites.** — Le texte reprend les dix clauses qui, même si elles figurent dans le contrat, n'ont aucune valeur juridique : ainsi le bail ne doit pas imposer (en cas de vente ou de départ du locataire) un droit de visite les jours fériés ou supérieurs à deux heures par jour ; indiquer la compagnie auprès de laquelle le locataire doit s'assurer ; obliger le locataire à payer son loyer par prélèvement automatique ou en signant des traites à l'avance ; prévoir la responsabilité collective des locataires en cas de dégradation des parties communes ; autoriser le bailleur à diminuer les prestations sans prévoir une diminution du loyer et des

charges, voire une indemnisation ; prévoir la réalisation de plein droit sans pour non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie ou non-souscription d'une assurance des risques locatifs ; autoriser le bailleur à percevoir des amendes ; interdire au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle.

● **Résiliation des intermédiaires** (et notamment des agents immobiliers). — Rien n'est changé : elle est partagée par moitié entre le bailleur et le locataire.

● **Obligations du bailleur et du locataire.** — Devoirs classiques, rien n'est changé. Le bailleur doit offrir un logement en bon état, assurer au locataire la jouissance paisible du logement, entretenir les locaux, ne pas s'opposer aux aménagements s'il n'y a pas transformation. Le locataire doit payer le loyer et les charges à temps, user paisiblement des locaux loués, répondre des dégradations commises, prendre à sa charge l'entretien courant et les réparations locatives, laisser exécuter les travaux d'amélioration, ne rien transformer sans l'accord écrit du propriétaire, s'assurer contre les risques locatifs (et en justifier chaque année...).

● **Sous-location.** — On ne peut céder son contrat de location ou sous-louer une partie du logement qu'avec l'accord du propriétaire, y compris sur le montant du loyer. Cette disposition fait tomber de facto celle qui interdisait un prix au mètre carré en sous-location plus élevé que celui du loyer principal. Le sous-locataire n'a aucun titre d'occupation.

● **Durée du contrat.** — Le bail à deux vitesses (six ans avec, pour le bailleur personne physique, possibilité d'une clause de résiliation chaque année pour s'y loger lui-même ou l'un des siens ; ou trois ans sans possibilité de reprise pendant ces trois ans) disparaît. La durée du bail est d'au moins trois ans, renouvelé par tranches de trois ans, par tacite reconduction.

Un bail plus court, d'au moins un an, est possible si le bailleur personne physique peut justifier qu'un événement précis, professionnel ou familial, l'oblige à reprendre le logement. « Le contrat doit mentionner les raisons et l'événement invoqués ». Le bailleur confirme, deux mois avant le terme du contrat, la réalisation de l'événement, ou propose le report du terme du contrat si la réalisation est différée. Il ne peut bénéficier de ce report qu'une fois. Au-delà, le contrat redevient un contrat de trois ans.

● **Résiliation par le locataire.** — Elle peut intervenir à tout moment, avec un préavis de trois mois (en

cas de mutation ou de perte d'emploi), alors qu'auparavant la résiliation n'était de droit, sans raison à donner, qu'à la fin de chaque année du contrat ou à tout moment pour des raisons financières, personnelles, familiales ou de santé. Le locataire est redevenu de droit et des charges pour l'ensemble de la période de préavis, à moins qu'un autre locataire n'emménage, avec l'accord du bailleur.

En cas d'abandon du domicile ou de décès du locataire, rien n'est changé : le contrat est transféré au conjoint, aux ascendants, descendants, concubins notoire, personnes à charge vivant depuis au moins un an à son domicile. S'il y a plusieurs ayants droit, le juge tranche.

● **Congé par le propriétaire.** — Le propriétaire peut donner congé sans motif en fin de bail, avec un préavis de six mois. Le locataire, pendant ce délai, n'est redevable du loyer et des charges que pour le temps où il a occupé le logement. Lorsque la fin de bail (avec un préavis de six mois) le propriétaire propose de renouveler le bail avec un nouveau loyer (fixé librement), si le locataire n'accepte pas cette proposition (dans le délai de trois mois avant le terme du contrat), celle-ci vaut congé.

La libre négociation du contrat sur proposition du propriétaire est sans aucun doute la disposition la plus libérale de la loi Méhaignerie, son « noyau dur », qui n'est tempérée que par les dispositions transitoires.

● **Loyers et charges.** — Les accords collectifs sur le montant des loyers et leur progression disparaissent, puisque en cas de renouvellement du contrat, « le loyer est librement fixé entre les parties ».

La révision annuelle, en revanche, reste régie par l'évolution de l'indice du coût de la construction, le dernier indice paru faisant référence.

● **Travaux d'amélioration.** — S'ils sont effectués par le locataire, une clause expresse du contrat les prévoit, ainsi que les modalités et la durée d'imputation sur le loyer. Le contrat prévoit aussi les modalités de dédommagement du locataire (en cas de départ anticipé) sur justification des dépenses effectuées. Une telle clause ne peut concerner que des travaux répondant aux normes minimales de confort et d'habitabilité (précisées par décret).

S'ils sont effectués par le propriétaire, une clause expresse du contrat (ou un avenant) fixe la majoration du loyer consécutive à la réalisation de ces travaux.

● **Quittance.** — Rien de changé : la quittance gratuite est de règle, à la demande du locataire. Elle porte le détail des sommes versées en dis-

tinguant loyer, droit de bail et charges.

● **Dépôt de garantie.** — Rien de nouveau non plus : deux mois de loyer au maximum, non révisable, restitué deux mois au plus après le départ du locataire, après déduction des sommes restant dues. Au-delà, cette somme produit intérêts au taux légal au profit du locataire.

● **Charges récupérables.** — On reste dans ce qui est devenu habituel : elles sont dues sur justification, peuvent donner lieu au versement de provisions mensuelles avec régularisation au moins annuelle. Le décompte des charges (dont la liste fait l'objet d'un décret en Conseil d'Etat assorti, pour les immeubles collectifs, de leur mode de répartition) est envoyé un mois avant la régularisation annuelle et, pendant ce mois, les pièces justificatives sont tenues à la disposition des locataires.

● **Résiliation de plein droit.** — Les clauses prévoyant cette résiliation pour défaut de paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie ou pour défaut d'assurance des risques locatifs ne produisent effet qu'un mois après un commandement resté infructueux.

Le juge des référés, qui doit être saisi par le propriétaire avant l'expiration du délai d'un an, peut accorder un délai d'un an au maximum (art. 1244 du code civil). Si le locataire se libère dans le délai fixé par le juge, le contrat se poursuit jusqu'à son terme.

Les compétences des commissions départementales de conciliation

Les compétences des commissions départementales de conciliation (qui seront remplies avant leur mise en place par les anciennes commissions départementales des rapports locatifs) sont tout à fait limitées : elles doivent chercher à mettre d'accord bailleurs et locataires sur les nouveaux loyers proposés pendant la période transitoire ; sur les nouveaux loyers proposés pour les appartements des catégories II B et II C qui sortent de la loi de 1948 ; sur les montants des travaux effectués par les locataires dans les logements II B et II C que les propriétaires doivent rembourser.

Les retouches à la loi de 1948

Les amendements de la loi de 1948 ont trois objectifs : d'abord, la location des locaux vacants, organiser pour les logements des catégories II B et II C la sortie de la loi de 1948, verrouiller le système pour assurer l'extinction naturelle de la loi.

● **Logements vacants.** — Tous les logements relevant de la loi de 1948 (sauf ceux de la catégorie IV), devenus vacants, peuvent être loués en toute liberté, sous le régime de la loi Méhaignerie, et sans qu'il soit nécessaire de les doter d'un confort minimum. Le nouveau locataire dispose d'un délai d'un an pour demander à son propriétaire la mise en conformité du logement avec les normes de confort et d'habitabilité fixées par un nouveau décret. En cas de désaccord, le juge, saisi, dira la nature des travaux à effectuer, leur délai d'exécution et pourra assortir celui-ci d'une astreinte.

Pour les locaux de la catégorie IV devenus vacants, la seule possibilité que le propriétaire a de les faire sortir de la loi de 1948 est d'y effectuer, préalablement à la location, les travaux de mise aux normes. Donc, les articles 3 quinquies et 3 bis de la loi de 1948 qui, jusqu'ici, en cas de vacance du logement, permettaient la sortie de cette loi grâce au « bail de six ans à loyer libre », sont abrogés.

● **Les logements II B et II C.** — Le propriétaire de logements classés en catégorie II B et II C (y compris les II A/II B qui avaient posé problème en 1976, lors de la libération des II A) peut proposer à ses locataires un nouveau contrat de huit ans, assorti d'un nouveau loyer dont la hausse (qui se rajoute à celle de la révision annuelle) sera répartie par huitième chaque année, tout au long de la durée du contrat. A la fin de celle-ci — on sera en 1995 —, les logements tomberont dans le champ de la loi Méhaignerie. Le nouveau loyer est fixé par référence à ceux habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour des logements similaires.

Le locataire dispose d'un an pour exiger du propriétaire la mise aux normes minimales de confort et d'habitabilité avec le même mécanisme que pour les locaux vacants.

Le locataire dispose de deux mois pour faire connaître à son propriétaire qu'il a plus de soixante-cinq ans, qu'il est handicapé ou qu'il dispose de ressources inférieures à celles du seuil fixé par décret, toutes conditions qui permettent au locataire de conserver le bénéfice de la loi de 1948 (ancien loyer et maintien dans les lieux).

Le locataire dispose d'un an pour exiger du propriétaire la mise aux normes minimales de confort et d'habitabilité avec le même mécanisme que pour les locaux vacants.

Le locataire dispose de deux mois pour faire connaître à son propriétaire qu'il a plus de soixante-cinq ans, qu'il est handicapé ou qu'il dispose de ressources inférieures à celles du seuil fixé par décret, toutes conditions qui permettent au locataire de conserver le bénéfice de la loi de 1948 (ancien loyer et maintien dans les lieux).

Il dispose de ce même délai pour faire connaître son acceptation du nouveau contrat. S'il n'est pas d'accord, c'est lui qui doit saisir la commission départementale de conciliation, puis le juge, qui fixe le montant du nouveau loyer. Si dans les trois mois de la proposition, il n'a saisi ni la commission ni le juge, c'est qu'il a renoncé. Il lui reste six mois pour déménager.

En cas d'accord, le nouveau contrat prend effet six mois après la proposition du propriétaire.

Cependant, si le locataire a fait dans le logement des travaux « ayant amélioré substantiellement le confort et l'équipement du local », le propriétaire doit le rembourser. Un décret en Conseil d'Etat dira la nature des travaux à prendre en compte et les modalités de leur évaluation. Si le bailleur en fait la demande, il pourra s'acquitter de sa dette grâce au surplus de loyer dégagé par le nouveau bail. Si sa dette n'est pas épuisée au terme des huit ans du contrat, il réglera le solde à ce moment-là.

Rien du même genre n'est prévu pour la catégorie III. La seule voie possible est celle des travaux d'amélioration, mais celle-ci dépend aussi de l'état de l'immeuble, de sa situation et de son environnement.

Les logements actuellement sous le régime d'un bail de six ans à loyer libre entrent à l'expiration de celui-ci dans le système des dispositions transitoires.

● **L'extinction naturelle de la loi.** — Pour que la loi de 1948 disparaisse d'elle-même, il faut éliminer de son texte toutes les dispositions qui permettent au locataire en titre de transmettre son bail (assorti du précieux maintien dans les lieux) à plus jeune que lui.

An départ volontaire du locataire ou à son décès, le bénéfice du maintien dans les lieux demeure acquis au conjoint, aux ascendants, aux handicapés à charge et aux enfants mineurs jusqu'à leur majorité. Les enfants adultes sont donc exclus du système, tout comme les « personnes à charge qui vivaient effectivement (avec le locataire) depuis plus d'un an ».

Le pari des loyers libérés

(Suite de la première page.)

Côté propriétaires, on est tout à fait mécontent que la loi de 1948 n'ait pas été purement et simplement abrogée et on se scandalise qu'on ne fasse pas payer les personnes âgées fortunées. On est aussi mécontent d'avoir à attendre 1995 (1991 en dehors des très grandes agglomérations) pour connaître la vraie liberté : donner congé sans motif et « négocier » librement un nouveau loyer lors du renouvellement du bail. Pourtant, le législateur de 1948 a fait un joli cadeau en ne leur retirant pas, le jour de la liberté venue, la faculté de réviser en hausse, chaque année, le loyer contractuel. Les propriétaires allemands, qui jouissent de la liberté contractuelle, ne pratiquent pas cette revalorisation permanente des loyers.

Il est difficile dès maintenant d'apprécier les effets économiques du fonctionnement de la loi Méhaignerie, qui ne seront à plein qu'après 1995. Les premiers signes de ces effets apparaîtront ou fait beaucoup plus tôt et devraient être de deux ordres : psychologique chez les propriétaires et les locataires ; mécanique sur l'indice des prix de détail.

Des effets imprévisibles sur l'indice des prix

Le premier effet psychologique devrait être de redonner confiance aux investisseurs et de relancer la construction locative privée, puisque les loyers en sont libres, comme ils l'ont d'ailleurs toujours été. Encore faudrait-il que les promoteurs privés trouvent des terrains, que le maître carré de logement à louer n'attire pas des coûts prohibitifs et dissuasifs (même pour les plus riches) et enfin que les sirènes boursières cessent d'attirer les capitaux disponibles comme l'aimant la limaille de fer.

Le deuxième effet psychologique touchera, en juillet 1989, les locataires qui vont signer à partir de janvier les premiers contrats de la loi Méhaignerie. A cette date (quel anniversaire !), ils recevront de leur propriétaire les premières propositions de renouvellement de leur bail.

A moins que d'ici là une inflation à nouveau galopante n'ait entraîné une hausse substantielle de leurs revenus, la pilule risque de leur paraître bien amère, même si la hausse demandée est jugée « raisonnable » par le bailleur.

Si le bail arrive à renouvellement avant le 1^{er} octobre 1987, cette proposition doit arriver avant le terme et elle emporte de plein droit une prorogation du contrat pour une durée de douze mois.

Pour les contrats, venant à renouvellement ultérieurement, la proposition doit être faite six mois avant le terme.

Le loyer proposé doit être fixé « par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour les logements comparables ». En cas de désaccord, on a défaut de réponse du locataire, quatre mois avant la date du renouvellement, le propriétaire ou le locataire doit saisir la commission départementale de conciliation. A défaut d'avoir saisi la commission, le contrat est reconduit de plein droit avec l'ancien loyer. Faute d'accord, c'est le juge qui fixera le montant du loyer, et le bail sera renouvelé pour trois ans.

En cas de vente, le congé doit indiquer le prix et les conditions de la vente projetée, ce qui vaut offre de vente. Le locataire a deux mois pour faire connaître son acceptation ou son refus. S'il accepte, il a deux mois pour réaliser l'opération, quatre mois si, dans sa réponse, il notifie son intention de recourir à un prêt. Si le logement a été vendu à un tiers à un prix plus avantageux pour l'acquéreur que celui prévu dans l'offre de vente, le locataire qui avait refusé cette offre a la possibilité de se substituer à l'acquéreur dans le mois qui suit la notification de l'acte par le notaire à l'adresse communiquée par lui au bailleur.

● **Renouvellement du bail.** — Un nouveau contrat peut être proposé par le propriétaire à son locataire lorsque le bail arrive à renouvellement.

Les renouvellements de baux seront soumis à cette procédure jusqu'au 31 décembre 1995 dans les communes (dont la liste est fixée par décret) faisant partie d'une agglomération de plus d'un million d'habitants, jusqu'au 31 décembre 1991 dans les autres communes.

Il est probable que les plus astucieux feront le siège des commissions départementales de conciliation, dont ce n'est pas du tout la tâche, mais qui pourraient dans un premier temps constater le phénomène. S'il s'amplifiait, le ministère pourrait élargir les compétences des commissions. A moins qu'un fil des mois une véritable jacquerie de locataires se déclenche, sur certains points du territoire et bien sûr à Paris, qui vit depuis 1979 une véritable situation de pénurie.

L'effet mécanique sur l'indice des prix est tout aussi délicat à prévoir, d'autant que les résultats de l'enquête de 1984 de l'INSEE sur le logement ne sont pas connus. Ce qui est sûr, c'est que plus l'inflation est faible, plus l'influence d'une dérive des prix dans un secteur donné est forte. Il est vrai que les renouvellements de baux locatifs s'étendent théoriquement sur trente-six mois en moyenne ainsi que l'effet de leur hausse sur l'indice des prix.

Il est vrai aussi qu'en octobre on constatait que les loyers en un an avaient augmenté deux fois plus vite que l'indice du coût de la vie (4,6 % en région parisienne, 5,1 % sur l'ensemble de la France) : dès lors, le processus s'est accéléré, les propriétaires anticipant sur les mesures de la loi Méhaignerie. Que sera-ce lorsqu'elle sera tout à fait appliquée ?

On veut croire, dans l'entourage de M. Méhaignerie, que les propriétaires seront raisonnables, préférant conserver un locataire sérieux, qui paie régulièrement, plutôt que l'obliger à partir. On sait en qu'on perd, on ne sait pas ce qu'on trouve.

La région parisienne et au premier chef Paris, avec l'attrait que la capitale exerce sur les candidats locataires, devraient servir de signal d'alarme aux pouvoirs publics : c'est là que les propriétaires risquent le plus de céder aux tentations excessives, et c'est là qu'on ne retrouvera pas avant longtemps un marché assez étendu pour que la concurrence joue.

Si la dérive est trop forte, il restera à M. Balladur (ou peut-être à son successeur) le recours de faire passer un décret en Conseil d'Etat qui lui permette de « réglementer les prix après consultation du conseil de la concurrence » : la tonne récente ordonnance relative à la liberté des prix et de la concurrence lui en donne la possibilité.

Dans le secteur du logement locatif, la balle est dans le camp des propriétaires.

JOSÉE DOYÈRE

Les conflits sociaux

Le retour à la normale s'accompagne de quelques soubresauts

Sensible depuis le début de la semaine, le retour à la normale à la SNCF, à la RATP et à EDF-GDF s'accompagne de quelques soubresauts.

La reprise du travail chez les cheminots fait apparaître localement des difficultés. Le climat est parfois tendu entre des grévistes et des membres de l'encadrement. En divers endroits, des menaces de sanctions ont été évoquées à l'encontre de certains grévistes, menaces qui pourraient avoir pour effet, dans leurs cas, la remise en cause des règles prévues pour l'étatement des préavis pour cause de grève (quatre jours par mois normale). La CFDT, qui prétend avoir constaté le phénomène dans neuf régions, a déposé un préavis de grève à partir du 19 janvier à 0 heure et jusqu'au 20 janvier à 8 heures. Dans un communiqué, la fédération CFDT des transports et de l'équipement met en cause « une politique de répression vis-à-vis des cheminots grévistes » et « dénonce la chasse aux sorcières ». Elle souhaite que la réunion de la commission mixte du statut, prévue pour le 15 janvier, permette de clarifier la situation.

A Dijon-Perrigny, les sections CGT et CFDT ont protesté dans le même sens et déposé un préavis de grève pour la même date. Ici où là, des mouvements de mauvaise humeur se produisent comme à Narbonne ou à Vénissieux, où, après avoir repris le travail, les départs sont repartis momentanément en grève. Cependant, le déblocage se confirme, même dans le Sud-Est, sauf à Marseille-Blancarde, à Miramas et à Nice où la grève a été reconduite. Dans la journée de mardi, les départs de Tarbes, de Pau, de Toulouse, de Capdenac, ont voté la fin de la grève, tout comme ceux de Nîmes, de Béziers, de Narbonne, de Toulouse, de Marseille - Saint-Charles et d'Avignon.

« Une issue honorable »

Selon la direction de la SNCF, le service voyageurs devrait être « normal », ce 14 janvier, sur l'ensemble du réseau sauf pour les relations entre Paris et l'Aquitaine, la Midi-Pyrénées et la Côte d'Azur, ainsi que dans la banlieue (Sud-Ouest et ligne C du RER), qui restent en partie perturbées. Quant à la reprise

du trafic marchandises, elle s'accroît, la direction ne comptant plus que quatre cents trains de retard.

En présentant ses vœux à la presse, le 13 janvier, M. Jacques Douffiaques, ministre délégué aux transports, a assuré : « Nous avons trouvé une issue honorable ». De son côté, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, à la même occasion, a observé que ces événements confirmaient la nécessité de l'existence de « syndicats forts et responsables ». Il s'est également prononcé pour « une répartition équitable de l'effort ».

À la RATP, aussi, la tendance est à l'apaisement. La circulation du métro, des lignes RATP du RER est théoriquement rétablie à 100 % mais des perturbations dues aux intempéries affectent les lignes 6 et 8 ainsi que le RER. Pour les autobus, 25 % des machinistes sont encore en grève. L'accord proposé le 13 janvier pourrait être signé par les autonomes, les indépendants et la CFDT. Le Syndicat autonome traction (SAT) devrait signer à son tour, mais FO, semble-t-il, prend des distances. Dans ces conditions, le

texte serait approuvé par des organisations syndicales représentant un tiers du personnel. Les propositions faites par la direction de la RATP ont fait l'objet de précisions. Les conducteurs recevront le dernier tiers d'une prime spéciale de traction qui sera versée à partir du 1^{er} mars 1987, à raison de 68 francs mensuels. La prime d'incitation à la sécurité ou de vigilance, qui s'élève à 250 francs mensuels, sera versée à partir du 1^{er} juillet 1987 aux 40 % de conducteurs de catégorie T 2 ayant plus d'un an d'ancienneté et viendra récompenser ceux qui auront assuré de bonnes conditions de circulation. La prime de productivité de 225 francs, prévue également pour le 1^{er} juillet, vient pour partie de compenser le déplacement de quatre jours de congés de l'été à l'hiver. La direction fait observer que seule une minorité de conducteurs cumuleront ces trois primes.

A EDF-GDF, on ne constate plus de coupures qui seraient dues à des mouvements de grève, les seules interruptions étant provoquées par des difficultés techniques. La CGT, seule encore en grève, a décidé « une suspension » de son mouvement, en raison du froid.

Le groupe CRI va achever sa scission

L'assemblée générale de la Caisse de retraite interentreprises (CRI) (210 000 cotisants, 160 000 retraités) réunie ce mercredi 14 janvier pour approuver les comptes de l'exercice 1985, va aussi être saisie de la réorganisation entamée par le conseil d'administration depuis l'été dernier, consistant à séparer les activités de retraite (et de prévoyance) du reste de l'ancien groupe CRI (finance, gestion de patrimoine, informatique, formation etc.) regroupé sous le nom de Sagittaire (Le Monde des 9 et 22 octobre 1986).

Le conseil d'administration de la CRI a décidé en effet de créer une nouvelle institution paritaire fédérant les caisses de retraite du groupe. Réunissant des représentants de celui-ci et de tous les partenaires sociaux, elle aura à sa tête le nouveau directeur de la CRI, entré en fonctions le 1^{er} janvier, M. Rémy Dhucque, ancien directeur de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), venu de l'inspection générale des affaires sociales.

Nommé aussi directeur de la CRISA, (caisse de retraite des industries spatiales et aéronautiques), M. Dhucque va recruter un personnel propre pour les caisses de retraite parmi celui de l'ancien groupe CRI.

Ces dispositions doivent encore être approuvées par les conseils d'administration des trois autres caisses de retraite (CRISA-IRCA, CRIP, CRI-UNIRS) et de la Caisse de prévoyance, qui doivent se réunir dans les prochaines semaines : ces caisses rejoindront la nouvelle institution paritaire.

La séparation financière a aussi été poursuivie : les trois quarts des réserves propres de la CRI (2,8 milliards de francs) sont aujourd'hui gérées par CDC-Gestion, filiale de la Caisse des dépôts. Mais un *modus vivendi* doit être établi avec le groupe Sagittaire. Certaines tâches (informatique, formation) pourraient lui être confiées par contrat par le conseil d'administration de la CRI ; préférence pourrait lui être donnée pour certains services (loisirs, par exemple), à égalité de prix et de qualité avec les concurrents, et Sagittaire pourrait proposer ses produits (placements, assurance, gestion de patrimoine) aux cotisants de la CRI. D'ailleurs la CRI et la CRISA n'ont pas vendu les parts qu'elles détenaient dans les fonds communs de placement du groupe Sagittaire.

● M. Marchais écrit à M. Chirac. — Le secrétaire général du PCF, M. Marchais, a envoyé le mardi 13 janvier une lettre au premier ministre dans laquelle il propose à M. Chirac de « financer les revendications » des grévistes du secteur public en leur reversant les 4 milliards de francs d'intérêts que l'Etat doit régler vendredi, selon lui, aux détenteurs de l'emprunt Giscard.

● RECTIFICATIF. — Une coupe malencontreuse a fait disparaître, dans l'article intitulé « Regagner le terrain perdu ? » (Le Monde du 14 janvier, page 38), une phrase de transition. Il s'agit du sondage SOFRES-le Figaro qui y était cité par erreur. Ce sondage est en effet « éloquent », non pas sur les différentes hypothèses de candidatures pour l'élection présidentielle, mais sur l'écho rencontré, dans l'opinion, par le gouvernement et la majorité lorsqu'ils dénoncent les grèves des services publics.

A. L.

REPÈRES

Trésorerie des entreprises

Sensible amélioration

« Le redressement des résultats d'exploitation des entreprises, très net, depuis mai 1985, s'est encore accru au deuxième semestre de 1986 », indique l'INSEE dans son enquête de décembre sur la situation de trésorerie dans l'industrie. « 80 % des industriels estiment leur situation normale ou aisée », précise l'INSEE dans sa note.

Le niveau de satisfaction « dépasse le plus haut niveau de 1976 », poursuit l'INSEE qui explique que les chefs d'entreprise interrogés en décembre sont désormais plus nombreux à estimer que leur situation de trésorerie est « satisfaisante », que ceux qui pensent le contraire.

Endettement

2 milliards de dollars de crédits à l'Argentine

La Banque mondiale va prêter 2 milliards de dollars à l'Argentine au cours des années 1987 et 1988, pour financer un programme de réformes structurelles décidé par le gouvernement, a annoncé officiellement, mardi 13 janvier, son président M. Barber Conable.

L'annonce officielle de ce prêt intervient au lendemain du crédit stand-by de 1,8 milliard de dollars accordé par le Fonds monétaire international.

L'appui du FMI et de la Banque mondiale sont des signes encourageants pour les négociations qui vont s'ouvrir entre l'Argentine et ses banques créditrices. Le gouvernement argentin se propose en effet d'obtenir auprès d'elles de meilleures conditions de remboursement, la dette extérieure du pays étant estimée à 51 milliards de dollars. L'Argentine cherche de plus à obtenir 2,3 milliards de dollars de nouveaux prêts.

Selon le communiqué de la Banque mondiale, « le programme argentin de réformes structurelles à moyen terme vise à réformer les interventions du secteur public et à renforcer les initiatives dans le secteur privé ».

L'inflation

en 1986

Pays-Bas : + 0,2 %

Les prix aux Pays-Bas ont augmenté de 0,2 % en 1986 contre 2,3 % en 1985, selon les chiffres officiels publiés par le ministère des affaires économiques.

Grèce : + 16,9 %

L'indice des prix à la consommation en Grèce a augmenté en 1986 de 16,9 % par rapport à 1985, année durant laquelle l'inflation avait atteint 25 %. L'indice a augmenté de 0,9 % en décembre par rapport à novembre. M. Simiatis, ministre de l'économie, a estimé que ce résultat était « satisfaisant » car il était proche de l'objectif gouvernemental (16 %) et a réaffirmé que le gouvernement poursuivra en 1987 « une stricte application de son plan de stabilisation ». L'objectif gouvernemental pour 1987 est de ramener l'inflation à 10 %.

Le mark continue de monter le dollar de baisser

(Suite de la première page.)

A Londres, un opérateur déclarait qu'il n'avait jamais vu le dollar en aussi mauvaise condition (en fait, il faut remonter aux années 1978/1979).

En Europe, les effets de ce mouvement sont dévastateurs. Le réajustement du SME est quasiment oublié, le pourcentage de réévaluation du mark étant jugé tout à fait insuffisant, et le marché n'en a tenu aucun compte. Comme les vendeurs de dollars se ruent à nouveau sur la devise allemande, celle-ci continue à monter par rapport aux devises « faibles » du SME, notamment le franc français. A Paris, le cours du mark touchait 3,35 francs dans la matinée de mercredi, tout près de son nouveau taux pivot de 3,358 francs — ce qui ne s'était jamais vu après les réajustements précédents — avant de revenir à 3,347 francs, ce qui oblige la Banque de France à maintenir des taux élevés, autour de 9 % à très court terme.

« Cela ne peut continuer », esti-

Automobile

Net redressement du marché français

Le marché automobile français s'est nettement redressé en 1986. Cette tendance, qui s'est accentuée en fin d'année, a surtout profité aux constructeurs français et en premier chef à Renault.

Les immatriculations de voitures neuves se sont élevées à 1 912 252 unités, soit 8,3 % de plus que l'année précédente, selon les chiffres provisoires de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Pour la première fois depuis 1978, la part des voitures étrangères a cessé de progresser, se stabilisant à 36,4 % du marché français contre 36,8 % en 1985.

Sur l'ensemble de l'année, la Régie a refailli la barre des 30 %, avec 31,5 % des immatriculations (contre 28,7 % en 1985). Le groupe privé Peugeot a connu des résultats moins euphoriques : avec une hausse de 0,2 % des immatriculations en 1986, il occupe 32,1 % du marché (contre 34,7 % en 1985). Sur ce total, Automobiles Peugeot représentait 20,4 % (en hausse de 1,3 %) et Citroën 11,7 % (- 1,8 %).

Avec 695 898 unités en 1986, les constructeurs étrangers ont tout de même progressé en volume de 7,7 % en un an.

Acier

Baisse de la production en France

Pour la seconde année consécutive, la production française d'acier brut a baissé en 1986 pour s'établir à 17,9 millions de tonnes, soit 4,8 % de moins qu'en 1985 et bien moins que l'année record de 1974 (27 millions de tonnes). En décembre, la baisse de la production d'acier brut s'est chiffrée à 4,9 %.

La production française de fonte brute a régressé, quant à elle, de 9,1 %, frôlant les 14 millions de tonnes, selon les dernières statistiques de la Chambre syndicale de la sidérurgie.

Social

Aluminium Pechiney repousse la fermeture de trois mines de bauxites

La direction d'Aluminium Pechiney a accepté de maintenir jusqu'en 1990 l'exploitation de trois des cinq mines de bauxite du bassin de Briqnoles (Var) employant deux cent soixante-dix-sept personnes, dont la fermeture avait été annoncée le 3 décembre 1986 (Le Monde du 5 décembre). Le puits le plus important, celui de Peygros (soixante-dix personnes), est arrêté dès cette année et « mis sous coque », pouvant ainsi servir de réserve stratégique. L'exploitation des trois puits sera prolongée grâce à un étallement de la production.

La direction d'Aluminium Pechiney s'est, d'autre part, engagée à participer activement à la reconversion industrielle du bassin briqnoles. Elle a donné notamment son accord au versement d'une somme de 2 millions de francs qui servira à l'implantation d'entreprises sur le parc d'activités de Nicopolis (200 hectares), créé par la commune de Briqnoles, où, selon le maire, M. Jacques Castor (UDF), vice-président du conseil général du Var, cinq entreprises envisageraient de s'installer.

(Corresp.)

FRANÇOIS RENARD.

Fonction publique

Des négociations salariales sur la corde raide

En ouvrant le jeudi 22 janvier les négociations salariales 1987 dans la fonction publique, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, va engager une rude partie. Dans le secteur public, l'effervescence n'est pas encore totalement retombée. La CGT, qui a tenté, en vain jusqu'à présent, de lancer des grèves aux PTT, organise des actions le 15 janvier. La FEN prépare de son côté une initiative et FO affirme à qui veut l'entendre que les chances de la voir signer un accord salarial pour les fonctionnaires — ce qu'elle n'a pas fait depuis le 22 novembre 1982 — sont nulles.

Dans l'après-midi du 13 janvier, les fédérations de fonctionnaires FEN, FO, CFDT et FGAF (autonomes) ont adressé à leur ministre, séparément mais en termes identiques, une lettre qui rappelle quelques-unes de leurs exigences avant la négociation. Comme dans l'ensemble du secteur public, le différend tient à l'inclusion dans la masse salariale du « glissement vieillesse technicité » (GVT, qui mesure les promotions et l'ancienneté). Déjà, dans sa recommandation salariale du 31 décembre 1983 pour l'année 1984, M. Pierre Mauroy avait préconisé une telle inclusion du GVT, mais son gouvernement, comme celui de M. Fabius, n'avait pris en compte qu'un GVT forfaitaire (et donc partiel) qui ne représentait que 0,5 % de la masse. C'est sur ces bases, que la FEN, la CFDT, la CFTC et la FGAF avaient signé un accord salarial le 13 février 1985, sans toutefois reconnaître officiellement pareille inclusion.

Avec l'arrivée au pouvoir de M. Chirac, le décor a changé. Il n'est plus question d'un GVT solide mais d'un « GVT positif », plus important puisqu'il ne prend en compte que le coût des augmentations liées à l'ancienneté et à la technicité en laissant de côté le glissement qui mesure le coût de la modification des effectifs d'une année sur l'autre. Dans leur lettre du 13 janvier, les quatre fédérations FO, CFDT, FGAF et FEN estiment que l'inclusion du GVT positif dans la masse est inacceptable. « Si elle était conservée, disent-ils, cela reviendrait à accepter la remise en cause de la carrière, base du statut général des fonctionnaires ». Dans une lettre envoyée de sa propre initiative, la CFTC a fait les mêmes réserves, tandis que son président confédéral, M. Jean Bonnaud, jugeait que « le nouveau gouvernement a continué de prendre, en matière salariale, des décisions autoritaires et unilatérales ».

Une marge de manœuvre étroite

Pour M. de Charette, la marge de la négociation est très étroite, même en raisonnant sur l'hypothèse haute de la recommandation du 12 novembre 1986 de M. Chirac. Cette hypothèse haute lui permet, à l'image de ce qui s'est fait dans les entreprises publiques qui ont négocié à chaud (3 % à EGF, 3,08 % à la SNCF et 2,78 % à la RATP) de prévoir une hausse de la « rémunération moyenne des agents en place au 1^{er} janvier 1987 » de 3 %. Mais encore faut-il, si l'on en croit la directive de M. Chirac, que des dispositions pré-

voient en contrepartie « une amélioration substantielle de la productivité ou une meilleure utilisation des équipements ».

Après avoir retiré le GVT positif et les mesures catégorielles de la masse salariale, M. de Charette n'a plus beaucoup à distribuer en augmentant le salaire de base, ce qui a conduit à envisager de proposer une hausse des rémunérations de 1,5 % au 1^{er} septembre 1987 — « une vraie provocation », estime M. Bonnaud, qui s'entendrait avec le premier ministre le 15 janvier, — avec, éventuellement, quelques compléments pour les bas salaires et les retraités... s'il y a accord. La situation est donc bloquée, un peu comme aux Charbonnages de France, où les partenaires sociaux ne se retrouveront pour un point salariale qu'à la fin du premier semestre.

La difficulté est d'autant plus grande que, même si les fonctionnaires ne se lancent pas dans une grève illimitée à l'image des cheminots, ils vont tenter d'obtenir des augmentations salariales à celles qui ont été faites ailleurs. Ils ont, notamment, remarqué, même si les grands principes sont demeurés intangibles, qu'à EGF le GVT positif a été magiquement ramené de 2,5 % à 2,1 %, et que M. Chirac est revenu sur le gel des augmentations de 1986 en accordant une hausse des rémunérations de 0,4 % à compter de janvier 1986. Ils ont également observé que les premières — ou uniques — augmentations générales sont prévues au 1^{er} juin à la SNCF et à la RATP et au 1^{er} juillet à EGF. D'ores et déjà, le schéma initial de M. de Charette se trouve totalement dépassé. Crise sociale oblige.

MICHEL NOBLECOURT.

Accord entre les partenaires sociaux

Création d'un fonds de péréquation pour la formation en alternance

Un accord est intervenu entre les partenaires sociaux à l'origine du dispositif de formation en alternance pour que soit créé un fonds national de péréquation des sommes collectées au titre du 0,3 % de la masse salariale consacré à la formation des jeunes et à l'apprentissage.

Le Fonds national de péréquation a été créé à compter du vendredi 9 janvier, conformément au vœu d'un protocole d'accord signé par le CNPF, la CGPME, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC, en date du 22 décembre, qui prévoit, en outre, d'autres aménagements pour le dispositif de formation en alternance.

Sous leur aspect très technique, ces décisions sont extrêmement importantes. Elles assurent le moyen de financement des formules de formation en alternance et, ainsi, aideront au développement du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes. Ces dernières semaines, en effet, plusieurs organismes mutualisateurs s'inquiétaient en constatant que les sommes collectées ne correspondaient pas au nombre des conventions signées par les entreprises, les quelles bénéficiaient par ailleurs des exonérations de charges sociales décidées par le gouvernement. A l'inverse, d'autres organismes, à la

gestion prévisionnelle plus prudente ou aux moyens financiers plus importants, n'avaient pas à souffrir de la situation.

Déjà, le gouvernement s'était préoccupé de cette évolution, et, en août dernier, avait autorisé l'association de formation liée au CNPF (les ASFO) à réaliser entre elles des opérations de transfert. Mais ce n'était pas suffisant et, récemment encore, le CNPF s'était publiquement préoccupé du sujet, en appelant au gouvernement, lui-même intéressé par la réussite de son plan pour l'emploi des jeunes.

Par voie d'amendement, le Parlement avait prévu la création d'un fonds de péréquation que, finalement, les partenaires sociaux ont décidé de mettre en place sous le contrôle du groupe technique. Les financements des conventions devaient ainsi être mieux assurés. Le nouvel organisme pourrait même être habilité à recevoir les sommes fiscales auprès du Trésor public. Pour 1986, ces fonds non mutualisés s'élèveraient à 500 millions de francs, qui viendraient donc soutenir la formation en alternance.

D'autres dispositions, tout aussi importantes, ont également été

prises par les partenaires sociaux. Les organismes mutualisateurs sont invités à procéder à « une clarification de leur champ de compétences », et notamment à veiller au respect des règles de la formation en alternance. Plutôt que de se comporter en « guichets ouverts », ils s'assurent du contenu des contrats de formation. Il est ainsi rappelé que le contrat d'adaptation comporte une durée de deux cents heures de formation, « sauf dérogation », cela afin d'éviter que ne soient payées à l'entreprise, à raison de 50 F l'heure, des périodes parfois excessives de formation. Actuellement, on compte trois cent quatre-vingts heures de formation, en moyenne, pour de tels contrats.

De même, il est rappelé que les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) s'adressent à des jeunes demandeurs d'emploi, en chômage de longue durée ou de faible formation. « Les parties signataires demandent qu'aucun SIVP ne répondant pas à ces critères puisse être conclu », précise le protocole, la tendance ayant été d'employer cette formule pour recruter des jeunes formés et parfois qualifiés.

A. L.

87 Entrez chez PARIBAS avec **NIVARD, FLORNOY** Agents de Change
20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS (1) 42.46.82.82

ANGLAIS INTENSIF
ETUDIANTS - ADULTES
OXFORD ENGLISH CENTRE
A partir d'une semaine, toute l'année
DOCUMENTATION GRATUITE
sur simple demande
IDECL - SILC
32, Rue de la Paix
75002 Angoulême Cédex
Tél. (01) 45.95.93.53

Aujourd'hui, la culture, la recherche ou le sport ne sont plus à l'écart du monde des affaires. Eux aussi seront au cœur du Monde Affaires.

Comprendre le monde des affaires en 1987, ce n'est plus simplement parler de macro-économie ou de multinationales mais aussi de culture, de recherche ou de sport. Parce qu'aujourd'hui l'économie irrigue tous les secteurs de la société, Le Monde a décidé de donner un nouvel éclairage au monde des affaires, en créant Le Monde Affaires. Et qui, mieux que Le Monde, pouvait le faire ? Quand la plupart des magazines de grande diffusion sont réalisés par des équipes de 10 à 40 journalistes, Le Monde met ses 200 rédacteurs et son réseau de correspondants au service du Monde Affaires. Ses journalistes en économie, bien sûr, mais aussi ses spécialistes en éducation, en science ou en cinéma. C'est ainsi le versant économique de tous les domaines de l'actualité qui sera analysé par Le Monde Affaires. Chaque semaine, avec un regard neuf, un style clair et des articles sans complaisance, Le Monde Affaires racontera l'aventure des entreprises et des hommes qui la vivent.

Le supplément Le Monde Affaires sera en vente sans supplément de prix chaque vendredi après-midi avec le quotidien Le Monde.

Le Monde

Chaque vendredi*, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

* Numéro de vendredi, daté samedi.

Affaires

Les fabricants américains de « puces » tentent de s'organiser

Le libéralisme de la Silicon Valley
défait par le plan japonais

Devant les difficultés que traverse l'industrie américaine des semi-conducteurs, cinq grands fabricants de composants envisagent un regroupement qui leur permettrait de faire appel à une aide massive de l'Etat fédéral américain pour lutter contre la concurrence japonaise. Il s'agit de Texas Instruments, Motorola, National Semiconductor, Intel et Advanced Micro Devices (AMD) auxquels se joindraient IBM, Digital Equipment et Hewlett-Packard.

WASHINGTON
correspondance

Un comité réuni sous la houlette de l'Association professionnelle de l'industrie des semi-conducteurs étudie un plan visant à la création, à partir du printemps prochain, d'un consortium de ces firmes provisoirement dénommé « Sematech » (Semiconductor Manufacturing Technology Institute). Ce regroupement, qui envisagerait à la fois la fabrication de composants électroniques et le développement en commun de nouveaux produits technologiquement avancés, demanderait une mise de fonds de départ d'au moins 250 millions de dollars. Simultanément, un rapport du Conseil scientifique de défense, s'appuyant sur des analyses conjuguées du département de la défense et de la CIA recommande

un engagement du budget de la défense de 2 milliards de dollars en cinq ans pour maintenir le niveau de compétitivité et l'indépendance d'une industrie dont dépendent de nombreux produits cruciaux pour le système de sécurité américain.

L'impact de cette tentative est encore incertain, à l'heure où les restrictions budgétaires ne facilitent pas l'allocation de nouvelles ressources. Un premier consortium de grandes entreprises a été créé en 1983, Microelectronics and Computer Technology Corporation, basé à Austin, au Texas. Mais il n'était censé s'occuper que de recherche et de développement. Il est question maintenant d'aller plus loin dans la voie de l'organisation corporatiste en dépit de la législation antitrust, puisqu'il s'agit de production en commun. L'appel fait à l'Etat va à l'encontre des règles établies de l'économie américaine. Mais comme le disait il y a quelques mois un professeur de l'université Harvard, M. Robert Reich, « il est irréaliste pour les Etats-Unis d'essayer de rivaliser avec le Japon sur la base de la libre entreprise puisque le commerce des semi-conducteurs n'est pas gouverné par le libre marché ».

L'accord sur le commerce des semi-conducteurs signé entre l'administration américaine et le gouvernement japonais l'été dernier semble bien avoir été pour l'industrie américaine une arme à double tranchant. Après avoir démontré que les firmes japonaises vendaient leurs produits

sur le marché américain à des prix inférieurs à leurs prix intérieurs et à leurs coûts de revient, le département américain du commerce a passé des mois à obtenir un accord sur le principe d'un contrôle des prix sur le marché américain à un niveau plus élevé, défini entreprise par entreprise. Cette méthode, d'inspiration protectionniste, s'est révélée difficile à appliquer. Les effets pervers ont été doubles : les acheteurs américains de composants se sont trouvés incités à ralentir leurs achats pour attendre des temps meilleurs et à menacer de s'installer hors des Etats-Unis pour échapper à l'augmentation des prix qui atteignaient dans certains cas 600 % par an.

Les firmes japonaises se sont retrouvées avec des profits inattendus énormes avec lesquelles elles financent aujourd'hui leurs recherches les plus avancées et leurs nouvelles acquisitions. C'est ainsi que Fujitsu a annoncé son intention de fusionner avec Fairchild Semiconductor Corporation, filiale de Schlumberger. General Electric ne serait pas mécontente de vendre RCA Semiconductor. Les pertes de 37 millions de dollars annoncées en 1985 par AMD ont en fait été « ciblées » bon marché, de même que National Semiconductor dont les travaux sur les microprocesseurs seraient d'un grand intérêt pour un acquéreur. Toutes sont actuellement accessibles en Bourse à des prix de 40 % du dollar par rapport au yen. Les dirigeants des firmes américaines se sentent donc vulnérables à la fois sur leur marché professionnel et sur le marché financier.

Un nouveau rapport du Conseil scientifique de défense qui sera publié au printemps, mais dont le *New York Times* a divulgué certains éléments, indique que sur vingt-cinq types de semi-conducteurs, le Japon mène dans douze, et les Etats-Unis dans cinq, tandis que les autres sont à parité.

L'Agence nationale de sécurité s'alarme de voir que les firmes américaines achètent des céramiques pour cent soixante et onze des cent quatre-vingt-cinq types de compo-

sants sur mesure à une seule compagnie japonaise, Kyocera, qui domine le marché. Récemment celle-ci, sans prévenir, a cessé de fabriquer les céramiques nécessaires pour un composant clé d'un produit de défense, en sorte que l'Agence essaie maintenant de recruter des sources d'approvisionnement diversifiées aux Etats-Unis.

Menace
pour le Pentagone

L'inquiétude de voir le Japon refuser progressivement aux Américains l'accès aux nouvelles générations de composants dont dépendront de nombreuses technologies nouvelles, civiles et militaires, n'est pas sans fondement.

Sachant bien que la politique de contrôle des prix des importations à laquelle ils se sont momentanément ralliés n'est pas la solution de leur problème, les industriels américains se débattent pour lancer de nouveaux programmes de production et de recherche. Le libéralisme de la Silicon Valley, où les mouvements de personnel sont nombreux parce que les cadres les plus compétents partent constamment à la recherche de leur propre intérêt, favorisent la multiplication des petites initiatives, mais n'avaient pas les grandes firmes américaines face aux géants japonais.

L'appel lancé au Pentagone ne sera vraisemblablement que partiellement entendu, car l'heure n'est plus comme dans les années 50 à la course aux missiles, ou dans les années 60 à l'espace. Les crédits militaires qui ont soutenu la progression de l'industrie américaine des semi-conducteurs devront vraisemblablement être relayés par d'autres méthodes. Une possibilité serait, semble-t-il, que l'Etat facilite l'octroi de prêts spéciaux aux entreprises et aux universités pour soutenir le lancement de nouveaux programmes. On imagine mal en effet la Silicon Valley convertie en arsenal national américain.

JACQUELINE GRAPIN.

AGRICULTURE

Le conflit Etats-Unis - CEE

Le cognac sur le pied de guerre

LIMOGES
de notre correspondant

« Nous sommes pris en otage dans un conflit qui ne nous concerne pas ». Dans les Charentes, c'est l'alarme. Et la mobilisation. A l'appel du BNIC (Bureau national interprofessionnel de cognac), le samedi 10 janvier, salle de la Salamandre à Cognac, tout le monde était là : petits viticulteurs, distillateurs et grandes maisons de négoce, syndicats agricoles de toute obédience et élus de tous bords, du RPR au PC ; il y avait même un ministre, M. Georges Chavaignes, venu apporter à sa région le soutien du gouvernement. L'assemblée fut unanime sur la nécessité de l'« unité totale » ; sur celle également de « parler très haut et très fort à Bruxelles, où tout va se jouer ». Parler très vite aussi, puisque c'est en principe le 20 janvier que les Etats-Unis doivent rediscuter du contentieux qui les oppose et qui, pour les Charentes, est vécu comme une menace mortelle.

Les Etats-Unis, on le sait, se sont élevés contre certaines dispositions des traités d'adhésion à la CEE du Portugal et de l'Espagne : celles-ci vont contrecarrer l'entrée des céréales américaines — et surtout du maïs — dans la péninsule ibérique. Négociations, impasse. Le 30 décembre 1986, les Etats-Unis faisaient savoir qu'ils entendaient se rembourser du préjudice subi par la création d'une surtaxe de 200 % ad valorem sur un certain nombre de produits agro-alimentaires, au premier rang desquels le cognac.

Car les Etats-Unis sont, et de loin, le premier client de l'aire de production du cognac (les deux Charentes et quelques zones limitrophes des Deux-Sèvres et de la Dordogne). Ce sont 31,4 millions de bouteilles qui ont été exportées outre-Atlantique en 1985, près de trois fois la consommation française elle-même (12,8 millions de bouteilles), près du quart de la mise en marché annuelle ; en devises, cela représente 195 millions de dollars.

Bouc émissaire

La taxation envisagée ferait passer le prix de la bouteille sur le marché américain de 28 dollars (182 F), à 60 dollars (390 F). Un prix tout à fait prohibitif : d'autant que les consommateurs américains se recrutent beaucoup, paraît-il,

dans les milieux modestes, qui en font un symbole de savoir-vivre et de promotion sociale. A de tels prix, ils risquent de se rabattre sur des symboles moins coûteux.

La fureur est d'autant plus vive dans les Charentes que le cognac ne coûte rien aux finances de Bruxelles, qu'il réussit des percées spectaculaires à l'exportation (actuellement au Japon, qu'il est classé « produit industriel » dans la nomenclature européenne. Enfin, à Cognac, on a le sentiment d'avoir beaucoup donné. La « guerre du poulet », déjà entre l'Europe et les Etats-Unis, avait fait stagner les achats américains de cognac à moins de 15 millions de bouteilles par an jusque vers 1975. Plus récemment, la décision française de contourner les importations de montres à quartz « made in Hongkong » avait aussi provoqué en retour un boycottage du cognac, dont l'enclave, avec 6,7 millions de bouteilles en 1985, est le cinquième consommateur mondial. Bref, dit-on unanimement dans les Charentes, « le rôle de bouc émissaire, ras le bol ».

Pour la région, le drame dépasse largement le cadre de l'agriculture. Aux 20 000 exploitations et aux 50 000 agriculteurs qui travaillent dessus, il faut ajouter 1 000 emplois dans la distillation et le négoce, 3 000 dans les activités complémentaires : verrerie (une unité Saint-Gobain à Cognac), tonnellerie, capelage, imprimerie, chandrierie, transport, etc.), 60 000 emplois au total. « dont plus du quart, avance le BNIC, disparaîtront dès que la surtaxation américaine sera appliquée, sans compter, bien sûr, tous ces emplois induits par la « nébuleuse cognac » dans le domaine de l'hôtellerie, du commerce, du tourisme en général ».

Fin janvier vont reprendre entre la CEE et les Etats-Unis les négociations de la dernière chance. D'ici là, l'interprofession du cognac va tenter de se faire entendre à Bruxelles, « qui a une part de responsabilité dans cette situation », et surtout réclamer la « ferme solidarité communautaire », qui lui semble actuellement bien chancelante : tout le monde souligne en Charente que l'agro-alimentaire ouest-allemand n'est touché en rien par la menace américaine et que la RFA n'est pas nécessairement prête à se battre pour le cognac. Surtout en période électorale.

GEORGES CHATAIN.

Marchés financiers

PARIS, 14 janvier

L'obsession de la baisse
des taux... + 0,8 %

Alors que les boursiers attendaient une séance de repêchage, les taux d'intérêt ont continué de baisser, entraînant la baisse des cours de la plupart des actions. Le marché a été dominé par la baisse des taux, qui a entraîné la baisse des cours de la plupart des actions. Le marché a été dominé par la baisse des taux, qui a entraîné la baisse des cours de la plupart des actions.

Pourquoi ce sursaut ? Autour de la corbeille, les opérateurs anticipaient de nouveau une baisse des taux d'intérêt allemands qui serait décidée dans un très bref délai. La rumeur courait dans les salles de bourse, suivie de la baisse des taux à très court terme commencent d'ores et déjà à reculer en RFA. Les professionnels estiment que le nouveau recul du dollar, qui exerce une forte pression haussière sur le mark, rendait probable un autre relâchement monétaire et un abaissement des taux allemands. En fin de séance, on apprenait la baisse des taux au jour le jour en RFA.

Dans ce climat plus stimulant pour les actions, quelques valeurs bénéficiaient d'un fort courant d'achat. L'Imperial, un moment rétrogradé à la hausse, gagnait 13,3 %, tandis que Pentaprise reprenait près de 10 %. L'anticipation de bons résultats pour le groupe minier poussait les cours vers les hauteurs. En hausse figuraient encore SGE, Raffinage et Elf (déjà par le raffermissement des prix pétroliers et par le froid...). Seb, CNI de Roussel Uclaf et Maisons Familiales se montraient aussi fermes. Parmi les valeurs en « faible » — repit, on notait Midland, Casino, Lagard.

Sur le marché obligataire, l'allure était un peu meilleure, l'espèce rassurant d'un bon rendement des taux. Après avoir perdu 1 % le matin, il reprenait 0,3 % sur l'ensemble des échéances, s'élevait à 107,60 sur septembre 1987.

Liquor : 83 100 F (- 850 F).

Napoleon : 539 F (+ 8 F).

CHANGES

Dollar : 6,22 F ↓

Sur des marchés des changes très nerveux, la baisse du dollar s'est poursuivie à vive allure, vis-à-vis du yen et du mark. Le franc (6,2280 F pour un dollar) s'est légèrement redressé par rapport au mark : 3,3422 contre 3,3460 lors du fixing de mardi.

FRANCFORT 13 jan. 14 jan.
Dollar (en DM) .. 1,4759 1,46
TOKYO 13 jan. 14 jan.
Dollar (en yen) .. 155,70 154

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (14 janv.) 9 %
New-York (13 janv.) 6 1/4 %

NEW-YORK, 13 janvier

Toujours plus haut

Wall Street a battu un nouveau record — le septième consécutif — dans un marché actif, qui avait pourtant commencé sur une note faible. Au retrait initial de plus de 6 points, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles reprenait finalement plus de 8 points en début d'après-midi, pour clocher à 2 012,93, en hausse de 3,51 points sur la veille. 171 millions d'actions étaient traitées. On notait 825 valeurs en progression, 759 en recul et 401 inchangées.

Près du Big Board, les investisseurs ne semblaient pas affectés outre mesure par la remontée des taux obligataires, rendue nécessaire par le nouvel accès de faiblesse du dollar. Il reste que l'indice des valeurs du Dow Jones est l'objet de contestations aux Etats-Unis. Beaucoup d'opérateurs le jugent aujourd'hui inadéquat pour refléter fidèlement la réalité du marché. Aussi les cours des valeurs qui le composent ont-ils progressé beaucoup plus rapidement que leurs bénéfices durant les douze derniers mois.

Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait Owens Illinois (+ 3 1/4) et International Paper (+ 2), tandis qu'IBM cédait 4 1/4, en raison de nouvelles perspectives tracées par les analystes pour 1987.

| VALEURS | Cours du 12 jan. | Cours du 13 jan. |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 37 1/4 | 38 5/8 |
| A.T.T. | 25 1/4 | 25 7/8 |
| Bausch | 51 7/8 | 52 1/2 |
| Cash International | 38 1/2 | 38 1/2 |
| Chrysler | 32 1/8 | 33 1/2 |
| Eastman Kodak | 72 | 73 1/8 |
| Exxon | 75 1/8 | 76 3/8 |
| Ford | 65 | 66 1/8 |
| General Electric | 80 3/8 | 80 3/8 |
| General Motors | 68 5/8 | 67 7/8 |
| Goodyear | 43 3/4 | 44 1/8 |
| IBM | 120 3/8 | 118 1/4 |
| I.T.T. | 67 7/8 | 67 1/4 |
| Johnson & Johnson | 61 1/2 | 61 1/2 |
| Pfizer | 65 3/4 | 64 5/8 |
| Schering-Plough | 38 3/4 | 38 1/4 |
| Tesoro | 83 1/4 | 83 1/4 |
| Union Carbide | 25 1/4 | 25 |
| U.S. Steel | 23 5/8 | 24 |
| Westinghouse | 61 1/2 | 62 3/4 |
| Xerox Corp. | 65 | 64 7/8 |

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)
12 jan. 13 jan.
Valeurs françaises... 183,6 183,2
Valeurs étrangères... 182,1 181,2
C* des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général... 422,6 422,1

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
12 jan. 13 jan.
Industrielles... 2 009,42 2 012,93

LONDRES
(indice « Financial Times »)
12 jan. 13 jan.
Industrielles... 1 389,4 1 393,9
Mines d'or... 337,5 326,3
Fonds d'Etat... 85,33 84,57

TOKYO
13 jan. 14 jan.
Nikkei... 18 544 18 728,26
Indice général... 1 587,46 1 577,76

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 13 janvier
Nombre de contrats : 32 488
ÉCHÉANCES
COURS
Janv. 87 Mars 87 Juin 87 Sept. 87
Derrière... 107,30 107,20 107,25
Précédent... 106,50 106,35 106,35

AUTOUR DE LA CORBEILLE

JIMMY GOLDSMITH LANCE UNE OPE SUR LA COMPAGNIE OCCIDENTALE FORESTIERE. La Générale occidentale (GO) dirigée par M. Jimmy Goldsmith, vient de lancer une OPE (offre publique d'échange) simplifiée, portant sur les actions de la Compagnie occidentale forestière, dont elle détient déjà 92,80 % du capital, directement ou indirectement. Les modalités de l'échange sont de 5 actions Occidentales forestières de 100 F nominal (jouissance 1^{er} avril 1986) pour une action GO de

50 F nominal à émettre (jouissance 1^{er} avril 1987). Cette offre, présentée par le Crédit lyonnais, Paribas et la Banque Worms, est valable du 14 janvier au 10 février inclus.

La cotation des actions Compagnie occidentale forestière, suspendue depuis le 5 janvier 1987, reprendra sur le second marché de la Bourse de Paris le 15 janvier 1987. Des actions nouvelles Générale occidentale feront l'objet d'une demande d'admission à la Bourse de Paris.

L'EUROPE DES
VILLES RÊVÉES

Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Michel Butor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre libraire (prix de lancement du coffret 250 F).

AMSTERDAM - ATHÈNES - BERLIN - BUDAPEST - COPENHAGUE
DUBLIN - EDMOND - FLORENCE - GENÈVE - LISBONNE
LONDRES - ROME - SÉVILLE - STOCKHOLM - VENISE - VIENNE

EN LIBRAIRIE OU CHEZ L'ÉDITEUR
4, rue d'Enghien - 75000 PARIS

VENT
DE PARAITRE

Le Monde

**BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1986**

CONTRE-CHOC : L'ANNÉE DES ILLUSIONS

- La situation en France et l'environnement international
- Le pétrole depuis 1973, un dossier spécial en couleurs
- Cent quarante-cinq pays à la loupe
- Les dernières statistiques. Des dizaines de cartes et de graphiques

**LA RÉFÉRENCE
SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
ET MONDIALE**

**188
PAGES**

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F

14 JANVIER Cours relevés à 14 h 52

a : coupon détaché
 o : offert
 ^ : droit détaché
 d : demandé
 ♦ : prix précédent
 ☆ : marché continu

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | ARTS ET SPECTACLES | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|---|---|--|---|----------------------------|--|
| 3 La guerre du Golfe. | 2 L'année 1986 par Piantu. | 9 La CCFD poursuit le <i>Figaro Magazine</i> . | 13 La messe est finie, un film de Nanri Moretti. | 23 La fin des grèves s'accompagne de quelques soubresauts. | Radio-télévision 19 | ● <i>Froid</i> : les dégâts. La météo. |
| 4 Nouvelle offensive libyenne au Tchad. | 7 La préparation des congrès du PCF et du PS. | 12 La vague de froid en Europe. | 14 Un entretien avec le scénographe Yannis Kokkos. | — Marchés financiers. | Annonces classées 24 | ● <i>Bourse</i> : votre portefeuille. |
| 5 La visite de M. Nakasone en Europe orientale. | 8 Le bicentenaire de la Constitution des États-Unis et les institutions françaises. | — Education : la contre-offensive de M. Monory. | — Eric Clapton en concert au Zénith. | 26 Les fabricants américains de « puces » tentent de s'organiser. | Cartes 20 | ● <i>Cinéma</i> : faites votre hit-parade. |
| 6 La RFA à l'approche des élections. | | 21 Médecine : une découverte américaine pour traiter le cancer du sein. | 15 Wagner en deux livres. | | Météorologie 20 | Actualité, Bourse, Livres, Télémarketing. |
| | | | 16 Programmes des expositions. | | Morts croisées 21 | 36.15 Tapez LEMONDE |

La visite du numéro un polonais à Rome

Le général Jaruzelski a été longuement reçu par Jean-Paul II

Cité du Vatican (AFP). — Jean-Paul II a reçu, mardi 13 janvier, pendant soixante-dix minutes, le général Jaruzelski, numéro un du parti et de l'État polonais. L'entretien en tête à tête a été qualifié de « sérieux, clair et approfondi » dans un communiqué de presse du Saint-Siège. Il a permis d'analyser les problèmes de la société polonaise, les rapports entre l'Église et l'État en Pologne, et des questions concernant la paix internationale. Ces termes, relevant des observations diplomatiques, n'impliquent pas un accord sur des questions abordées au cours de la rencontre.

A l'issue de l'entretien, le numéro un polonais, paraissait satisfait. Mais il a, diplomatiquement, refusé de dire s'il pensait avoir trouvé

de la compréhension chez le pape à l'égard de sa vision des choses en Pologne. « Il appartient à Sa Sainteté de répondre à cette question. Quant à moi, j'espère en avoir trouvé », a-t-il dit à l'AFP.

Les autorités polonaises souhaitent l'ouverture d'une sous-commission à Varsovie et d'une ambassade au Saint-Siège, mais se semblent pas pressées d'accorder à l'Église de Pologne un statut juridique, dont le Vatican fait la condition principale pour l'établissement de relations diplomatiques complètes. Quant à la troisième visite du pape dans sa patrie, son programme est déjà arrêté, Jean-Paul II devant se rendre dans les deux villes de la côte

bałtyque, Szczecin et Gdansk, berceau de Solidarité.

Le pape a qualifié la visite d'« historique » et a souligné qu'elle « porte des fruits tant espérés pour la Pologne et pour l'Europe ».

A l'issue de la rencontre en tête à tête, le numéro un polonais a présenté à Jean-Paul II sa fille Monika et tous les membres de sa suite.

Au cours du traditionnel échange de cadeaux, la fille du numéro un polonais a reçu deux chaplets : un pour elle-même et un autre pour sa mère, qui n'a pas pu venir en Italie.

M. Jaruzelski s'est entretenu ensuite avec le numéro deux du Vatican, le cardinal secrétaire d'État Agostino Casaroli.

Hypothèses

ROME de notre correspondant

« Historique » entretien en tête à tête d'une heure un quart suivi d'échange de cadeaux sous les flashs, entre deux Polonais, le pape Jean-Paul II et le général Jaruzelski. Cordiale poignée de main dans les salons du Quirinal entre deux présidents, le démocrate-chrétien M. Francesco Cossiga et son homologue, qui est aussi et surtout premier secrétaire du parti communiste de Pologne : qui pourrait se flatter d'avoir déchiffré l'étrange partie à trois (cette « Vatican connection », selon les termes de la petite formation d'extrême gauche, Démocratie prolétarienne) qui s'est jouée à Rome les lundi 12 et mardi 13 janvier, de part et d'autre de ce Tibre qui sépare les palais du Saint-Siège de ceux de la République italienne ?

Une hypothèse est ici formulée par certains observateurs sur les motifs d'une invitation où le général Jaruzelski trouve à première vue beaucoup plus son compte, en respectabilité retrouvée, que ses hôtes. Le gouvernement de M. Bettino Craxi aurait en fait invité le chef d'État polonais essentiellement pour qu'il puisse rencontrer le pape au Vatican. Le rôle du ministre des affaires étrangères démocrate-chrétien M. Giulio Andreotti, un homme réputé très proche du Saint-Siège, aurait été naturellement déterminant dans ce scénario.

Pourquoi ce montage supposé ? Côté italien : parce que la sécularisation croissante n'ôte rien à une pratique éprouvée de services mutuels, à charge de revanche. Côté Vatican : Jean-Paul II, chef d'État déjà deux fois invité en Pologne par les autorités de son pays natal et invité à y retourner en juin prochain, ne pouvait plus retarder le moment de recevoir « chez lui » le général Jaruzelski. Mais accomplir lui-même une démarche de ce sens aurait été pour Karol Wojtyła tenir cette autorité morale qui fait de lui,

pour l'immense majorité de ses compatriotes, la référence suprême. Et comme il est de tradition que toute personnalité de passage à Rome soit reçue par le pape, le tour était joué : ce serait selon le protocole une visite non pas « officielle » mais « solennelle », c'est-à-dire sans hymnes ni discours.

M. Bettino Craxi en tout cas a pour sa part manifesté de la façon la plus ostensible le peu de plaisir que lui causait en réalité cette visite. On lui a vu arborer un de ses airs les plus marqués et un foudroyant jeté d'une façon incroyablement désinvolte sur les épaules alors qu'à ses côtés un général Jaruzelski pas-

sait, sombre et raide, des troupes en revue à l'aéroport de Ciampino.

Par-delà les conjectures, quel intérêt avait l'Italie à organiser une visite pour elle très désagréable, comme en ont témoigné deux jours durant manifestations, slogans, pancartes, affiches et tracts ? Une rencontre, le mardi 13 dans l'après-midi, avec un autre personnage capital de la péninsule, M. Gianni Agnelli, livre une clé. Toutes les négociations ont été conduites, il y a peu de semaines, en vue du montage en Pologne d'une chaîne de production d'un modèle Fiat de petite cylindrée. Des discussions sont par ailleurs à un stade avancé pour un autre projet concernant une

moyenne cylindrée. Les investissements pourraient se monter à l'équivalent de 10 milliards de francs, remboursables en automobiles.

Mais voilà, les autorités polonaises ont mené des négociations parallèles avec la firme japonaise Daihatsu ; et le général Jaruzelski devrait accueillir à Varsovie en provenance de Tokyo le premier ministre M. Nakasone le 25 janvier, un lendemain même de son retour de Rome. L'Italie aurait-elle alors reçu de la Pologne quelques assurances dont son concurrent extrême-oriental ne bénéficierait pas ? L'avenir proche le dira.

JEAN-PIERRE CLERC.

Sur le vif

Vœux sincères

Je suis vœux, vous ne pouvez pas savoir ! L'autre jour, c'était le jour de la presse, je vais à Matignon. Mon Jacquot nous souhaite la bonne année. Il se fend d'un petit speech, sans notes, sans rien, il savait tout par cœur. Vraiment bien. Après il nous invite au buffet. On se précipite. Il nous suit. Il écarte la foule à la mitrailleuse : un tir groupé de « tous mes vœux », « tous mes vœux », accompagné de poignées de main précipitées, distraites, il fonce sur une assiette de canapés, l'engouffre et s'enfuit.

A peine s'il m'a regardé. Le coup du mépris, je suis pas près de lui pardonner. J'avais l'air fin, moi, devant mes copains. Le lendemain, je dégringole dans leur bureau et pour sauver la face, pour me faire un peu mousser, je leur fourre sous le nez une carte de vœux envoyée par un député de la majorité :

— Tiens, regarde ce qu'il m'a mis : Avec mes pensées très cordiales et mes souhaits les plus chaleureux pour 1987. C'est écrit à la main. Gentil, non ?

— On a tous eu la même, je te signale. C'est des vœux coulés machine à... photocopier.

— Oui, bon, peut-être, mais ici, en bas, il a ajouté : Bien amicalement. Ça, tu me diras pas

que c'est pas lui, c'est pas la même encre. Et c'est bien la preuve qu'il m'aime mieux que vous.

— C'est un vieux truc, ça, n'importe quoi, ils le font tous. Ils griffonnent en marge une petite formule supplémentaire, une espèce de note de considération, d'amitié, et ils la font tirer à des centaines d'exemplaires.

— Comment tu sais ?

— T'es vraiment bête, je te jure ! Tiens, moule ton doigt et passe-le dessus. Si ça tache, c'est un original ; autrement, c'est une copie. Allez, fais pas cette tête-là. Ils ont pas que toi à s'occuper, les politiciens. Sur-tout, là, en ce moment !

N'empêche, c'est pas des manières ! Tiens, j'y pense, hier, Jospin m'a invité avec les confrères au siège du PS. J'étais retenu, j'ai pas pu lui présenter mes vœux. Je le fais ici :

Bonne année.

Bonne année.

et quel bonjour.

Il faut se prêter attention !

Vous pouvez y aller, vous pouvez froter le papier. C'est sincère, vous voyez.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort d'Anatoli Efros, directeur du Théâtre de la Taganka de Moscou

Anatoli Efros, le directeur du Théâtre de la Taganka, est mort, le mardi 13 janvier à Moscou, des suites d'un infarctus, a annoncé l'agence Tass. Il était âgé de soixante et un ans.

Il aura été l'un des plus importants hommes de théâtre de sa génération, laissant dans les mémoires quelques-uns des plus beaux spectacles présentés sur les scènes soviétiques : *Le Mariage*, de Gogol, *Un mois à la campagne*, de Tourguéniev, un remarquable *Don Juan*, de Molière, qui lui valut la consécration mondiale (et le Grand Prix du festival de Belgrade 1974), une superbe *Cortina* de Tchekhov.

C'est au Théâtre pour enfants de Moscou qu'Anatoli Efros avait fait ses débuts moscovites après son diplôme de l'Institut théâtral et le passage au Théâtre de Riazan. Mais c'est à la direction du Théâtre des Komosomols Léningrad qu'il se fera remarquer dans les années 60, en même temps que Lioubimov, Efremov, Tsvetkov, parmi ceux qui s'efforcent alors de moderniser la mise en scène et de présenter des œuvres contemporaines ne répondant pas aux normes du réalisme socialiste ; il y monte notamment *Molère*, de Boulgakov, mais, au début de 1967, est démis de ses fonctions.

Il va alors travailler dans divers théâtres de la capitale, surtout dans la petite salle de la Malaïa Bronnia (où sa mise en scène des *Trois sœurs*, de Tchekhov, jugée « hétéro-

que », est retirée de l'affiche en 1968), qui sera, grâce à lui, pendant une quinzaine d'années, un des hauts lieux du théâtre moscovite. Lui qui a toujours aimé travailler avec les acteurs — il a publié un livre *Répétitions, mon amour* — il fonde l'école de comédiens. Il fait des mises en scène aux États-Unis (*Le Mariage* à Minneapolis), au Japon, en Finlande, travaille pour la télévision (*Boris Godounov* — *Quelques mots en l'honneur de M. Molère*, etc.).

En mars 1984, sa carrière marque un tournant : nommé directeur du Théâtre de la Taganka, fondé par Iouri Lioubimov en 1964, il va accepter, sans tenir compte des détracteurs et des oppositions à l'indépendance du théâtre, de remplacer Lioubimov, le fondateur limogé alors qu'il se trouve à l'étranger et qui est bientôt déchu de la nationalité soviétique.

Paradoxalement, ce qui devait être la consécration d'Anatoli Efros devient une épreuve. Ceux-là mêmes qui l'avaient soutenu et aidé au fil des années à l'intérieur du pays vont lui tenir rigueur d'avoir accepté ce poste prestigieux, et les émigrés les plus célèbres — Brodsky, Axionov, Rostropovitch, etc. — s'étonnent, lors du vingtième anniversaire du théâtre, qu'Efros ait « accepté de jouer le rôle de marionnette professionnelle » (voir *Le Monde* du 2 mai 1984).

A Paris, cependant, Efros était attendu avec un grand intérêt pour cette tournée qui doit présenter trois de ses spectacles : *Le Conseil de Tchekhov*, *Les Bas-Fonds*, de Gorki, *La guerre n'a pas un visage de femme*, d'un Biélorusse, Svetlana Alexievitch.

NICOLE ZAND.

M. Gorbatchev à Athènes au printemps

M. Gorbatchev fera une visite officielle en Grèce au printemps prochain, a-t-on annoncé mardi 13 janvier à Athènes. Le porte-parole du gouvernement grec a déclaré que la date précise de la visite sera fixée ultérieurement. On attendait cette visite en Grèce pour l'automne passé. C'est au printemps prochain que se tiendra le 12^e congrès du PC grec où, dit-on, s'affronteront « brejnevistes » et « rénovateurs » inspirés de la politique de l'actuel secrétaire général du PC de l'Union soviétique. C'est aussi au printemps que, selon certaines sources bien informées, commenceront les discussions gréco-américaines sur l'avenir des bases militaires américaines en Grèce. — (Corresp.)

Au conseil des ministres

Création d'un Conseil national des universités

M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale, a présenté au conseil des ministres, du mercredi 14 janvier un projet de décret créant le Conseil supérieur des universités. Celui-ci, dont le fonctionnement était bloqué, assurerait le recrutement des professeurs d'université. Il est transformé en Conseil national des universités, dont les membres seront élus au scrutin uninominal. La proportion des professeurs au sein de ce conseil sera augmentée.

M. Lagrave nouveau directeur de la Sécurité sociale

M. Michel Lagrave a été nommé, samedi 14 janvier au conseil des ministres, directeur de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales. Il remplace à ce poste M. François Mercereau (le *Monde* du 14 janvier). Agé de 59 ans, M. Michel Lagrave, d'abord attaché de préfecture (de 1957 à 1961), puis directeur d'hôpital (de 1961 à 1964), avant d'entrer à l'ÉNA, a ensuite été inspecteur adjoint, (en 1965) puis inspecteur général, à l'inspection générale des affaires sociales. Il a été notamment conseiller technique au cabinet du ministre de la santé publique et de la Sécurité sociale (en 1969-1970) et au cabinet du ministre du travail de l'emploi et de la population, puis du premier ministre (en 1974). Il a été nommé en 1977 conseiller référendaire à la Cour des comptes, puis avocat général près de la Cour des comptes.

Le numéro du « Monde » daté 14 janvier 1987 a été tiré à 485 481 exemplaires

A B C E F G H

Nominations de préfets

M. Charles-Noël Hardy, préfet en position de service détaché, est nommé par le conseil des ministres du 14 janvier préfet du Var, en remplacement de M. Barbot, nommé directeur général de la police nationale.

[Né le 21 novembre 1934 à Boulogne-Billancourt, M. Charles-Noël Hardy, ancien élève de l'École nationale d'administration, a occupé les fonctions de chef de cabinet des préfets du Vaucluse (1963) et du Cher (1964) avant d'être nommé en mai 1964 sous-préfet. En 1966, il entre au cabinet de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, comme chargé de mission. Il participe ensuite, officiellement, aux cabinets de MM. de Broglie, secrétaire d'État aux affaires étrangères (février 1966-avril 1967) et Chabanet, ministre des transports (1967-1969). Il réintègre alors le cabinet de M. Giscard d'Estaing. En 1972, il devient expert au Conseil économique et social, et, en juillet de la même année, regagne le cabinet de M. Giscard d'Estaing, comme conseiller technique. En août 1973, il est nommé secrétaire général du Val-d'Oise. En février 1975, il entre au comité directeur des clubs Perspectives et Réalités, Directeur adjoint au directeur général de l'administration, au ministère de l'intérieur en septembre 1975, il est nommé préfet du Lot-et-Garonne en avril 1977 et il est placé en position hors-cadre en juillet 1981. En avril 1982, il est détaché comme directeur des services administratifs de la région de Basse-Normandie, que préside M. René Caron (PR).]

M. Jean-Marc Divisia, sous-préfet, directeur à la ville de Paris, est nommé préfet, et secrétaire général de la zone de défense de Paris.

[Né le 5 juin 1925 à Toulouse, administrateur en chef de cabinet de préfet en 1960, M. Divisia, après divers postes territoriaux, notamment comme sous-préfet d'Issoudun (Corrèze), a été conseiller technique au cabinet de M. Chirac dans les différents ministères occupés par celui-ci de 1968 à 1972. Nommé secrétaire général de la Haute-Vienne, puis sous-préfet du Raincy, il a été nommé en 1980 directeur de la jeunesse et des sports à la Ville de Paris et en 1985 directeur de l'action sociale, de l'enfance et de la santé à la Ville de Paris.]

MOZAMBIQUE

M. Mocumbi devient ministre des affaires étrangères

Maputo. — Le président mozambicain, M. Joaquim Chissano, a proclamé, lundi 12 janvier, à un rassemblement du gouvernement, marqué notamment par la nomination de M. Pascual Mocumbi, ancien ministre de la santé, au poste de ministre des affaires étrangères. Cette fonction était occupée jusqu'à présent par le président Chissano. M. Mocumbi est également secrétaire des affaires étrangères au bureau politique du parti au pouvoir, le FRELIMO.

Le secrétaire général Mariano Matinhe, membre du bureau politique, devient ministre de la sécurité, en remplacement de M. Sergio Vieira, qui prend la direction de l'école idéologique du parti. M. Vieira était considéré par les autorités sud-africaines comme l'un des membres les plus pro-soviétiques du FRELIMO : son départ pourrait être de nature à relancer un dialogue entre les deux pays sur les affaires de sécurité. Trois gouvernements de province — ceux du Tete, du Zambeze et de Niassa, — sont, d'autre part, remplacés. Enfin, M. Marcelino dos Santos, numéro deux du FRELIMO, a été élu, mardi 13 janvier, président de l'Assemblée populaire.

Enfin, la RNM a revendiqué le sabotage, vendredi 9 janvier, d'un tronçon du pipe-line reliant la port de Beira au Zimbabwé. Ce sabotage, suivi d'un incendie, s'est produit dans la région de Chicamba, entre Vila Mameca et la frontière zimbabwéenne. — (AFP, Reuter, UPI.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

AIR HAVAS

LES PRIX BAS QUI VOUS DONNENT DES AILES.

NEW YORK à partir de 2200 F
MARRAKECH à partir de 1290 F
LE CAIRE à partir de 2660 F
MEXICO à partir de 4825 F

* Tarif A.R. pour un minimum de 7 jours. Prix au 1^{er} Octobre 86. Conditions Générales dans le catalogue Air Havas. En vente chez Havas Voyages - 139, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY - Tél. : 47.47.50.33 et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES : FAITES LA DIFFÉRENCE.

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES - 35 % D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh 512/800
Lecteur externe
Write/paint. Image writer II
16.185 F HT - 19.195 F TTC
Tarifs réservés aux établissements d'enseignement et aux enseignants



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e
42.72.26.26